MINISTÈRE
DE L'AMÉNAGEMENT
DU TERRITOIRE ET
DE LA DÉCENTRALISATION

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale des collectivités locales

Paris, le 28 MAI 2026

La directrice générale des collectivités locales

à

Mesdames et Messieurs les préfets de région et de département

Référence	DGCL/2026D/208
Date de signature	28 MAI 2026
Emetteur	Sous-direction des finances locales et de l'action économique Bureau du financement des transferts de compétences
Objet	Note d'information relative aux modalités financières de compensation des transferts de compétences inscrites dans la loi de finances pour 2026
Commande	
Action(s) à réaliser	Notification des éléments d'information aux présidents des conseils départementaux et régionaux et aux maires concernés
Echéance	Dès réception des notes d'informations dédiées aux concours et dotations à verser aux collectivités
Contact utile	Alexandre BARBIER Tél. : 01.40.07.68.67. Mail : alexandre.barbier@dgcl.gouv.fr ou dgcl-sdflae-fl5-secretariat@dgcl.gouv.fr
Nombre de pages et annexes	1 fiche et 6 annexes

Note d'information relative aux modalités financières de compensation des transferts de compétences inscrites dans la loi de finances pour 2026

Cette note, dont il vous appartient de transmettre les éléments pour information aux exécutifs locaux, présente le cadre juridique, les vecteurs et les montants de compensation financière retenus par la loi de finances (LFI) pour 2026 au titre des transferts, créations ou extensions de compétences ainsi que des charges nouvelles résultant des modifications, par voie réglementaire, des règles relatives à l'exercice des compétences transférées par l'Etat aux collectivités territoriales.

La présente note et ses annexes présentent les mesures inscrites en loi de finances pour 2026 concernant les transferts de charges de l'Etat aux collectivités territoriales et à leurs groupements. Elle présente les principes de compensation financière des collectivités territoriales, les différents vecteurs de compensation ainsi que les montants de compensation que recevront les régions, les départements ainsi que certaines communes et leurs groupements au cours de l'année 2026 au titre de chaque compétence transférée entre 2005 et 2026 notamment sur le fondement des lois :

- n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales (LRL) ;
- n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) ;
- n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;
- n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) ;
- n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel ;
- n° 2019-816 du 2 août 2019 relative aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace ;
- n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (3DS).

Je vous remercie de bien vouloir transmettre les éléments d'information contenus dans cette note aux présidents de conseils départementaux et régionaux et d'établissements publics de coopération intercommunale, ainsi qu'aux maires concernés par les différentes mesures présentées ici.

Mes services (dgcl-sdflae-fl5-secretariat@dgcl.gouv.fr ou 01 49 27 43 97) restent à votre disposition pour vous apporter tous les éléments d'information complémentaires dont il vous paraîtrait utile de disposer.

La directrice générale des collectivités locales

Cécile RAQUIN

Liste des pièces jointes

- **Fiche relative au cadre juridique et financier de la compensation financière** aux collectivités territoriales et à la présentation des mesures adoptées en loi de finances pour 2026

- **Annexe 1** : tableaux récapitulatifs des montants de **compensation pérenne versés par fiscalité transférée** (accises sur les énergies et taxe spéciale sur les conventions d'assurance - TSCA)

- **Annexe 2** : tableaux récapitulatifs des montants de **compensation pérenne versés sous forme de dotation** générale de décentralisation (DGD) et de dotation globale de compensation (DGC)

- **Annexe 3** : tableaux récapitulatifs des montants de **compensation non-pérenne versés par fiscalité transférée** (accises sur les énergies et TSCA)

- **Annexe 4** : tableaux récapitulatifs des montants de **compensation non-pérenne versés sous forme de dotation** générale de décentralisation (DGD) et de dotation globale de compensation (DGC)

- **Annexe 5** : tableau récapitulatif des montants de **compensation pérennes et non pérennes versés sous forme de fiscalité transférée (accises sur les énergies) ou de prélèvement sur recettes (PSR)** aux régions dans le cadre des réformes de l'**apprentissage** et du financement de la **formation professionnelle**

- **Annexe 6** : tableau récapitulatif des décrets de transfert de services.

Fiche relative au cadre juridique et financier de la compensation financière aux collectivités territoriales et à la présentation des mesures adoptées en loi de finances pour 2026

I. Cadre juridique et financier de la compensation des transferts de charges aux collectivités territoriales

A. *Les principes applicables au droit de la compensation*

Conformément à l'article 72-2 (4ème alinéa) de la Constitution :

> « *Tout transfert de compétences entre l'État et les collectivités territoriales s'accompagne de l'attribution de ressources équivalentes à celles qui étaient consacrées à leur exercice. Toute création ou extension de compétences ayant pour conséquence d'augmenter les dépenses des collectivités territoriales est accompagnée de ressources déterminées par la loi.* »

Ainsi, les **transferts de compétences** aux collectivités territoriales s'accompagnent de l'attribution de **ressources équivalentes** à celles consacrées précédemment par l'État à leur exercice. Mis en œuvre depuis 1983[1], ce principe législatif a été érigé en principe constitutionnel en 2003.

La réforme constitutionnelle du 28 mars 2003 a également permis de préciser les règles applicables au financement des charges supplémentaires supportées par collectivités territoriales au titre d'une **création ou** d'une **extension de compétence** :

- une **création** de compétence correspond à l'octroi d'une **compétence nouvelle**, dépourvue de tout lien avec une compétence déjà exercée par un niveau de collectivités territoriales[2] ;
- une **extension** de compétence correspond à toute **mission nouvelle, rattachable à une compétence déjà assumée par une collectivité** territoriale, qui se concrétise, soit par l'élargissement de la compétence à une nouvelle catégorie de personnes, soit par l'attribution d'une mission nouvelle qui ne saurait être assimilée à un aménagement de la compétence déjà exercée.

Par ailleurs, le droit de la compensation s'applique également aux **modifications, par voie réglementaire, des règles relatives à l'exercice des compétences transférées** qui alourdissent les charges des collectivités concernées.

Les dispositions énoncées à l'article 72-2 de la Constitution et celles précédemment énoncées ont trouvé leur traduction au sein du code général des collectivités territoriales (CGCT) :

- à l'article L. 1614-1 du CGCT pour les **transferts** de compétences ;
- à l'article L. 1614-1-1 du CGCT pour les **créations et extensions** de compétences ;
- à l'article L. 1614-2 du CGCT pour les **modifications par voie réglementaire** des règles relatives à l'exercice des compétences transférées.

[1] L'article 5 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État avait posé le principe selon lequel les transferts de compétences de l'État aux collectivités territoriales s'accompagnaient du transfert concomitant par l'État « *des ressources nécessaires à l'exercice normal de ces compétences* ».

[2] Décision du Conseil constitutionnel n° 2008-569 DC du 7 août 2008.

B. *Les vecteurs de compensation*

1. *Présentation des différents vecteurs*

Il existe plusieurs vecteurs de compensation financière :

- les **dotations versées par l'État sous forme de crédits budgétaires**, qui sont, pour la plupart, libres d'emploi. Les ressources ne sont pas affectées à une catégorie ou une nature de dépenses. Le montant de compensation versé au titre de la dotation générale de décentralisation (DGD) et les crédits du fonds régional de l'apprentissage et de la formation professionnelle continue[3] prévus aux 1° et 2° de l'article L. 4332-1 du CGCT ne sont plus indexés depuis 2009. Ils n'évoluent plus, sauf nouveaux transferts de compétence à compenser ;

- les **prélèvements sur recettes** (PSR)[4], opérés sur les recettes du budget général de l'État, permettent d'effectuer le versement des sommes aux collectivités territoriales sans recourir à la procédure préalable de délégation ministérielle de crédits aux préfets ;

- la **fiscalité transférée**, correspondant aux produits d'impôts d'État reversés aux collectivités territoriales, notamment l'accise sur les énergies qui a remplacé la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) et la taxe spéciale sur les conventions d'assurance (TSCA). Ce vecteur de financement a été privilégié depuis 2004.

Il est important de noter qu'une même compensation peut être faite *via* des vecteurs différents. Ainsi, par exemple, le transfert de la voirie de l'Etat vers les départements et métropoles prévu par la loi 3DS du 21 février 2022 est financé par de la fiscalité transférée (accise sur les énergies) concernant les départements et par des crédits budgétaires, ceux de la DGD voirie, concernant les métropoles de Lyon et de Dijon.

2. *Evolution des vecteurs de compensation dans le temps, en particulier de la dotation globale de décentralisation (DGD)*

Au fur et à mesure de l'approfondissement de la décentralisation, certains vecteurs de financement ont évolué, y compris en changeant de nature.

Ainsi, dans le cadre de la réforme des concours financiers de l'État aux collectivités territoriales, **la DGD des régions et la DGD des départements de droit commun ont fait l'objet d'un transfert financier partiel en 2004 vers la dotation globale de fonctionnement (DGF)** des régions et des départements selon les modalités suivantes :

- **95% des crédits** attribué à chaque région ou département en 2003 **ont été intégrés dans la DGF** (dotation forfaitaire et dotation de compensation) de chaque région ou département pour 2004 ;

- **les 5% de crédits restants permettent aujourd'hui encore de procéder aux ajustements annuels de la DGD**. Chaque région ou département a ainsi perçu,

[3] En application de la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel, les régions exercent à compter de 2020 des compétences facultatives et résiduelles en matière d'apprentissage et le fonds régional de la formation professionnelle continue est alimenté chaque année conformément aux dispositions prévues par l'article L. 4332-1 du CGCT.

[4] Les PSR sont listés à l'article 137 de la LFI pour 2024. Cinq PSR sont gérés par le bureau du financement des transferts de compétences : le FMDI, la DDEC, la DRES, la DGCES et le PSR Apprentissage.

dès 2004, et reçoit chaque année depuis, une DGD résiduelle égale à 5% de la DGD de 2003, pouvant depuis être majorée des accroissements, ou minorée des diminutions, de charges transférées constatés annuellement.

Au total, en 2004, **2 384 697 043 € des crédits de la DGD des régions et 4 130 113 369 € des crédits de la DGD des départements ont été intégrés dans la DGF**.

Depuis le 1er janvier 2018, la DGF des régions a été remplacée par l'attribution d'une fraction de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

3. La fiscalité transférée fait l'objet de clauses de garantie

Plusieurs clauses de garantie permettent de préserver de manière pérenne les montants de compensation financière versés pour l'exercice des compétences transférées *via* de la fiscalité transférée. Ainsi, si les recettes provenant des impositions attribuées diminuent pour des raisons étrangères au pouvoir de modulation éventuel reconnu aux collectivités bénéficiaires, l'Etat compense cette perte dans des conditions fixées par la loi et conformément à la jurisprudence du Conseil constitutionnel[5]. Ainsi,

- lorsque le produit de la fiscalité transférée est inférieur au montant du droit à compensation, l'État est tenu de majorer le montant de la fiscalité transférée à due concurrence ;

- l'article 119 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales (loi LRL) comporte une garantie de non-baisse des recettes de fiscalité transférée ;

- il en est de même pour la fiscalité transférée versée au titre du transfert aux départements du revenu minimum d'insertion (RMI) en 2004 dont la clause de garantie, toujours en vigueur, est prévue à l'article 59 de la loi n° 2003-1311 du 30 décembre 2003 de finances pour 2004 et pour celle attribuée en 2009 au titre de la généralisation du revenu de solidarité active (RSA), dont la clause de garantie est inscrite à l'article 7 de la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le RSA et réformant les politiques d'insertion ;

- les transferts résultant des lois de décentralisation n° 2014-58 du 27 janvier 2014 (MAPTAM), n° 2015-991 du 7 août 2015 (NOTRe) et n° 2022-217 du 21 février 2022 (3DS) comprennent également des clauses de garanties énoncées, respectivement, aux articles 91, 133 et 150 desdites lois.

C. <u>Synthèse financière des compensations depuis 1982</u>

1982 / 2004 : le montant des compensations correspondant aux transferts de compétences réalisés de **1982 à 2004** (acte I de la décentralisation) versées aux collectivités en 2024[6] s'établit de la façon suivante :

- **12,88 Mds€** sous forme de fiscalité transférée (cartes grises et DMTO hors réforme de la taxe professionnelle) ;

[5] Décision DC n° 2003-489 du 29 décembre 2003, considérant n° 23, et décision n° 2004-511 DC du 29 décembre 2004, considérant n° 36.
[6] Source : Rapport organique sur les finances publiques locales annexé au PLF 2026.

- **6,86 Mds€** sous forme de DGD pour les départements et les régions (dont 6,51 Mds€ intégrés dans la DGF en 2004) ;

- **130,3 M€** sous forme de DGD des communes.

2005 / 2025 : le montant total provisionnel 2026 des compensations et accompagnements financiers alloués aux collectivités territoriales au titre des transferts de charges intervenus de 2005 à 2025 s'établit de la façon suivante :

- **16,58 Mds€** sous forme de **fiscalité transférée** (accises sur les énergies et TSCA) ;

- **1,24 Md€** de **frais de gestion de la fiscalité locale**, désormais uniquement ceux de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) alimentant le dispositif de compensation péréqué (DCP – cf. *infra*) ;

- **1,72 Md€** sous forme de dotation générale de décentralisation (DGD) et de dotation globale de compensation (DGC) sur les programmes 119 et 122 (en intégrant la DGD des communes allouée au titre des transferts de compétences de l'acte I) ;

- Au moins **2,2 Mds€** sous forme de différents dispositifs de soutien aux départements pour le financement des allocations individuelles de solidarité : fonds de mobilisation départementale pour l'insertion FMDI (prélèvement sur recettes), dispositif de compensation péréquée DCP et 3ème part du fonds national de péréquation des DMTO (FNP DMTO - fiscalité transférée) ;

- **1,11 Md€** sous forme de PSR dédiés à l'équipement scolaire (dotation départementale d'équipement des collèges DDEC, dotation régionale d'équipement scolaire DRES, dotation globale de construction et d'équipement scolaire DGCES) et à l'apprentissage[7].

[7] Neutralisation de la réforme de l'apprentissage attribué aux régions

Dotations versées sous forme de crédits budgétaires

Crédits de la mission "Relations avec les collectivités territoriales" consacrés au financement des transferts de compétences, répartis par programme, suite au vote des mesures nouvelles, de périmètre ou de transfert en lois de finances initiales					
(en euros)			Crédits ouverts en LFI 2025	Crédits ouverts en LFI 2026	Evolution des crédits ouverts en LFI 2026 par rapport à la LFI 2025
			AE = CP	AE = CP	AE = CP
P119	119-01	Dotation communale d'insularité	4 000 000	4 000 000	-
		Total action 01	**4 000 000**	**4 000 000**	**-**
	DGD des communes	DGD - concours SCHS	90 601 990	90 601 990	-
		DGD - concours Voirie (ex-EMS - DGD Pavé de Paris incluse)	25 356 080	25 247 958	- 108 122
		DGD - concours transfert monuments historiques	565 962	565 962	-
		DGD - concours élaboration documents d'urbanisme	25 754 120	25 754 120	-
		DGD - concours transfert article L. 631-7-1 du CCH	479 598	479 598	-
		DGD - instruction obligatoire à 3 ans	-	48 423 581	48 423 581
		Total action 02	**142 757 750**	**191 073 209**	**48 315 459**
	DGD des départements	DGD départements	264 014 892	263 942 372	- 72 520
		DGD fluviale Guyane	1 473 132	1 473 132	-
		Total action 04	**265 488 024**	**265 415 504**	**- 72 520**
	DGD des régions	DGD de droit commun	623 196 677	630 133 868	6 937 191
		DGD Corse	187 036 233	187 036 233	-
		DGD STIF	128 102 206	128 102 206	-
		Total action 05	**938 335 116**	**945 272 307**	**6 937 191**
	DGD – concours particuliers	DGD ACOTU	87 885 413	87 885 413	-
		DGD ports maritimes	53 690 763	53 578 511	- 112 252
		DGD bibliothèques	94 921 426	94 921 426	-
		DGD aérodromes	4 367 441	4 367 441	-
		DGD Domaine public fluvial	2 949 617	2 949 617	-
		Total action 06	**243 814 660**	**243 702 408**	**- 112 252**
	TOTAL P. 119		**1 594 395 550**	**1 649 463 428**	**55 067 878**
P122	Dotations outre-mer	DGC Nouvelle-Calédonie	61 404 692	62 489 682	1 245 822
		DGC Polynésie française	2 312 808	2 355 001	42 193
		DGC Saint-Martin	4 721 320	5 365 942	1 263 313
	TOTAL P. 122		**68 438 820**	**70 210 625**	**2 551 328**
	TOTAL Dotations de compensation		**1 662 902 494**	**1 719 674 053**	**57 619 206**

Prélèvements sur recettes			
Domaine	**Prélèvements sur recettes**	**Montant exécuté en 2025**	**Montant à verser en 2026**
Equipement scolaire	Dotation départementale d'équipement des collèges (DDEC)	**326 316 126 €**	**326 316 126 €**
	Dotation régionale d'équipement scolaire (DRES)	**661 186 704 €**	**661 186 704 €**
	Dotation globale de construction et d'équipement scolaire (DGCES) de la collectivité de Saint-Martin	**2 685 550 €**	**2 685 550 €**
Apprentissage	PSR de neutralisation de la réforme de l'apprentissage	**122 559 085 €**	**122 559 085 €**

Fiscalité transférée : montants prévisionnels et à périmètre constant des compensations et accompagnements financiers versés en 2026 (en millions d'euros)				
Vecteur de compensation		**Départements**	**Régions**	**Total**
Fiscalité transférée au titre de l'acte I de la décentralisation	DMTO	13 239,0	-	**13 239,0**
	Cartes grises	-	2 818,0	**2 818,0**
Fiscalité transférée au titre des actes II et III de la décentralisation	TICPE/TSCA LRL	4 827,0	-	**4 827,0**
	TICPE LRL/MAPTAM/NOTRe	-	3 632,0	**3 632,0**
	TICPE RMI	4 289,7	-	**4 289,7**
	TICPE RSA	767,2	-	**767,2**
	TICPE 3DS	57,0	4,0	**61,0**
Fiscalité transférée à titre divers	TICPE Mayotte	26,4	-	**26,4**
	TSCA SDIS	1 677,0	-	**1 677,0**
	TICPE - DRONISEP	-	8,3	**8,3**
	TICPE CeA	23,0	-	**23,0**
Fiscalité transférée au titre de la réforme de l'apprentissage et de la formation professionnelle	TICPE - réforme de la formation professionnelle[8]	-	1 113,7	**1 113,7**
	TICPE – réforme de l'apprentissage	-	156,9	**156,9**
TOTAL		**24 906,3**	**7 732,9**	**32 639,2**

[8] Le montant ici indiqué tient compte de la réforme des modalités de compensation de la compétence des régions dans le domaine de la formation professionnelle intervenu en loi de finances pour 2024.

Dispositifs de soutien aux départements pour le financement des allocations individuelles de solidarité (AIS) : montant prévisionnel ou définitif pour 2026		
Prélèvement sur recettes	Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion (FMDI)	**431 738 376 €**
Fiscalité transférée	Dispositif de compensation péréquée (DCP)	**1 270 645 011 €**
	3ème part du fonds national de péréquation des DMTO (ancien fonds de solidarité en faveur des départements - FSD)	**Estimation : > 600 000 000 €**

II. Les principales mesures de la LFI pour 2026

A. *Les compensations versées via le produit de l'accise sur les énergies revenant à l'Etat*

1. *Inscription de la tranche annuelle de compensation relative au transfert de la compétence de gestion des aides non surfaciques du FEADER et rebasage de la compensation pérenne 2025*

L'ordonnance n° 2022-68 du 26 janvier 2022 relative à la gestion du Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) au titre de la programmation débutant en 2023 a modifié la répartition des compétences prévue à l'article 78 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (loi « MAPTAM ») en transférant la compétence de gestion des aides non surfaciques du FEADER aux régions à compter du 1er janvier 2023.

Par dérogation, ce même article de la loi MAPTAM a ouvert la possibilité aux régions d'outre-mer de renoncer à la qualité d'autorité de gestion de ces aides au profit des départements. La région de La Réunion ayant renoncé à devenir autorité de gestion, le département de La Réunion est compétent pour la gestion des aides non surfaciques du FEADER.

Les articles 80 et suivants de la loi MAPTAM prévoient que les transferts d'agents de l'Etat résultant de transferts de compétences ouvrent droit à une compensation financière. Dans le cadre du transfert de la gestion des aides non surfaciques du FEADER, le transfert de services est intervenu à compter du 1er janvier 2024, conformément aux dispositions du décret n° 2023-1406 du 30 décembre 2023.

Ce transfert étant toujours en cours, la loi de finances pour 2026 a ajusté la fraction du tarif de l'accise sur les énergies prévue à l'article 38 de la loi de finances pour 2016 afin de compenser aux régions concernées et au département de La Réunion les charges nouvelles résultant de ce transfert de personnel. Il est procédé à des ajustements pérennes et non pérenne de la compensation attribuée aux régions et au département de La Réunion pour un montant total de **+ 4 572 984 €**.

La **majoration pérenne** de la fraction de fiscalité transférée s'élève à **+ 3 334 574 €** se décomposant en la compensation financière de la phase du transfert de services afférente à la loi de finances pour 2026, à hauteur de **+ 1 531 359 €**, ainsi qu'au rebasage de la compensation pérenne de **+ 1 803 215 €** qui n'avait pas été inscrite en loi de finances pour 2025[9].

[9] Bien que non inscrite en loi de finances pour 2025, l'intégralité de la compensation due au titre de la phase du transfert de services à compenser en 2025 aux régions concernées et au département de La Réunion, soit 1 803 215 € à titre pérenne et 1 542 748 € à titre non pérenne, a été attribué par le biais des crédits de la DGD des régions de droit commun ou de la DGD des départements pour La Réunion.

Ainsi, au titre de la troisième année de **compensation pérenne** du transfert de services intervenant en loi de finances pour 2026, dont le montant total atteint **1 531 359 €**, ont été pris en compte :

- la compensation d'emplois devenus vacants intermédiaires[10] entre le 1er septembre 2024 et le 31 décembre 2024 à hauteur de 269 503 € ;
- la compensation d'emplois devenus vacants entre le 1er janvier 2025 et le 31 août 2025 à hauteur de 903 743 € ;
- la compensation d'agents ayant fait usage de leur droit d'option au 1er janvier 2026 à hauteur de 160 347 € ;
- le rattrapage de compensation d'agents ayant fait usage de leur droit d'option au 1er janvier 2025 à hauteur de 189 054 € ;
- la compensation de la protection sociale complémentaire (PSC) pour 8 712 €.

Par ailleurs, au titre de la **compensation financière pérenne de 1 803 215 €** qui n'a pas été prévue en loi de finances pour 2025, sont réintégrées au sein de la fraction de fiscalité transférée :

- la compensation d'emplois devenus vacants intermédiaires entre le 1er septembre 2023 et le 31 décembre 2023 à hauteur de 300 204 € ;
- la compensation d'emplois devenus vacants entre le 1er janvier 2024 et le 31 août 2024 à hauteur de 1 031 465 € ;
- la compensation d'agents ayant fait usage de leur droit d'option pour la fonction publique territoriale au 1er janvier 2025 à hauteur de 468 186 € ;
- la compensation de la protection sociale complémentaire (PSC) pour 3 360 €.

Enfin, la **compensation non-pérenne** de la troisième phase du transfert de services inscrite en loi de finances pour 2026 s'établit à **+ 1 238 410 €** et se décompose comme suit :

- la valorisation au *prorata temporis* du temps de vacance des emplois devenus vacants intermédiaires entre le 1er septembre 2024 et le 31 décembre 2024 à hauteur de 357 518 € ;
- la valorisation au *prorata temporis* du temps de vacance des emplois devenus vacants entre le 1er janvier 2025 et le 31 août 2025 à hauteur 691 838 € ;
- le rattrapage de compensation, pour l'année 2025, d'agents ayant fait usage de leur droit d'option au 1er janvier 2025 à hauteur de 189 054 €.

2. Ajustement de la compensation versée aux régions au titre de leur compétence en matière de formation professionnelle

Conformément aux dispositions de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État procédant au transfert de la compétence, les régions sont notamment

[10] Les emplois devenus vacants sont qualifiés « d'intermédiaires » lorsque le constat de la vacance de poste est réalisé entre le 31 août d'une année donnée, date à laquelle est arrêtée la photographie de l'avancement du transfert de services en vue de l'inscription de la compensation correspondante dans la loi de finances suivante, et la veille de la date annuelle du début du transfert de services. Sont qualifiés d'emplois devenus vacants ceux dont la vacance est constatée entre la date annuelle du début du transfert de services et le 31 août.

compétentes pour le versement de la rémunération de certains stagiaires de la formation professionnelle (RSFP).

A ce titre, elles bénéficient d'une compensation financière intégralement prévue à l'article 41 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 imputée sur une part du produit de l'accise sur les énergies. La collectivité de Saint-Martin bénéficie, pour sa part, d'une compensation versée via les crédits de la dotation globale de compensation (DGC) lui revenant (cf. partie II. B. 2.3. *infra*).

Plusieurs décrets sont venus renchérir le coût d'exercice de cette compétence pour les régions ce qui, conformément aux dispositions prévues à l'article L. 1614-2 du CGCT, ouvre droit à compensation financière. La loi de finances pour 2026 a prévu la compensation de plusieurs de ces modifications réglementaires.

2.1. Ajustement de la compensation au titre des décrets n° 2021-521 et n° 2021-522 du 29 avril 2021

Les décrets n° 2021-521 et n° 2021-522 du 29 avril 2021 portant revalorisation de la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle (RSFP 2021) ont procédé à une refonte du barème de rémunération des stagiaires ainsi qu'à une revalorisation des rémunérations à compter du 1er mai 2021 dont les régions font application pour rémunérer les stagiaires de la formation professionnelle relevant de leur domaine de compétence.

En s'appuyant sur des données estimatives, une compensation provisionnelle des accroissements de charges résultant de ces deux décrets avait été inscrite en loi de finances pour 2022, à hauteur de 112 534 501 €.

Un recensement de données mené auprès des régions a permis de calculer le montant définitif du droit à compensation résultant de ces deux décrets pour l'ensemble des régions. Il s'établit *in fine* à **110 497 199 €**.

En conséquence, la loi de finances pour 2026 a procédé à **une minoration pérenne, à hauteur de - 2 037 302 €,** de la part d'accises sur les énergies prévue à l'article 41 de la loi de finances pour 2014 ainsi qu'à **une reprise non pérenne s'élevant à – 8 149 208 €** au titre du trop versé depuis l'inscription de la compensation en loi de finances pour 2022.

2.2. Inscription initiale de la compensation au titre du décret n° 2022-477 du 4 avril 2022 portant revalorisation de la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle

Le décret n° 2022-477 du 4 avril 2022 portant revalorisation de la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle (RSFP 2022) prévoit, à compter de 2023, une indexation annuelle, au 1er avril, du barème des rémunérations versées à ces stagiaires par les régions fondée sur le coefficient mentionné à l'article L. 161-25 du code de la sécurité sociale, c'est-à-dire, sur l'inflation calculée sur douze mois. Ce décret emporte donc une revalorisation annuelle automatique du barème de la RSFP ainsi qu'un accroissement automatique des charges supportées par les régions pour leur financement.

Ainsi, pour la période allant de 2022, c'est-à-dire la dernière année d'application du barème de la RSFP 2021, à la revalorisation intervenue au 1er avril 2025 couvrant celle

allant du 1er avril 2025 au 31 mars 2026, a été déterminé un **droit à compensation global s'élevant à 79 685 249 €**. L'article 133 de loi de finances pour 2026 a procédé en conséquence à la majoration pérenne et à due concurrence de la part du produit de l'accise sur les énergies inscrite à l'article 41 de la loi de finances pour 2014 revenant aux régions pour l'exercice de cette compétence.

3. Compensation aux régions de diverses mesures réglementaires ayant renchéri le coût d'exercice de leurs compétences dans le domaine des formations sanitaires et sociales

L'article 73, d'une part, et les articles 53 et 54, d'autre part, de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, dite « loi LRL », ont transféré aux régions les compétences en matière de gestion et de financement des formations sanitaires et des formations sociales.
La compensation de ces transferts de compétences et des mesures réglementaires ultérieures ayant renchéri leur coût d'exercice pour les régions est assurée par trois vecteurs financiers distincts :

- Les régions de métropole bénéficient d'une fraction du produit de l'accise sur les énergies revenant à l'Etat définie à l'article 40 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 ;
- Les régions et collectivités d'outre-mer sont compensées par le biais des crédits de la dotation générale de décentralisation (DGD) des régions de droit commun ;
- Le département-région de Mayotte dispose d'une fraction spécifique du produit de l'accise sur les énergies revenant à l'Etat prévue à l'article 39 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012.

La loi de finances pour 2026, via son article 133, a procédé à divers ajustements, pérennes et non pérennes, des droits à compensation dus aux régions métropolitaines ainsi qu'au département-région de Mayotte au titre de différentes mesures réglementaires ayant affecté ces compétences.

3.1. Compensation aux régions des revalorisations des bourses sanitaires découlant du décret n° 2016-1901 du 28 décembre 2016 relatif aux bourses accordées aux étudiants inscrits dans les instituts et écoles de formation de certaines professions de santé et aux arrêtés portant revalorisation des taux des bourses d'enseignement supérieur pris entre 2017 et 2025

Dans le cadre de l'exercice des compétences précitées, les régions sont chargées, depuis le 1er janvier 2005, du financement des aides sous forme de bourses dont peuvent bénéficier les étudiants des formations sanitaires.

Le décret n° 2016-1901 du 28 décembre 2016 relatif aux bourses accordées aux étudiants inscrits dans les instituts et écoles de formation de certaines professions de santé est venu modifier les règles minimales de fixation des taux et des barèmes des aides accordées aux étudiants de treize formations sanitaires dont les régions ont la charge afin de les aligner automatiquement sur celles des bourses universitaires fixées par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur. Concomitamment, puis postérieurement, plusieurs arrêtés annuels du ministre chargé de l'enseignement supérieur ont rehaussé les taux et barèmes des bourses universitaires. La publication

de ces différents arrêtés a donc automatiquement entraîné un rehaussement des taux et barèmes des bourses allouées aux étudiants des formations sanitaires dont les régions assurent le financement.

Compte tenu de l'antériorité de ce décret, l'Etat avait inscrit deux compensations provisionnelles à hauteur, respectivement, de 18 592 097 € en loi de finances pour 2018 et de 17 396 290 € en loi de finances pour 2024.

Sur la base des effectifs de boursiers inscrits dans des formations sanitaires à la veille de l'entrée en vigueur du décret, un **droit à compensation définitif s'élevant à 50 916 193 €** a été établi pour l'ensemble des revalorisations automatiques des taux de bourses des formations sanitaires résultant des arrêtés pris par le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche entre 2017 et 2025.

En tenant compte des deux compensations provisionnelles déjà prévues par les lois de finances pour 2018 et 2024, la loi de finances pour 2026 a **rehaussé à titre pérenne** le montant devant être versé par voie d'accise sur les énergies à hauteur de **+ 14 927 806 €**, dont :

- **+ 14 754 982 € revenant aux régions de métropole** via la fraction définie à l'article 40 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 ;
- **+ 172 824 € revenant au département-région de Mayotte** par l'intermédiaire de la fraction de fiscalité prévue à l'article 39 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012.

Egalement, afin de procéder aux rattrapages de compensation résultant de la différence, sur plusieurs exercices depuis l'entrée en vigueur en 2017 du décret précité, entre le droit à compensation dû aux collectivités et le montant de la compensation provisionnelle effectivement versée, la loi de finances pour 2026 procède à un **versement unique et non pérenne** d'une part d'accise sur les énergies s'élevant à **+ 168 850 897 €** pour les années 2017 à 2025 incluses, dont :

- **+ 167 550 085 € revenant aux régions de métropole ;**
- **+ 1 300 812 € versés au département-région de Mayotte**.

En outre, l'arrêté du 23 août 2023 modifiant l'arrêté du 13 avril 2023 fixant les taux des bourses d'enseignement supérieur du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche pour l'année universitaire 2023-2024 est venu spécifiquement majorer les taux des bourses dont ont pu bénéficier les étudiants éligibles inscrits dans une formation située dans les territoires d'outre-mer au titre de cette année universitaire à hauteur de 30 € par mois pendant 10 ou 12 mois.

En application de ce même décret n° 2016-1901 du 28 décembre 2016, cette revalorisation spécifique des taux de bourses universitaires s'est automatiquement répercutée sur le niveau des bourses des formations sanitaires financées par les régions.

En conséquence, la loi de finances pour 2026 a procédé à la compensation de cette mesure pour le département-région de Mayotte par un **versement unique et non pérenne** d'une part d'accise sur les énergies d'établissant à **+ 57 600 €**.

3.2. Compensation définitive de l'aide prévue par le décret n° 2021-138 du 10 février 2021 portant majoration exceptionnelle du montant de

l'aide accordée sous forme de bourse d'études par le conseil régional aux élèves et étudiants des formations sanitaires et sociales, dite « aide Covid »

Le décret n° 2021-138 du 10 février 2021 a institué une majoration exceptionnelle de 150 € au profit des étudiants inscrits dans des formations sanitaires ou sociales bénéficiaires d'une bourse en février 2021.

A titre provisionnel, une **compensation non pérenne s'élevant à 9 300 000 €** a été attribuée à l'ensemble des régions et collectivités à compétences régionales, outre-mer compris, *via* la loi de finances pour 2021.

A la suite de l'actualisation de l'assiette des bénéficiaires de cette aide Covid, c'est-à-dire, à partir des effectifs de boursiers de ces formations au mois de février 2021, un **droit à compensation définitif a pu être établi à 9 385 350 €**. Il en résulte un **ajustement non pérenne de compensation s'élevant à + 85 350 €** pris en compte en loi de finances pour 2026.

3.3. Compensation définitive de l'aide prévue par le décret n° 2021-1623 du 11 décembre 2021 relatif aux modalités de versement de l'aide exceptionnelle prévue à l'article 13 de la loi n° 2021-1549 du 1er décembre 2021 de finances rectificative pour 2021, dite « indemnité inflation »

Le décret n° 2021-1623 du 11 décembre 2021 a quant à lui prévu l'octroi d'un complément de ressources de 100 € au bénéfice de l'ensemble des étudiants boursiers inscrits dans les formations sanitaires ou sociales ainsi qu'à l'intégralité des stagiaires de la formation professionnelle dont la rémunération est assurée par les régions.

Ce décret entrant dans le champ d'application des dispositions définies à l'article L. 1614-2 du CGCT et ouvrant droit à compensation, la loi de finances pour 2022 a alors procédé à l'inscription d'une **compensation provisionnelle non pérenne s'élevant à 15 559 100 €**.

A la suite de la mise à jour des effectifs de bénéficiaires de cette aide complémentaire, ceux-ci étant ramenés de 155 591 à 150 830 à l'issue d'une enquête menée auprès des régions, le **droit à compensation définitif de ce décret s'établit à 15 083 000 €**. Il en résulte un **ajustement de compensation non pérenne s'établissant à – 476 100 €**.

4. Ajustement de la compensation attribuée aux départements au titre du transfert des services assurant la gestion et l'entretien des routes transférées par la loi « 3DS »

L'article 38 de la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (loi « 3DS ») a prévu le transfert au 1er janvier 2024 d'autoroutes, routes ou portions de voies non concédées relevant du domaine routier national aux départements et métropoles volontaires.

Concomitamment au transfert des équipements, l'article 151 de la loi 3DS a prévu que les services ou parties de service chargés de la mise en œuvre des compétences de l'Etat soient transférés aux départements selon les règles prévues aux articles 80 et 81 de la loi MAPTAM.

Les modalités de ce transfert des services, intervenu au 1er novembre 2024, ont été précisées par le décret n° 2024-544 du 13 juin 2024 relatif à la date et aux modalités de transfert définitif à certains départements des services ou parties de service de l'Etat exerçant les compétences en matière routière.

Conformément aux articles 80 et suivants de la loi MAPTAM, le transfert des agents de l'Etat ouvre droit à une compensation financière au bénéfice des collectivités. Pour les départements, cette compensation intervient à titre pérenne via une modification de la fraction de tarif du produit de l'accise sur les énergies prévue au 2° du III de l'article 112 de la loi de finances pour 2023 et à titre non pérenne par un versement unique d'une part de produit de l'accise sur les énergies revenant à l'État.

Dans ce cadre, la loi de finances pour 2026 a procédé à des ajustements de la compensation attribuée aux départements pour un montant total de **+ 3 039 669 €, dont + 1 869 030 € à titre pérenne et + 1 170 639 € à titre non pérenne**.

La majoration pérenne de **1 869 030 €** se décompose comme suit :

- la compensation des emplois vacants intermédiaires entre le 1er septembre 2024 et le 31 octobre 2024 à hauteur de 286 178 € ;
- la compensation d'emplois devenus vacants entre le 1er novembre 2024 et le 31 août 2025 à hauteur de 712 400 € ;
- la compensation des agents ayant fait usage de leur droit d'option entre le 1er septembre 2024 et le 31 août 2025 pour une intégration dans la fonction publique territoriale à hauteur de 541 890 € ;
- la compensation des agents ayant opté entre le 1er septembre 2024 et le 31 août 2025 pour une mise en détachement à hauteur de 302 954 € ;
- la compensation de la protection sociale complémentaire (PSC) pour 25 608 €.

La majoration non-pérenne de **1 170 639 €** se décompose comme suit :

- la valorisation au *prorata temporis* du temps de vacance des emplois vacants intermédiaires entre le 1er septembre 2024 et le 31 octobre 2024 à hauteur de 372 310 € ;
- la valorisation au *prorata temporis* du temps de vacance des emplois devenus vacants entre le 1er novembre 2024 et le 31 août 2025 à hauteur de 523 686 € ;
- la valorisation des journées acquises par les agents transférés sur leur compte épargne temps (CET) à la veille de leur transfert et la valorisation financière de l'alimentation des CET en janvier 2025 à hauteur de 274 643 €.

B. *Les compensations versées sous forme de crédits budgétaires inscrits aux programmes de la mission « Relations avec les collectivités territoriales » (RCT)*

Les crédits de la dotation générale de décentralisation (DGD) et de la dotation globale de compensation (DGC) sont ventilés au sein de la mission RCT sur les deux programmes suivants :

- Programme 119 « *Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements* » pour les crédits de la DGD ;
- Programme 122 « *Concours spécifiques et administration* » pour les dotations dédiées aux collectivités d'outre-mer à statut particulier.

1. *Les mesures nouvelles et ajustements de compensation inscrits au programme 119*

1.1. Ajustements des compensations versées aux régions au titre de leur compétence en matière de formations sanitaires

Comme indiqué *supra* et à la différence des régions de métropole et du département-région de Mayotte compensés par fiscalité transférée, les autres régions et collectivités territoriales uniques (CTU) d'outre-mer bénéficient d'une compensation financière de leurs compétences dans les domaines des formations sanitaires et des formations sociales attribuée *via* des crédits budgétaires et, plus spécifiquement, par la DGD des régions de droit commun et sa composante dédiée aux collectivités d'outre-mer.

- ***Compensation aux régions des revalorisations des bourses sanitaires découlant du décret n° 2016-1901 du 28 décembre 2016 relatif aux bourses accordées aux étudiants inscrits dans les instituts et écoles de formation de certaines professions de santé et aux arrêtés portant revalorisation des taux des bourses d'enseignement supérieur pris entre 2017 et 2025***

Comme précisé dans un précédent paragraphe (cf. II. A. 3.1), le décret n° 2016-1901 du 28 décembre 2016 est venu aligner et adosser automatiquement le régime applicable aux taux et barèmes des aides accordées sous forme de bourses aux étudiants de treize formations sanitaires pour lesquelles les régions sont compétentes sur celui prévu pour les bourses universitaires et défini par le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Sur la base des différents arrêtés pris par ce même ministère entre 2017 et 2025 inclus, il découle de la revalorisation automatique des bourses des formations sanitaires instituée par le décret de 2016 un **droit à compensation définitif s'établissant à 1 403 878 €** pour les quatre régions et collectivités ultramarines concernées.

Compte tenu des **compensations provisionnelles versées à titre pérenne** à partir des lois de finances pour 2018 et 2024 et s'établissant, respectivement, **à 404 261 € et à 265 290 €**, il en résulte **un ajustement à la hausse de la compensation pérenne** à verser aux régions et collectivités de Guadeloupe, de Martinique, de Guyane et de La Réunion s'élevant à **+ 734 327 €**.

Par ailleurs, afin de procéder aux rattrapages des compensations non ou insuffisamment versées entre 2017 et 2025 au titre du décret et des revalorisations successives des taux de bourses à appliquer, la loi de finances pour 2026 procède à un

versement unique et non pérenne de crédits budgétaires au profit de ces quatre collectivités à hauteur de **+ 5 927 464 €**.

- ***Compensation de l'arrêté du 23 août 2023 modifiant l'arrêté du 13 avril 2023 fixant les taux des bourses d'enseignement supérieur du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche pour l'année universitaire 2023-2024***

Comme indiqué précédemment (cf. II. A. 3.1 *supra*), l'arrêté du 23 août 2023 précité est venu spécifiquement majorer les taux des bourses dont ont pu bénéficier les étudiants éligibles inscrits dans une formation située dans les territoires d'outre-mer au titre de l'année universitaire 2023-2024 à hauteur de 30 € par mois pendant 10 ou 12 mois.

Il résulte de l'application du décret n° 2016-1901 du 28 décembre 2016 que cette revalorisation spécifique s'est automatiquement répercutée sur les taux des bourses des formations sanitaires délivrées et financées par les régions.

En conséquence, la loi de finances pour 2026 a procédé à la compensation de cette mesure au profit des régions et collectivités uniques de Guadeloupe, de Martinique, de Guyane et de La Réunion par une **majoration unique et non pérenne** des crédits de la DGD des régions à hauteur de **+ 275 400 €.**

1.2. Ajustement des compensations versées aux métropoles de Dijon et de Lyon au titre du transfert des services associés au transfert des routes 3DS

Comme précisé *supra* (cf. II. A. 4), l'article 38 de la loi 3DS a prévu le transfert au 1er janvier 2024 d'autoroutes, routes ou portions de voies non concédées relevant du domaine routier national aux métropoles volontaires, *in fine* celles de Lyon et de Dijon.

Sur la base des mêmes dispositions législatives et réglementaires que pour les départements, le transfert des services de l'Etat est intervenu au 1er novembre 2024.

Toutefois, la compensation financière du transfert des équipements et des services ou parties de services relevant auparavant de l'Etat intervient, conformément aux dispositions de l'article 150 de la loi 3DS, par voie de crédits budgétaires, ceux prévus au sein du concours voirie de la DGD des communes (action n° 2 du programme 119).

Afin de prendre en compte les ajustements pérenne et non pérenne relatifs à la compensation des transferts des services de l'Etat à verser aux métropoles de Lyon et de Dijon, la loi de finances pour 2026 est venue majorer les crédits de ce concours de la DGD à hauteur de **+ 253 553 €**, dont **+ 109 257 € à titre pérenne et + 144 296 € à titre non pérenne**.

La majoration pérenne de **109 257 €** se décompose comme suit :

- la compensation d'emplois vacants intermédiaires entre le 1er septembre 2024 et le 31 octobre 2024 à hauteur de 35 011 € ;
- la compensation d'emplois devenus vacants entre le 1er novembre 2024 et le 31 août 2025 à hauteur de 70 022 € ;
- la compensation de la protection sociale complémentaire (PSC) pour 4 224 €.

La majoration non-pérenne de **144 296 €** se décompose comme suit :

- la valorisation au *prorata temporis* du temps de vacance des emplois vacants intermédiaires entre le 1er septembre 2024 et le 31 octobre 2024 à hauteur de 43 764 € ;
- la valorisation au *prorata temporis* du temps de vacance des emplois devenus vacants entre le 1er novembre 2024 et le 31 août 2025 à hauteur de 77 524 € ;
- la valorisation des journées acquises par les agents transférés sur leur compte épargne temps (CET) à la veille de leur transfert et la valorisation financière de l'alimentation des CET en janvier 2025 pour 23 008 €.

1.3. Ajustements relatifs à la DGD des départements

En application des articles 6 et 7 de la loi n° 85-1098 du 11 octobre 1985 relative à la prise en charge par l'Etat, les départements et les régions des dépenses de personnel, de fonctionnement et d'équipement des services placés sous leur autorité, la loi de finances pour 2026 entérine divers ajustements de la compensation financière portée par la DGD des départements de droit commun résultant, notamment, de la cessation d'activité de certains agents.

En application de ces dispositions législatives, la loi de finances pour 2026 procède à une majoration des crédits dédiés à la DGD des départements de **+ 61 888 €.**

S'il n'est procédé à aucun ajustement pérenne, la loi de finances pour 2026 prévoit, à titre non pérenne, une majoration des crédits de **+ 61 888 €**. Par ailleurs, un ajustement non pérenne de + 136 958 € ne devant être versé qu'en 2025 n'a pas été reconduit en 2026.

1.4. Transfert et pérennisation des crédits versés aux communes et à leurs groupements au titre de l'abaissement de six à trois ans de l'âge à compter duquel l'instruction est obligatoire

L'article 11 de la loi n° 2019-791 du 26 juillet 2019 pour une école de la confiance est venu abaisser, à compter de la rentrée scolaire de septembre 2019, de six à trois ans l'âge à partir duquel l'instruction est obligatoire.

Conformément aux dispositions constitutionnelles relatives aux extensions de compétences des collectivités ainsi qu'à celles prévues à l'article L. 1614-1-1 du CGCT, l'article 17 de la loi du 26 juillet 2019 a prévu que l'État attribue de manière pérenne des ressources aux collectivités qui ont enregistré, durant l'année scolaire 2019-2020 (ou 2020-2021 et/ou 2021/2022), une augmentation de leurs dépenses obligatoires de fonctionnement pour les écoles préélémentaires et élémentaires par rapport à celles qu'elles avaient engagées au titre de l'année scolaire 2018-2019, année précédant l'entrée en vigueur de cette réforme.

Les phases d'instruction et de demande de réévaluation de l'accompagnement financier ayant été clôturées et finalisées par les services de la direction générale de l'enseignement scolaire en 2025, le montant de ce dernier est devenu définitif, s'élevant à **48 423 581,74 €**.

Ces crédits ont fait l'objet d'un transfert en gestion au cours de l'année 2025, du programme budgétaire 230 « Vie de l'élève » vers le programme budgétaire 119, pour

être intégrés au sein de l'action n° 2 dédiée aux concours de la DGD attribués aux communes et à leurs groupements et en constituer un nouveau concours, celui de la DGD dédié à l'instruction obligatoire à trois ans. La loi de finances pour 2026 est venue pérenniser ce transfert vers le programme budgétaire 119.

2. Les mesures nouvelles et ajustements de compensation inscrits au programme 122

2.1 Indexation de la DGC de Nouvelle-Calédonie

Le montant de la dotation globale de compensation (DGC) versée à la Nouvelle-Calédonie évolue chaque année en fonction des modalités d'indexation du concours prévues par les articles 55 et 55-1 de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie.

En effet, aux termes de l'article 55, la part de droit commun de la DGC de Nouvelle-Calédonie évolue comme la somme du taux prévisionnel de la moyenne annuelle de l'indice des prix à la consommation (hors tabac) et de la moitié du taux d'évolution du produit intérieur brut (PIB) en volume de l'année en cours, sous réserve qu'il soit positif.

Par ailleurs, la part de la dotation compensant les charges d'investissement dans les établissements scolaires du second degré, dont les modalités d'indexation sont prévues à l'article 55-1, évolue quant à elle chaque année dans la même proportion que la variation de la moyenne sur les quatre derniers trimestres connus de l'indice du coût de la construction en Nouvelle-Calédonie par rapport à la moyenne des quatre précédents.

En conséquence, il résulte de ces deux indexations distinctes une augmentation de la DGC à verser à la Nouvelle-Calédonie évaluée à **+ 0,76 M€** en 2026, progression du concours intégrée dès l'élaboration du projet de loi de finances pour 2026.

2.2 Indexation de la DGC de Polynésie française

L'article 59 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française prévoit que le montant de DGC qui lui revient évolue chaque année comme la dotation globale de fonctionnement allouée aux communes .

Dans un contexte de stabilité globale de l'ensemble de la DGF en 2026, aucune évolution tendancielle du concours n'a été prévue dans le cadre de l'élaboration de la loi de finances pour 2026.

Néanmoins, compte tenu de la publication des résultats de la répartition des différentes composantes de la DGF des communes pour 2026, a pu être déterminée l'évolution du montant de cette DGC, soit **+ 14 479 €** cette année.

2.3 Indexation de la DGC de Saint-Martin

L'article L.O. 6371-5 du CGCT prévoit que le montant de DGC revenant à la collectivité de Saint-Martin *évolue comme la dotation globale de fonctionnement (DGF) dans les conditions prévues à l'article L. 1613-1* du même code.

Compte tenu du montant de DGF inscrit en loi de finances pour 2026, il en résulte une augmentation de la dotation de + 0,041% cette année, soit une **majoration pérenne** du concours à verser à la collectivité de Saint-Martin de **+ 1 956 €** à compter de 2026.

En outre, dans le cadre de la compensation à la collectivité de Saint-Martin des accroissements de charges dans le domaine de la formation professionnelle résultant des décrets n° 2021-521 et n° 2021-522 du 29 avril 2021 (RSFP 2021) et n° 2022-477 (RSFP 2022) précités, il est procédé en 2026 à une majoration des crédits lui revenant *via* la DGC à hauteur de **+ 618 691 €**. Ce montant se décompose comme suit :

- Au titre de la RSFP 2021 :
  - **+ 14 247 € à titre pérenne ;**
  - **+ 56 988 € à titre non pérenne ;**
- Au titre de la RSFP 2022 :
  - **+ 208 468 € à titre pérenne ;**
  - **+ 338 988 € à titre non pérenne**.

C. *L'ajustement de la DGF au titre des recentralisations sanitaires*

L'article 71 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales a procédé à la recentralisation de certaines compétences sanitaires, notamment en matière de vaccination, dont disposaient préalablement les départements. Toutefois, par dérogation, ceux ayant conclu une convention en la matière avec l'Etat avant le 31 juillet 2005, ont pu continuer d'exercer tout ou partie de leurs compétences vaccinales antérieures.

L'article 199-1 de cette même loi est venu préciser que les départements qui cesseraient d'exercer cette compétence sanitaire, faute de renouvellement ou par dénonciation de la convention les liant à l'Etat, verraient la « dotation de compensation » de leur dotation globale de fonctionnement (DGF) réduite d'un montant égal au droit à compensation établi sur la base de l'exploitation des comptes administratifs des départements de 1983, actualisé en valeur 2005.

En raison du désengagement des départements de l'Ille-et-Vilaine et de la Haute-Savoie de compétences qu'ils avaient jusqu'à présent conservées en matière de promotion de la vaccination, la loi de finances pour 2026 est venue minorer le montant total de la DGF à hauteur de ces deux droits à compensation historiques (en valeur 2005 actualisé jusqu'en 2008 selon le taux d'évolution de la DGD), soit d'un montant s'élevant à **– 1 884 854 €**.

Cette minoration sera intégralement reportée sur les attributions de dotation de compensation revenant en 2026 aux départements concernés, c'est-à-dire par :

- une réfaction du montant de la dotation de compensation revenant au département de l'Ille-et-Vilaine à hauteur de **– 1 423 086 €** ;
- une réfaction du montant de la dotation de compensation revenant au département de la Haute-Savoie à hauteur de **– 461 768 €.**

Annexe n° 1
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (Accises sur les énergies - ex-TICPE et TSCA)

Tableau 1 - Les régions (synthèse)

Compensation - Accises sur les énergies (ex-TICPE)	
Tranche	Total
2005	453 090 589 €
2006	583 961 422 €
2007	1 308 319 554 €
2008	609 240 012 €
2009	222 708 723 €
2010	37 763 098 €
2011	7 047 306 €
2012	1 650 662 €
2013	3 483 385 €
2014	1 484 745 €
2015	214 525 554 €
2016	23 471 138 €
2017	36 239 221 €
2018	43 281 820 €
2019	7 143 514 €
2020	10 391 034 €
2021	390 581 €
2022	131 236 382 €
2023	2 845 020 €
2024	33 597 292 €
2025	0 €
2026	95 737 503 €
Total	**3 827 608 554 €**

Annexe n° 1
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (Accises sur les énergies - ex-TICPE et TSCA)

Tableau 1 - Les régions (détail)

REGIONS*	Total tranche 2005	Total tranche 2006	Total tranche 2007	Total tranche 2008	Total tranche 2009	Total tranche 2010
Auvergne - Rhône-Alpes	49 930 560 €	14 795 078 €	198 957 839 €	38 209 562 €	19 967 654 €	4 051 672 €
Bourgogne - Franche-Comté	20 167 601 €	7 329 600 €	66 051 194 €	42 427 022 €	9 158 595 €	2 682 831 €
Bretagne	22 322 750 €	7 019 345 €	96 045 490 €	12 351 982 €	7 429 427 €	3 017 386 €
Centre - Val de Loire	17 654 607 €	28 436 616 €	12 944 397 €	43 793 367 €	10 261 837 €	1 396 300 €
Corse	1 207 338 €	650 738 €	6 722 279 €	6 618 539 €	13 108 773 €	700 566 €
Grand-Est	44 520 116 €	18 270 368 €	89 213 499 €	77 467 175 €	57 085 232 €	4 254 259 €
Hauts-de-France	50 610 689 €	20 279 918 €	185 231 921 €	34 215 865 €	13 643 713 €	2 861 505 €
Ile-de-France	91 677 266 €	434 641 806 €	134 794 541 €	132 777 521 €	42 584 928 €	7 986 570 €
Normandie	30 567 155 €	14 668 862 €	68 246 791 €	48 637 952 €	6 874 853 €	1 712 375 €
Nouvelle-Aquitaine	40 965 206 €	13 445 560 €	133 734 468 €	73 223 914 €	18 302 252 €	2 976 453 €
Occitanie	35 554 341 €	11 128 169 €	98 517 526 €	72 012 098 €	8 622 987 €	3 166 067 €
Pays de la Loire	18 368 372 €	5 913 027 €	99 641 507 €	9 594 001 €	5 549 873 €	1 133 750 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur	29 544 586 €	7 382 333 €	118 218 101 €	17 911 014 €	10 118 598 €	1 823 364 €
Total métropole	453 090 589 €	583 961 422 €	1 308 319 554 €	609 240 012 €	222 708 723 €	37 763 098 €
Guadeloupe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Martinique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Réunion	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Saint-Pierre-et-Miquelon	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Saint-Martin	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Saint-Barthélemy	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Mayotte	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Total Outre-mer	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Total global	453 090 589 €	583 961 422 €	1 308 319 554 €	609 240 012 €	222 708 723 €	37 763 098 €

Annexe n° 1
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (Accises sur les énergies - ex-TICPE et TSCA)

Tableau 1 - Les régions (détail)

REGIONS*	TRANCHE 2011														
	Réforme LMD infirmier (2ème tranche)	Réforme LMD ergothérapeute (1ère tranche)	Personnels des affaires sanitaires et sociales (loi LRL hors LAV)	Personnels Equipement - Services transférés en 2010 (voies d'eau Bretagne)				Services des parcs de l'équipement transférés en 2011		Transfert de l'Ill domaniale (et dépenses de fonctionnement du service afférent) (gestion en 2010)	Personnels des services en charge des voies d'eau transférés en 2011 (Alsace)				Total tranche 2011
			Application de la clause de sauvegarde au titre des emplois disparus	Personnels ayant opté au 31/08/2010 (1ère campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2010	Agents non titulaires de droit public	Postes vacants 2011	Vacants intermédiaires	Charges de vacations		Charges de vacations	Indemnités de service fait	Vacants intermédiaires	Postes vacants 2011	
Auvergne - Rhône-Alpes	403 994 €	15 022 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**419 016 €**
Bourgogne - Franche-Comté	171 001 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**171 001 €**
Bretagne	118 163 €	7 184 €	0 €	2 981 563 €	25 743 €	64 105 €	53 818 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**3 250 576 €**
Centre - Val de Loire	132 640 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**132 640 €**
Corse	14 272 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	5 976 €	352 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**20 600 €**
Grand-Est	310 503 €	42 520 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	215 008 €	9 184 €	25 180 €	49 535 €	30 021 €	**681 952 €**
Hauts-de-France	476 083 €	16 033 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**492 117 €**
Ile-de-France	722 903 €	36 754 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**759 657 €**
Normandie	197 112 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**197 112 €**
Nouvelle-Aquitaine	293 325 €	47 904 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**341 229 €**
Occitanie	219 594 €	9 538 €	1 445 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**230 577 €**
Pays de la Loire	127 243 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**127 243 €**
Provence-Alpes-Côte d'Azur	223 587 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**223 587 €**
Total métropole	**3 410 419 €**	**174 956 €**	**1 445 €**	**2 981 563 €**	**25 743 €**	**64 105 €**	**53 818 €**	**5 976 €**	**352 €**	**215 008 €**	**9 184 €**	**25 180 €**	**49 535 €**	**30 021 €**	**7 047 306 €**
Guadeloupe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Martinique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Réunion	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Saint-Pierre-et-Miquelon	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Saint-Martin	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Saint-Barthélemy	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Mayotte	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Total Outre-mer	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Total global	**3 410 419 €**	**174 956 €**	**1 445 €**	**2 981 563 €**	**25 743 €**	**64 105 €**	**53 818 €**	**5 976 €**	**352 €**	**215 008 €**	**9 184 €**	**25 180 €**	**49 535 €**	**30 021 €**	**7 047 306 €**

Annexe n° 1
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (Accises sur les énergies - ex-TICPE et TSCA)

Tableau 1 - Les régions (détail)

REGIONS*	TRANCHE 2012										
	Réforme LMD infirmier (3ème tranche)	Réforme AFGSU (2ème tranche)	Réforme LMD ergothérapeute (2ème tranche)	Personnels Equipement - Services transférés en 2010 (voies d'eau Bretagne)			Services des parcs de l'équipement transférés en 2011		Personnels des services en charge des voies d'eau transférés en 2011 (Alsace)		Total tranche 2012
				Personnels ayant opté au 31/08/2011 (2ème campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2011	Postes devenus vacants en 2012	Personnels ayant opté au 31/08/2011 (1ère campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2011	Personnels ayant opté au 31/08/2011 (1ère campagne d'option)	Postes devenus vacants en 2012	
Auvergne - Rhône-Alpes	181 006 €	-206 260 €	18 180 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**-7 074 €**
Bourgogne - Franche-Comté	78 005 €	-80 050 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**-2 045 €**
Bretagne	53 664 €	-69 065 €	9 184 €	1 391 104 €	11 798 €	26 294 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**1 422 979 €**
Centre - Val de Loire	59 923 €	-66 436 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**-6 513 €**
Corse	6 602 €	-7 012 €	0 €	0 €	0 €	0 €	60 081 €	266 €	0 €	0 €	**59 937 €**
Grand-Est	140 520 €	-171 026 €	53 600 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	89 917 €	76 279 €	**189 290 €**
Hauts-de-France	211 784 €	-221 043 €	20 755 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**11 495 €**
Ile-de-France	324 674 €	-382 136 €	47 302 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**-10 160 €**
Normandie	88 282 €	-95 359 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**-7 077 €**
Nouvelle-Aquitaine	131 856 €	-152 212 €	59 317 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**38 961 €**
Occitanie	100 483 €	-116 510 €	12 235 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**-3 793 €**
Pays de la Loire	57 691 €	-70 117 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**-12 426 €**
Provence-Alpes-Côte d'Azur	100 667 €	-123 581 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**-22 914 €**
Total métropole	**1 535 153 €**	**-1 760 804 €**	**220 573 €**	**1 391 104 €**	**11 798 €**	**26 294 €**	**60 081 €**	**266 €**	**89 917 €**	**76 279 €**	**1 650 662 €**
Guadeloupe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Martinique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Réunion	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Saint-Pierre-et-Miquelon	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Saint-Martin	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Saint-Barthélemy	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Mayotte	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Total Outre-mer	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Total global	**1 535 153 €**	**-1 760 804 €**	**220 573 €**	**1 391 104 €**	**11 798 €**	**26 294 €**	**60 081 €**	**266 €**	**89 917 €**	**76 279 €**	**1 650 662 €**

Annexe n° 1
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (Accises sur les énergies - ex-TICPE et TSCA)

Tableau 1 - Les régions (détail)

REGIONS*	TRANCHE 2013													
								Personnels de l'inventaire général du patrimoine culturel		Personnels Equipement - Services transférés en 2010 (voies d'eau Bretagne)			Personnels des services en charge des voies d'eau transférés en 2011 (Alsace)	
	Réforme LMD infirmier (4ème tranche)	Réforme LMD infirmier (ajustement de la compensation car prise en compte des demandeurs d'emploi - toutes tranches)	Réforme AFGSU (3ème tranche)	Réforme LMD ergothérapeute (3ème tranche)	Réforme LMD pédicure-podologue (1ère tranche)	Réforme LMD infirmer anesthésiste (1ère tranche)	Réforme LMD manipulateur d'électroradiologie médicale (1ère tranche)	Ajustement des compensations au regard du bilan définitif de ce transfert et des arrêtés de compensation publiés	Compensation des personnels dits "associatifs" (2ème tranche)	Personnels ayant opté au 26/12/2011 (dernière campagne)	Action sociale des personnels ayant opté au 26/12/2011	Emplois disparus	Postes devenus vacants en 2013	Total tranche 2013
Auvergne - Rhône-Alpes	-165 036 €	223 185 €	-1 789 €	12 401 €	0 €	18 142 €	205 342 €	0 €	15 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**307 245 €**
Bourgogne - Franche-Comté	-85 056 €	77 867 €	0 €	0 €	0 €	12 055 €	0 €	6 001 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**10 867 €**
Bretagne	-56 168 €	112 402 €	-3 769 €	6 128 €	0 €	13 124 €	59 979 €	6 124 €	25 000 €	1 079 754 €	8 193 €	438 697 €	0 €	**1 689 464 €**
Centre - Val de Loire	-59 593 €	69 196 €	0 €	0 €	0 €	6 312 €	63 020 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**78 934 €**
Corse	-8 096 €	14 004 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**5 908 €**
Grand-Est	-142 173 €	258 579 €	-3 215 €	35 966 €	0 €	9 923 €	143 499 €	1 480 €	30 000 €	0 €	0 €	0 €	31 752 €	**365 811 €**
Hauts-de-France	-177 849 €	109 345 €	-3 747 €	13 781 €	0 €	7 638 €	50 596 €	4 891 €	40 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**44 655 €**
Ile-de-France	-303 881 €	180 809 €	-6 430 €	31 479 €	0 €	0 €	208 125 €	6 131 €	15 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**131 234 €**
Normandie	-80 170 €	85 038 €	0 €	0 €	0 €	12 348 €	51 271 €	0 €	5 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**73 487 €**
Nouvelle-Aquitaine	-124 575 €	188 378 €	-2 236 €	40 088 €	38 857 €	22 657 €	124 934 €	7 891 €	5 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**300 994 €**
Occitanie	-112 625 €	159 190 €	-4 152 €	8 153 €	34 703 €	9 427 €	146 181 €	2 298 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**243 175 €**
Pays de la Loire	-59 423 €	100 199 €	0 €	0 €	1 545 €	0 €	51 700 €	4 591 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**98 612 €**
Provence-Alpes-Côte d'Azur	-96 704 €	163 866 €	0 €	0 €	0 €	5 884 €	50 984 €	3 969 €	5 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**133 000 €**
Total métropole	**-1 471 348 €**	**1 742 058 €**	**-25 337 €**	**147 996 €**	**75 104 €**	**117 509 €**	**1 155 631 €**	**43 376 €**	**140 000 €**	**1 079 754 €**	**8 193 €**	**438 697 €**	**31 752 €**	**3 483 385 €**
Guadeloupe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Martinique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Réunion	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Saint-Pierre-et-Miquelon	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Saint-Martin	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Saint-Barthélemy	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Mayotte	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Total Outre-mer	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Total global	**-1 471 348 €**	**1 742 058 €**	**-25 337 €**	**147 996 €**	**75 104 €**	**117 509 €**	**1 155 631 €**	**43 376 €**	**140 000 €**	**1 079 754 €**	**8 193 €**	**438 697 €**	**31 752 €**	**3 483 385 €**

Annexe n° 1
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (Accises sur les énergies - ex-TICPE et TSCA)

Tableau 1 - Les régions (détail)

REGIONS*	TRANCHE 2014						
	Personnels des services en charge des voies d'eau transférés en 2011 (Alsace) Emplois disparus (clause de sauvegarde)	Réforme LMD ergothérapeute (4ème tranche)	Réforme LMD pédicure-podologue (2ème tranche)	Réforme LMD manipulateur d'électroradiologie médicale (2ème tranche)	Réforme LMD infirmer anesthésiste (2ème tranche)	Réforme AFGSU sages-femmes	Total tranche 2014
Auvergne - Rhône-Alpes	0 €	-1 489 €	0 €	197 090 €	14 563 €	20 026 €	**230 189 €**
Bourgogne - Franche-Comté	0 €	0 €	0 €	0 €	9 985 €	10 722 €	**20 707 €**
Bretagne	0 €	-339 €	0 €	57 428 €	10 752 €	8 375 €	**76 216 €**
Centre - Val de Loire	0 €	0 €	0 €	60 339 €	5 171 €	5 623 €	**71 133 €**
Corse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Grand-Est	32 069 €	-2 580 €	0 €	138 227 €	8 157 €	21 849 €	**197 721 €**
Hauts-de-France	0 €	-558 €	0 €	48 035 €	6 532 €	17 405 €	**71 414 €**
Ile-de-France	0 €	-1 489 €	0 €	200 959 €	0 €	20 038 €	**219 507 €**
Normandie	0 €	0 €	0 €	48 602 €	10 094 €	10 722 €	**69 417 €**
Nouvelle-Aquitaine	0 €	-3 723 €	47 102 €	119 731 €	18 033 €	16 738 €	**197 882 €**
Occitanie	0 €	-417 €	41 656 €	141 180 €	7 614 €	16 619 €	**206 652 €**
Pays de la Loire	0 €	0 €	1 902 €	49 008 €	0 €	8 768 €	**59 677 €**
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0 €	0 €	0 €	48 950 €	4 544 €	10 734 €	**64 228 €**
Total métropole	**32 069 €**	**-10 596 €**	**90 660 €**	**1 109 547 €**	**95 446 €**	**167 619 €**	**1 484 745 €**
Guadeloupe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Martinique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Réunion	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Saint-Pierre-et-Miquelon	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Saint-Martin	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Saint-Barthélemy	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Mayotte	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Total Outre-mer	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Total global	**32 069 €**	**-10 596 €**	**90 660 €**	**1 109 547 €**	**95 446 €**	**167 619 €**	**1 484 745 €**

Annexe n° 1
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (Accises sur les énergies - ex-TICPE et TSCA)

Tableau 1 - Les régions (détail)

REGIONS*	TRANCHE 2015																		
				Transfert de compétences de la loi "Form pro" du 5 mars 2014		Transfert de la gestion des fonds européens - 1ère vague (transfert au 1er juillet 2015)												Services des parcs de l'équipement transférés en 2011	
	Réforme LMD manipulateur d'électroradiologie médicale (3ème et dernière tranche)	Réforme LMD infirmer anesthésiste (3ème et dernière tranche)	Réforme LMD pédicure-podologue (3ème tranche)	Dépenses de fonctionnement	CFA du Mans Transfert de compétence de l'institut technique européen des métiers de la musique (ITEMM du Mans) au 1er janvier 2015	Dépenses de fonctionnement	Agents non titulaires (ANT)	Compensation des postes vacants intermédiaires (entre le 01/01/2014 et le 30/06/2015)	Fractions d'emploi	Postes devenus vacants en 2015	Personnels titulaires ayant opté pour l'intégration lors de la 1ère campagne de droit d'option (option avant le 31/08/2015)	Personnels titulaires ayant opté pour le détachement lors de la 1ère campagne de droit d'option (option avant le 31/08/2015)	Dépenses d'action sociale des personnels titulaires ayant opté lors de la 1ère campagne de droit d'option	Postes devenus vacants en 2016	Personnels titulaires ayant opté pour l'intégration lors de la 2ème campagne de droit d'option (option avant le 31/08/2016)	Personnels titulaires ayant opté pour le détachement lors de la 2ème campagne de droit d'option (option avant le 31/08/2016)	Dépenses d'action sociale des personnels titulaires ayant opté lors de la 2ème campagne de droit d'option	Postes devenus vacants en 2017	Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 1ère campagne de droit d'option	Total tranche 2015
Auvergne - Rhône-Alpes	154 991 €	-7 704 €	0 €	27 182 019 €	0 €	41 024 €	41 490 €	0 €	271 828 €	0 €	0 €	0 €	0 €	75 262 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**27 758 910 €**
Bourgogne - Franche-Comté	0 €	-6 756 €	0 €	5 997 912 €	0 €	80 333 €	166 106 €	72 996 €	498 612 €	26 621 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	53 672 €	277 €	0 €	**0 €**	**6 889 773 €**
Bretagne	44 832 €	-6 725 €	0 €	8 722 318 €	0 €	27 515 €	25 496 €	0 €	73 439 €	41 650 €	119 479 €	0 €	308 €	0 €	56 425 €	76 677 €	257 €	0 €	**0 €**	**9 181 671 €**
Centre - Val de Loire	47 105 €	-3 234 €	0 €	7 121 234 €	0 €	27 310 €	0 €	61 509 €	228 645 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**7 482 570 €**
Corse	0 €	0 €	0 €	258 826 €	0 €	12 112 €	0 €	0 €	40 581 €	0 €	31 525 €	0 €	462 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**655 €**	**344 162 €**
Grand-Est	109 857 €	-5 228 €	0 €	21 732 918 €	0 €	50 627 €	0 €	115 885 €	328 527 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**22 332 585 €**
Hauts-de-France	36 540 €	-5 371 €	0 €	21 420 340 €	0 €	67 098 €	61 834 €	214 517 €	308 537 €	0 €	39 976 €	66 327 €	813 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**22 210 612 €**
Ile-de-France	160 833 €	0 €	0 €	33 164 425 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**33 325 259 €**
Normandie	36 795 €	-6 209 €	0 €	12 092 860 €	0 €	84 899 €	17 616 €	39 720 €	457 414 €	33 460 €	40 598 €	0 €	924 €	33 225 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**12 831 302 €**
Nouvelle-Aquitaine	93 731 €	-8 802 €	33 994 €	23 540 389 €	0 €	147 551 €	147 177 €	226 724 €	417 745 €	0 €	75 748 €	0 €	1 355 €	39 925 €	136 320 €	51 820 €	462 €	78 668 €	**0 €**	**24 982 807 €**
Occitanie	113 067 €	-4 253 €	30 215 €	24 471 671 €	0 €	78 290 €	74 959 €	125 288 €	414 343 €	0 €	78 026 €	0 €	308 €	0 €	0 €	100 097 €	308 €	41 951 €	**0 €**	**25 524 269 €**
Pays de la Loire	37 102 €	0 €	1 362 €	10 160 854 €	608 894 €	37 421 €	128 158 €	18 635 €	94 264 €	0 €	0 €	245 578 €	1 016 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**11 333 284 €**
Provence-Alpes-Côte d'Azur	38 528 €	-1 547 €	0 €	8 991 668 €	0 €	43 650 €	47 764 €	39 720 €	294 363 €	0 €	52 487 €	0 €	462 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**9 507 094 €**
Total métropole	**873 380 €**	**-55 830 €**	**65 571 €**	**204 857 435 €**	**608 894 €**	**697 831 €**	**710 600 €**	**914 993 €**	**3 428 299 €**	**101 731 €**	**437 838 €**	**311 905 €**	**5 649 €**	**148 412 €**	**192 745 €**	**282 266 €**	**1 304 €**	**120 619 €**	**655 €**	**213 704 299 €**
Guadeloupe	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	39 631 €	30 279 €	0 €	145 479 €	49 212 €	0 €	0 €	0 €	50 026 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**314 626 €**
Martinique	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	13 561 €	57 332 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**70 893 €**
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	55 952 €	23 637 €	43 270 €	271 085 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**393 944 €**
Réunion	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	2 839 €	0 €	38 953 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**41 792 €**
Saint-Pierre-et-Miquelon	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Saint-Martin	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Saint-Barthélemy	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Mayotte	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Total Outre-mer	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**111 982 €**	**111 247 €**	**82 224 €**	**416 564 €**	**49 212 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**50 026 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**821 255 €**
Total global	**873 380 €**	**-55 830 €**	**65 571 €**	**204 857 435 €**	**608 894 €**	**809 814 €**	**821 847 €**	**997 217 €**	**3 844 862 €**	**150 944 €**	**437 838 €**	**311 905 €**	**5 649 €**	**198 438 €**	**192 745 €**	**282 266 €**	**1 304 €**	**120 619 €**	**655 €**	**214 525 554 €**

Annexe n° 1
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (Accises sur les énergies - ex-TICPE et TSCA)

Tableau 1 - Les régions (détail)

REGIONS*	TRANCHE 2016																		
	Transfert de la gestion des fonds européens - 2ème vague (transfert au 1er janvier 2016)												Services des parcs de l'équipement transférés en 2011	Loi NOTRe	Transfert de compétences de la loi "Form pro" du 5 mars 2014		Réforme LMD pédicure-podologue (4ème tranche)	Réforme LMD masseur-kiné (1ère tranche)	Total tranche 2016
	Dépenses de fonctionnement	Agents non titulaires (ANT)	Compensation des postes vacants intermédiaires (entre le 01/01/2014 et le 31/12/2015)	Fractions d'emploi	Compensation des personnels titulaires ayant opté pour le détachement lors de la 1ère campagne de droit d'option (option avant le 31 août 2015)	Dépenses d'action sociale des personnels titulaires ayant opté lors de la 1ère campagne de droit d'option	Postes devenus vacants en 2016	Personnels titulaires ayant opté pour l'intégration lors de la 2ème campagne de droit d'option (option avant le 31/08/2016)	Personnels titulaires ayant opté pour le détachement lors de la 2ème campagne de droit d'option (option avant le 31/08/2016)	Dépenses d'action sociale des personnels titulaires ayant opté lors de la 2ème campagne de droit d'option	Postes devenus vacants en 2017	Dépenses d'action sociale des personnels titulaires ayant opté lors de la 2ème campagne de droit d'option	Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 2ème campagne de droit d'option	Transfert des CREPS au 1er janvier 2016 - Compensation provisionnelle des dépenses d'investissement	1ère vague de transfert de la formation des détenus en établissement en gestions délégués au 1er janvier 2016	Nouveaux établissements pénitentiaires			
Auvergne - Rhône-Alpes	92 579 €	0 €	99 804 €	386 307 €	38 773 €	1 016 €	13 384 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	717 833 €	1 667 323 €	0 €	0 €	138 919 €	**3 155 938 €**
Bourgogne - Franche-Comté	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	563 411 €	652 626 €	0 €	0 €	65 671 €	**1 281 708 €**
Bretagne	2 450 €	0 €	0 €	31 537 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	374 340 €	0 €	0 €	58 598 €	**466 925 €**
Centre - Val de Loire	13 938 €	0 €	53 701 €	16 613 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	40 121 €	0 €	0 €	33 611 €	0 €	236 662 €	0 €	45 464 €	**440 109 €**
Corse	4 658 €	25 802 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	154 €	0 €	0 €	330 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**30 943 €**
Grand-Est	31 924 €	0 €	0 €	187 527 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	154 €	0 €	0 €	0 €	2 006 281 €	424 804 €	0 €	0 €	101 538 €	**2 752 228 €**
Hauts-de-France	23 318 €	0 €	0 €	164 817 €	0 €	0 €	0 €	0 €	153 513 €	1 243 €	0 €	14 083 €	0 €	619 401 €	1 667 303 €	290 783 €	0 €	142 455 €	**3 076 918 €**
Ile-de-France	39 218 €	0 €	199 872 €	192 391 €	0 €	0 €	33 460 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	597 105 €	1 204 277 €	0 €	0 €	324 312 €	**2 590 635 €**
Normandie	11 270 €	0 €	0 €	73 439 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	445 660 €	0 €	0 €	81 330 €	**611 699 €**
Nouvelle-Aquitaine	30 264 €	0 €	0 €	324 673 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 512 349 €	1 509 026 €	0 €	-5 165 €	120 733 €	**3 491 880 €**
Occitanie	39 868 €	0 €	0 €	361 416 €	0 €	0 €	0 €	60 241 €	0 €	154 €	0 €	0 €	0 €	1 462 364 €	1 065 796 €	0 €	-5 203 €	80 826 €	**3 065 462 €**
Pays de la Loire	8 850 €	31 059 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	91 630 €	431 €	0 €	0 €	0 €	154 228 €	316 621 €	0 €	-164 €	65 671 €	**668 326 €**
Provence-Alpes-Côte d'Azur	8 570 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	39 845 €	154 €	-24 105 €	0 €	0 €	1 206 705 €	0 €	0 €	0 €	99 516 €	**1 330 685 €**
Total métropole	**306 907 €**	**56 861 €**	**353 377 €**	**1 738 721 €**	**38 773 €**	**1 016 €**	**46 845 €**	**60 241 €**	**284 988 €**	**2 290 €**	**16 016 €**	**14 083 €**	**330 €**	**8 873 287 €**	**9 327 777 €**	**527 445 €**	**-10 532 €**	**1 325 033 €**	**22 963 457 €**
Guadeloupe	5 044 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**5 044 €**
Martinique	19 841 €	0 €	4 255 €	96 330 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	10 103 €	**130 529 €**
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Réunion	32 110 €	0 €	0 €	62 378 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	267 517 €	0 €	0 €	0 €	10 103 €	**372 107 €**
Saint-Pierre-et-Miquelon	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Saint-Martin	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Saint-Barthélemy	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Mayotte	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Total Outre-mer	**56 995 €**	**0 €**	**4 255 €**	**158 708 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**267 517 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**20 206 €**	**507 681 €**
Total global	**363 902 €**	**56 861 €**	**357 631 €**	**1 897 429 €**	**38 773 €**	**1 016 €**	**46 845 €**	**60 241 €**	**284 988 €**	**2 290 €**	**16 016 €**	**14 083 €**	**330 €**	**9 140 804 €**	**9 327 777 €**	**527 445 €**	**-10 532 €**	**1 345 239 €**	**23 471 138 €**

Annexe n° 1
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (Accises sur les énergies - ex-TICPE et TSCA)

Tableau 1 - Les régions (détail)

REGIONS*	TRANCHE 2017																		
			Transfert des CREPS								Réforme LMD masseur-kiné (2ème tranche)	DAC Transfert de service loi form pro 5 mars 2014	Transfert de la gestion des fonds européens - 3ème vague (transfert au 1er janvier 2017)						
	NACRE (Art.7 Loi NOTRe)	DAC forfaitaire transfert de service NACRE	Charges de vacations	Agents non titulaires (ANT) y compris action sociale	Compensation des personnels titulaires ayant opté pour l'intégration lors de la 1ère campagne de droit d'option	Compensation des personnels titulaires ayant opté pour le détachement lors de la 1ère campagne de droit d'option	Compensation des dépenses d'action sociale des titulaires optants	Compensation des postes vacants	Compensation des postes vacants intermédiaires	Compensation des postes devenus vacants en 2017			Dépenses de fonctionnement	Agents non titulaires (ANT)	Compensation des postes vacants intermédiaires (entre le 01/01/2014 et le 31/12/2015)	Fractions d'emploi	Compensation des personnels titulaires ayant opté pour l'intégrationt lors de la 1ère campagne de droit d'option (option avant le 31 août 2015)	Compensation des personnels titulaires ayant opté pour le détachement lors de la 1ère campagne de droit d'option (option avant le 31 août 2015)	Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 2ème campagne de droit d'option
Auvergne - Rhône-Alpes	2 466 281 €	20 771 €	0 €	252 226 €	0 €	0 €	0 €	0 €	94 305 €	0 €	195 320 €	265 318 €	4 658 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Bourgogne - Franche-Comté	1 070 228 €	8 816 €	0 €	176 295 €	0 €	0 €	0 €	0 €	35 646 €	41 814 €	92 333 €	129 781 €	13 463 €	0 €	33 460 €	101 647 €	0 €	0 €	0 €
Bretagne	1 355 250 €	55 683 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	82 389 €	93 520 €	19 960 €	0 €	39 926 €	124 698 €	0 €	0 €	0 €
Centre - Val de Loire	778 483 €	28 895 €	0 €	58 943 €	101 290 €	0 €	885 €	2 304 €	0 €	0 €	63 923 €	66 679 €	18 811 €	0 €	77 934 €	71 207 €	0 €	0 €	0 €
Corse	474 982 €	9 050 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	36 398 €	5 016 €	0 €	0 €	67 929 €	0 €	0 €	0 €
Grand-Est	1 728 441 €	39 330 €	0 €	377 379 €	0 €	0 €	0 €	42 386 €	0 €	22 596 €	142 760 €	227 245 €	12 206 €	0 €	94 973 €	57 828 €	0 €	0 €	0 €
Hauts-de-France	2 088 747 €	30 640 €	0 €	38 468 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	200 292 €	195 641 €	20 961 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Ile-de-France	3 080 749 €	55 957 €	0 €	54 624 €	567 004 €	0 €	5 312 €	0 €	0 €	0 €	455 983 €	311 165 €	5 124 €	0 €	0 €	6 692 €	0 €	0 €	0 €
Normandie	1 349 516 €	54 296 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	114 351 €	142 488 €	6 055 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Nouvelle-Aquitaine	2 459 010 €	110 433 €	0 €	209 899 €	585 933 €	40 291 €	5 607 €	31 779 €	45 571 €	0 €	169 751 €	255 701 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Occitanie	2 830 636 €	54 471 €	57 902 €	205 528 €	0 €	0 €	0 €	31 779 €	0 €	0 €	113 641 €	183 285 €	7 686 €	0 €	33 460 €	0 €	0 €	65 452 €	154 €
Pays de la Loire	1 051 274 €	18 099 €	0 €	107 344 €	62 189 €	85 733 €	1 180 €	0 €	0 €	0 €	92 333 €	40 617 €	18 935 €	0 €	27 948 €	150 992 €	0 €	17 056 €	123 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2 633 563 €	69 510 €	0 €	470 150 €	645 140 €	207 201 €	7 082 €	126 403 €	126 175 €	0 €	139 920 €	109 247 €	28 414 €	0 €	73 386 €	40 644 €	0 €	57 816 €	308 €
Total métropole	**23 367 160 €**	**555 951 €**	**57 902 €**	**1 950 855 €**	**1 961 556 €**	**333 224 €**	**20 066 €**	**234 651 €**	**301 697 €**	**64 410 €**	**1 862 996 €**	**2 057 085 €**	**161 288 €**	**0 €**	**381 087 €**	**621 637 €**	**0 €**	**140 324 €**	**585 €**
Guadeloupe	164 933 €	9 463 €	0 €	284 685 €	428 326 €	0 €	3 836 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 529 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Martinique	358 702 €	20 845 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 529 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Guyane	51 546 €	5 805 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Réunion	442 487 €	38 950 €	0 €	242 249 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	17 179 €	0 €	0 €	24 703 €	0 €	65 317 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Saint-Pierre-et-Miquelon	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Saint-Martin	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Saint-Barthélemy	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Mayotte	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Total Outre-mer	**1 017 668 €**	**75 063 €**	**0 €**	**526 935 €**	**428 326 €**	**0 €**	**3 836 €**	**0 €**	**0 €**	**17 179 €**	**0 €**	**0 €**	**31 761 €**	**0 €**	**65 317 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Total global	**24 384 828 €**	**631 014 €**	**57 902 €**	**2 477 790 €**	**2 389 882 €**	**333 224 €**	**23 902 €**	**234 651 €**	**301 697 €**	**81 589 €**	**1 862 996 €**	**2 057 085 €**	**193 049 €**	**0 €**	**446 405 €**	**621 637 €**	**0 €**	**140 324 €**	**585 €**

Annexe n° 1
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (Accises sur les énergies - ex-TICPE et TSCA)

Tableau 1 - Les régions (détail)

REGIONS*	TRANCHE 2017		
	Services des parcs de l'équipement transférés en 2011		Total tranche 2017
	Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 3ème campagne de droit d'option	Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA à l'extinction des droits d'option	
Auvergne - Rhône-Alpes	0 €	0 €	**3 298 879 €**
Bourgogne - Franche-Comté	0 €	0 €	**1 703 483 €**
Bretagne	0 €	0 €	**1 771 426 €**
Centre - Val de Loire	0 €	0 €	**1 269 355 €**
Corse	331 €	331 €	**594 037 €**
Grand-Est	0 €	0 €	**2 745 144 €**
Hauts-de-France	0 €	0 €	**2 574 749 €**
Ile-de-France	0 €	0 €	**4 542 609 €**
Normandie	0 €	0 €	**1 666 706 €**
Nouvelle-Aquitaine	0 €	0 €	**3 913 974 €**
Occitanie	0 €	0 €	**3 583 994 €**
Pays de la Loire	0 €	0 €	**1 673 822 €**
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0 €	0 €	**4 734 958 €**
Total métropole	**331 €**	**331 €**	**34 073 136 €**
Guadeloupe	0 €	0 €	**894 772 €**
Martinique	0 €	0 €	**383 076 €**
Guyane	0 €	0 €	**57 351 €**
Réunion	0 €	0 €	**830 885 €**
Saint-Pierre-et-Miquelon	0 €	0 €	**0 €**
Saint-Martin	0 €	0 €	**0 €**
Saint-Barthélemy	0 €	0 €	**0 €**
Mayotte	0 €	0 €	**0 €**
Total Outre-mer	**0 €**	**0 €**	**2 166 084 €**
Total global	**331 €**	**331 €**	**36 239 221 €**

Annexe n° 1
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (Accises sur les énergies - ex-TICPE et TSCA)

Tableau 1 - Les régions (détail)

REGIONS*	TRANCHE 2018																			
	DAC Transfert de compétence NACRE Mayotte & 3 Saints	Réforme LMD masseur-kiné (3ème tranche)	Droit à compensation des charges nouvelles résultant de l'arrêté du 18/05/2017 - diplôme d'Etat LMD infirmier - revalorisant les indemnités de stages	Loi formation professionnelle - 5 mars 2014		Transfert de la gestion des fonds européens - 1ère vague (transfert au 1er juillet 2015)						Transfert de la gestion des fonds européens - 2ème vague (transfert au 1er janvier 2016)					Transfert de la gestion des fonds européens - 3ème vague (transfert au 1er janvier 2017)		Transfert de la gestion des fonds européens - 4ème vague (transfert au 1er janvier 2018)		DAC provisionnel revalorisation des bourses au niveau universitaires (décret 28/12/2016)
				DAC formation pro. des détenus en établissement en gestion déléguée au 01/01/2018	Ajustement pérenne du DAC - établissements en gestion déléguée transférés au 01/01/2016	Compensation en année pleine des postes devenus vacants en 2017	Compensation des personnels titulaires ayant opté pour l'intégration lors de la 3e campagne de droit d'option (option avant le 01/07/2017)	Compensation des personnels titulaires ayant opté pour le détachement lors de la 3ème campagne de droit d'option (option avant le 01/07/2017)	Compensation des dépenses d'action sociale T2 des personnels titulaires ayant opté lors de la 3ème campagne de droit d'option	Compensation des dépenses d'action sociale hors T2 des personnels titulaires ayant opté lors de la 3ème campagne de droit d'option	Compensation des emplois disparus	Compensation en année pleine des postes devenus vacants en 2017	Compensation des personnels titulaires ayant opté pour le détachement lors de la 3ème campagne de droit d'option (option avant le 31/08/2017)	Compensation des dépenses d'action sociale T2 des personnels titulaires ayant opté lors de la 3ème campagne de droit d'option	Compensation des dépenses d'action sociale hors T2 des personnels titulaires ayant opté lors de la 3ème campagne de droit d'option	Compensation des postes vacants intermédiaires (entre le 01/01/2014 et le 31/12/2015)	Compensation des personnels titulaires ayant opté pour l'intégration lors de la 2ème campagne de droit d'option (option avant le 31/08/2017)	Compensation des postes vacants intermédiaires	Compensation des dépenses de fonctionnement	Compensation des postes vacants intermédiaires (entre le 01/01/2014 et le 31/12/2017)	
Auvergne - Rhône-Alpes	0 €	218 047 €	1 478 956 €	0 €	-10 111 €	37 707 €	285 775 €	0 €	300 €	0 €	0 €	26 932 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 449 994 €
Bourgogne - Franche-Comté	0 €	103 077 €	551 590 €	0 €	-94 430 €	42 222 €	174 290 €	0 €	199 €	24 €	60 182 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	692 255 €
Bretagne	0 €	91 976 €	472 443 €	0 €	-76 596 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	773 108 €
Centre - Val de Loire	0 €	71 361 €	479 328 €	598 012 €	0 €	0 €	102 896 €	0 €	150 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	705 619 €
Corse	0 €	0 €	55 405 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	36 109 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	15 369 €
Grand-Est	0 €	159 373 €	1 151 824 €	565 250 €	-70 661 €	0 €	117 767 €	0 €	189 €	24 €	51 355 €	0 €	124 853 €	184 €	24 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 911 239 €
Hauts-de-France	0 €	223 597 €	1 643 912 €	641 450 €	-384 713 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	90 640 €	0 €	0 €	0 €	2 672 713 €
Ile-de-France	0 €	509 039 €	2 463 290 €	0 €	-176 019 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	13 642 €	0 €	78 863 €	150 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 935 698 €
Normandie	0 €	127 656 €	689 774 €	486 368 €	-74 359 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	204 134 €	388 €	43 €	0 €	0 €	73 786 €	0 €	0 €	1 082 484 €
Nouvelle-Aquitaine	0 €	189 502 €	1 047 403 €	0 €	-248 098 €	45 792 €	133 462 €	219 501 €	535 €	115 €	56 170 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 304 326 €
Occitanie	0 €	126 864 €	841 090 €	0 €	-170 273 €	0 €	92 512 €	0 €	150 €	0 €	0 €	0 €	0 €	39 €	19 €	58 272 €	0 €	0 €	2 380 €	0 €	1 328 382 €
Pays de la Loire	0 €	103 076 €	486 314 €	0 €	-55 859 €	0 €	53 295 €	0 €	150 €	0 €	64 194 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	844 605 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0 €	156 200 €	1 040 534 €	3 897 658 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	52 158 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 848 909 €
Total métropole	**0 €**	**2 079 768 €**	**12 401 863 €**	**6 188 738 €**	**-1 361 119 €**	**125 721 €**	**959 997 €**	**219 501 €**	**1 673 €**	**163 €**	**333 810 €**	**26 932 €**	**407 850 €**	**761 €**	**86 €**	**58 272 €**	**90 640 €**	**73 786 €**	**2 380 €**	**0 €**	**18 564 701 €**
Guadeloupe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	34 198 €	78 477 €	0 €	150 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Martinique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	218 751 €	0 €	300 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 644 €	2 006 €	0 €
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	205 772 €	147 €	72 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Réunion	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	34 198 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	139 582 €	0 €	0 €	0 €
Saint-Pierre-et-Miquelon	1 316 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Saint-Martin	53 712 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Saint-Barthélemy	3 489 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Mayotte	192 247 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Total Outre-mer	**250 764 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**34 198 €**	**297 228 €**	**205 772 €**	**597 €**	**72 €**	**0 €**	**34 198 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**139 582 €**	**2 644 €**	**2 006 €**	**0 €**
Total global	**250 764 €**	**2 079 768 €**	**12 401 863 €**	**6 188 738 €**	**-1 361 119 €**	**159 919 €**	**1 257 225 €**	**425 273 €**	**2 270 €**	**235 €**	**333 810 €**	**61 130 €**	**407 850 €**	**761 €**	**86 €**	**58 272 €**	**90 640 €**	**213 368 €**	**5 024 €**	**2 006 €**	**18 564 701 €**

Annexe n° 1
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (Accises sur les énergies - ex-TICPE et TSCA)

Tableau 1 - Les régions (détail)

REGIONS*	TRANCHE 2018				
	Transfert des CREPS				Total tranche 2018
	Compensation des personnels titulaires ayant opté pour l'intégration lors de la 1ère campagne de droit d'option	Compensation des personnels titulaires ayant opté pour le détachement lors de la 1ère campagne de droit d'option	Compensation des postes devenus vacants en 2017	Compensation des dépenses d'action sociale des titulaires optants	
Auvergne - Rhône-Alpes	0 €	0 €	0 €	0 €	**3 487 600 €**
Bourgogne - Franche-Comté	250 382 €	0 €	55 356 €	2 066 €	**1 837 213 €**
Bretagne	0 €	0 €	0 €	0 €	**1 260 931 €**
Centre - Val de Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	**1 957 366 €**
Corse	0 €	0 €	0 €	0 €	**106 883 €**
Grand-Est	694 144 €	328 363 €	44 755 €	8 557 €	**5 087 240 €**
Hauts-de-France	0 €	0 €	0 €	0 €	**4 887 599 €**
Ile-de-France	0 €	0 €	0 €	0 €	**6 824 663 €**
Normandie	0 €	0 €	0 €	0 €	**2 590 274 €**
Nouvelle-Aquitaine	237 172 €	0 €	0 €	2 066 €	**2 987 946 €**
Occitanie	107 146 €	89 090 €	0 €	1 475 €	**2 477 146 €**
Pays de la Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	**1 495 775 €**
Provence-Alpes-Côte d'Azur	33 782 €	0 €	0 €	295 €	**7 029 536 €**
Total métropole	**1 322 626 €**	**417 453 €**	**100 111 €**	**14 459 €**	**42 030 172 €**
Guadeloupe	41 736 €	0 €	0 €	295 €	**154 856 €**
Martinique	0 €	0 €	0 €	0 €	**223 701 €**
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	**205 991 €**
Réunion	217 720 €	0 €	23 361 €	1 475 €	**416 336 €**
Saint-Pierre-et-Miquelon	0 €	0 €	0 €	0 €	**1 316 €**
Saint-Martin	0 €	0 €	0 €	0 €	**53 712 €**
Saint-Barthélemy	0 €	0 €	0 €	0 €	**3 489 €**
Mayotte	0 €	0 €	0 €	0 €	**192 247 €**
Total Outre-mer	**259 456 €**	**0 €**	**23 361 €**	**1 771 €**	**1 251 649 €**
Total global	**1 582 082 €**	**417 453 €**	**123 472 €**	**16 230 €**	**43 281 820 €**

Annexe n° 1
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (Accises sur les énergies - ex-TICPE et TSCA)

Tableau 1 - Les régions (détail)

REGIONS*	TRANCHE 2019										
		Transfert des CREPS				Transfert de la gestion des fonds européens -3ème vague - 01/01/2017			Transfert de la gestion des fonds européens -4ème vague - 01/01/2018	DAC Transfert de compétence NACRE Mayotte & 3 Saints	Total tranche 2019
	Réforme LMD masseur-kiné (4ème tranche)	Compensation des personnels titulaires ayant opté pour l'intégration lors de la 2ème campagne de droit d'option	Compensation des personnels titulaires ayant opté pour le détachement lors de la 2ème campagne de droit d'option	Compensation des postes devenus vacants en 2018	Compensation des dépenses d'action sociale des titulaires optants	Compensation des postes devenus vacants en 2018	Compensation des personnels titulaires ayant opté pour le détachement lors de la 1ère campagne de droit d'option (option avant le 31 août 2018)	Compensation des emplois disparus	Compensation des personnels titulaires ayant opté pour le détachement lors de la 1ère campagne de droit d'option (option avant le 31 août 2018)		
Auvergne - Rhône-Alpes	442 189 €	302 825 €	43 738 €	32 602 €	2 958 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**824 312 €**
Bourgogne - Franche-Comté	209 035 €	2 400 €	0 €	62 709 €	590 €	0 €	54 027 €	0 €	0 €	0 €	**328 761 €**
Bretagne	186 523 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**186 523 €**
Centre - Val de Loire	144 716 €	32 791 €	0 €	0 €	295 €	0 €	0 €	13 070 €	0 €	0 €	**190 872 €**
Corse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	43 568 €	0 €	-30 497 €	0 €	0 €	**13 071 €**
Grand-Est	323 200 €	384 146 €	-201 009 €	0 €	1 771 €	0 €	74 461 €	47 924 €	0 €	0 €	**630 493 €**
Hauts-de-France	453 445 €	154 323 €	0 €	132 791 €	2 655 €	0 €	0 €	69 708 €	0 €	0 €	**812 922 €**
Ile-de-France	1 032 310 €	36 521 €	0 €	0 €	295 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**1 069 126 €**
Normandie	258 881 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	97 297 €	95 849 €	0 €	0 €	**452 027 €**
Nouvelle-Aquitaine	384 303 €	77 283 €	0 €	0 €	885 €	0 €	73 300 €	0 €	0 €	0 €	**535 771 €**
Occitanie	257 274 €	346 535 €	0 €	63 310 €	3 249 €	0 €	0 €	196 489 €	0 €	0 €	**866 857 €**
Pays de la Loire	209 035 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**209 035 €**
Provence-Alpes-Côte d'Azur	316 768 €	34 120 €	89 165 €	0 €	885 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**440 938 €**
Total métropole	**4 217 679 €**	**1 370 944 €**	**-68 106 €**	**291 412 €**	**13 583 €**	**43 568 €**	**299 085 €**	**392 543 €**	**0 €**	**0 €**	**6 560 708 €**
Guadeloupe	**0 €**	**0 €**	115 777 €	41 843 €	885 €	0 €	155 537 €	0 €	0 €	0 €	**314 042 €**
Martinique	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	52 281 €	72 646 €	**0 €**	**124 927 €**
Guyane	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Réunion	**0 €**	144 378 €	59 385 €	**0 €**	1 180 €	0 €	85 334 €	0 €	0 €	0 €	**290 277 €**
Saint-Pierre-et-Miquelon	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	350 €	**350 €**
Saint-Martin	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	-219 €	**-219 €**
Saint-Barthélemy	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	337 €	**337 €**
Mayotte	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	-146 908 €	**-146 908 €**
Total Outre-mer	**0 €**	**144 378 €**	**175 162 €**	**41 843 €**	**2 065 €**	**0 €**	**240 871 €**	**52 281 €**	**72 646 €**	**-146 440 €**	**582 806 €**
Total global	**4 217 679 €**	**1 515 322 €**	**107 056 €**	**333 255 €**	**15 648 €**	**43 568 €**	**539 956 €**	**444 824 €**	**72 646 €**	**-146 440 €**	**7 143 514 €**

Annexe n° 1
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (Accises sur les énergies - ex-TICPE et TSCA)

Tableau 1 - Les régions (détail)

REGIONS*	TRANCHE 2020										
	Transfert des CREPS					Transfert de la gestion des fonds européens - 2ème vague - 01/01/2016	Transfert de la gestion des fonds européens - 4ème vague - 01/01/2018	DAC transfert de compétence (VAE, formation des détenus…) - loi formation professionnelle	DAC Transfert de compétence NACRE Mayotte	DAC transfert des délégations régionales de l'ONISEP (loi Avenir professionnel)	Total tranche 2020
	Compensation des personnels titulaires ayant opté pour l'intégration lors de la 2ème campagne de droit d'option	Compensation des personnels titulaires ayant opté pour le détachement lors de la 2ème campagne de droit d'option	Compensation des postes devenus vacants en 2019	Compensation des dépenses d'action sociale des titulaires optants et des postes vacants	Correctif	Compensation des personnels titulaires ayant opté pour le détachement lors de la 1ère campagne de droit d'option (option avant le 31 août 2017)	Compensation des personnels titulaires ayant opté pour le détachement lors de la 2ème campagne de droit d'option (option avant le 31/08/2019)				
Auvergne - Rhône-Alpes	0 €	46 629 €	126 847 €	1 505 €	2 607 €	0 €	0 €	0 €	0 €	938 046 €	**1 115 634 €**
Bourgogne - Franche-Comté	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	326 277 €	**326 277 €**
Bretagne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	407 846 €	**407 846 €**
Centre - Val de Loire	0 €	0 €	30 989 €	295 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	285 493 €	**316 777 €**
Corse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	40 784 €	**40 784 €**
Grand-Est	121 426 €	176 754 €	87 591 €	2 892 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	652 554 €	**1 041 217 €**
Hauts-de-France	40 452 €	0 €	38 670 €	649 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	774 908 €	**854 679 €**
Ile-de-France	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 549 816 €	**1 549 816 €**
Normandie	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	407 846 €	**407 846 €**
Nouvelle-Aquitaine	0 €	0 €	33 967 €	295 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	652 554 €	**686 816 €**
Occitanie	605 197 €	230 946 €	49 146 €	7 082 €	543 €	0 €	136 936 €	0 €	0 €	652 554 €	**1 682 403 €**
Pays de la Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	448 631 €	**448 631 €**
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0 €	0 €	6 383 €	5 €	17 903 €	0 €	0 €	0 €	0 €	611 769 €	**636 060 €**
Total métropole	**767 075 €**	**454 329 €**	**373 593 €**	**12 723 €**	**21 052 €**	**0 €**	**136 936 €**	**0 €**	**0 €**	**7 749 078 €**	**9 514 786 €**
Guadeloupe	**0 €**	0 €	0 €	0 €	-77 290 €	0 €	0 €	0 €	0 €	98 370 €	**21 080 €**
Martinique	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	0 €	**0 €**	49 185 €	**49 185 €**
Guyane	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	49 185 €	**49 185 €**
Réunion	89 752 €	301 728 €	**0 €**	2 656 €	**0 €**	91 510 €	0 €	0 €	0 €	208 287 €	**604 181 €**
Saint-Pierre-et-Miquelon	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	0 €	0 €	**0 €**
Saint-Martin	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	0 €	0 €	**0 €**
Saint-Barthélemy	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	0 €	0 €	**0 €**
Mayotte	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	25 212 €	29 035 €	98 370 €	**152 617 €**
Total Outre-mer	**89 752 €**	**301 728 €**	**0 €**	**2 656 €**	**-77 290 €**	**91 510 €**	**0 €**	**25 212 €**	**29 035 €**	**503 397 €**	**876 248 €**
Total global	**856 827 €**	**756 057 €**	**373 593 €**	**15 379 €**	**-56 237 €**	**91 510 €**	**136 936 €**	**25 212 €**	**29 035 €**	**8 252 475 €**	**10 391 034 €**

Annexe n° 1
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (Accises sur les énergies - ex-TICPE et TSCA)

Tableau 1 - Les régions (détail)

REGIONS*	TRANCHE 2021						TRANCHE 2022						TRANCHE 2023
	Transfert des CREPS					Total tranche 2021	DAC des charges nouvelles résultant de l'arrêté du 18/05/2017 - diplôme d'Etat LMD infirmier - revalorisant les indemnités de stages Ajustement définitif	DAC provisionnel des charges nouvelles résultant de l'arrêté du 16/12/2020 revalorisant les indemnités de stage de certaines formations de santé	DAC provisionnel des charges nouvelles résultant du décret n°2016-74 du 29/01/2016 instituant le DEAES	DAC provisionnel des charges nouvelles résultant des décrets n°2021-521 et n°2021-522 du 29/04/2021 portant revalorisation de la rémunération des stagiaires de la formation professionnelles TICPE art. 41 LFI 2014	DAC définitif du transfert de la fonction comptable résultant des fonds structurels et d'investissements européens (FESI)	Total tranche 2022	Transfert Autorité administrative sur les sites NATURA 2000 terrestres (art 61 loi 3DS)
	Transfert des CREPS au 1er janvier 2016 - Compensation provisionnelle des dépenses d'investissement	Compensation des postes devenus vacants en 2020	Compensation des dépenses d'action sociale des titulaires optants et des postes vacants	Compensation des personnels titulaires ayant opté pour l'intégration	Correctif								Fractions d'emplois (DAC définitif)
Auvergne - Rhône-Alpes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	-109 950 €	2 036 720 €	258 916 €	3 001 974 €	70 853 €	**5 258 513 €**	**313 773 €**
Bourgogne - Franche-Comté	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	-45 130 €	676 622 €	84 837 €	4 229 522 €	70 853 €	**5 016 704 €**	**179 734 €**
Bretagne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	-25 114 €	590 102 €	112 142 €	4 400 224 €	70 853 €	**5 148 207 €**	**67 153 €**
Centre - Val de Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	-34 346 €	659 292 €	71 393 €	4 053 684 €	70 853 €	**4 820 876 €**	**180 264 €**
Corse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	40 530 €	44 630 €	10 147 €	252 458 €	70 853 €	**418 618 €**	**149 812 €**
Grand-Est	0 €	0 €	0 €	0 €	230 €	**230 €**	-90 015 €	1 428 132 €	145 053 €	7 649 075 €	70 853 €	**9 203 098 €**	**417 261 €**
Hauts-de-France	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	-41 575 €	1 911 594 €	215 981 €	22 843 091 €	70 853 €	**24 999 944 €**	**102 452 €**
Ile-de-France	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	-157 926 €	3 287 320 €	303 871 €	17 583 656 €	70 853 €	**21 087 774 €**	**134 465 €**
Normandie	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	4 829 €	921 262 €	88 162 €	11 691 404 €	70 853 €	**12 776 510 €**	**168 973 €**
Nouvelle-Aquitaine	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	-95 889 €	1 443 204 €	183 690 €	7 052 485 €	70 853 €	**8 654 343 €**	**512 324 €**
Occitanie	0 €	0 €	0 €	0 €	371 €	**371 €**	-50 477 €	1 198 998 €	177 942 €	11 525 879 €	70 853 €	**12 923 195 €**	**328 855 €**
Pays de la Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	-3 021 €	735 144 €	110 406 €	4 737 535 €	70 853 €	**5 650 917 €**	**122 842 €**
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0 €	0 €	0 €	33 135 €	0 €	**33 135 €**	-43 530 €	1 303 328 €	150 106 €	6 101 409 €	70 853 €	**7 582 166 €**	**167 112 €**
Total métropole	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**33 135 €**	**601 €**	**33 736 €**	**-651 614 €**	**16 236 348 €**	**1 912 646 €**	**105 122 396 €**	**921 089 €**	**123 540 865 €**	**2 845 020 €**
Guadeloupe	277 524 €	4 958 €	4 €	0 €	26 922 €	**309 408 €**	0 €	0 €	0 €	2 249 530 €	70 853 €	**2 320 383 €**	0 €
Martinique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	0 €	0 €	0 €	3 560 011 €	70 853 €	**3 630 864 €**	0 €
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	0 €	0 €	0 €	220 319 €	70 853 €	**291 172 €**	0 €
Réunion	0 €	0 €	0 €	47 437 €	0 €	**47 437 €**	0 €	0 €	0 €	131 294 €	70 853 €	**202 147 €**	0 €
Saint-Pierre-et-Miquelon	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	0 €
Saint-Martin	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	0 €
Saint-Barthélemy	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	0 €
Mayotte	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	0 €	0 €	0 €	1 250 951 €	0 €	**1 250 951 €**	0 €
Total Outre-mer	**277 524 €**	**4 958 €**	**4 €**	**47 437 €**	**26 922 €**	**356 845 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**7 412 105 €**	**283 412 €**	**7 695 517 €**	**0 €**
Total global	**277 524 €**	**4 958 €**	**4 €**	**80 572 €**	**27 523 €**	**390 581 €**	**-651 614 €**	**16 236 348 €**	**1 912 646 €**	**112 534 501 €**	**1 204 501 €**	**131 236 382 €**	**2 845 020 €**

Annexe n° 1
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (Accises sur les énergies - ex-TICPE et TSCA)

Tableau 1 - Les régions (détail)

REGIONS*	TRANCHE 2024														TRANCHE 2025
	Transfert FEADER (art. 78 de la loi MAPTAM)						NATURA 2000 (art 61 loi 3DS)	Formations sanitaires et sociales						Total tranche 2024	
	Factions d'emploi	Emplois devenus vacants intermédiaires entre le 01/01/2023 et le 31/08/2023	Agents non titulaires	Compensation financière des dépenses de fonctionnement associées aux services (sac à dos)	Vacations	Total	Transfert de compétence de gestion de l'autorité administrative des sites NATURA 2000 exclusivement terrestres (art. 61 loi 3DS) : Coûts de sac à dos	Ajustement du DAC de l'arrêté du 16/12/2020 portant sur les indemnités de stage 2020 dans les instituts de formation de certaines professions de santé	DAC provisionnel résultant de l'arrêté du 13/04/2023 fixant les taux des bourses d'enseignement supérieur pour l'année universitaire 2023-2024 appliqué aux formations sanitaires	Ajustement du DAC de l'arrêté du 02/09/2015 relatif au diplôme d'Etat de masseur-kinésithérapeute	DAC provisionnel résultant de l'arrêté du 27/03/2023 relatif aux droits d'inscription dans les instituts de formation en masso-kinésithérapie	DAC provisionnel résultant du décret n° 2021-1133 du 30 août 2021 relatif au diplôme d'Etat d'accompagnant éducatif et social	Total		Total tranche 2025
Auvergne - Rhône-Alpes	855 194 €	537 597 €	0 €	215 960 €	429 000 €	**2 037 751 €**	**23 702 €**	-36 288 €	1 817 440 €	-481 509 €	542 328 €	408 490 €	**2 250 461 €**	**4 311 914 €**	**0 €**
Bourgogne - Franche-Comté	1 092 689 €	44 800 €	0 €	113 531 €	237 600 €	**1 488 620 €**	**13 229 €**	53 946 €	690 420 €	-280 874 €	155 141 €	94 099 €	**712 732 €**	**2 214 581 €**	**0 €**
Bretagne	382 135 €	44 800 €	0 €	75 269 €	138 600 €	**640 804 €**	**4 973 €**	117 558 €	678 580 €	-301 662 €	451 898 €	135 540 €	**1 081 914 €**	**1 727 691 €**	**0 €**
Centre - Val de Loire	233 527 €	0 €	282 294 €	67 835 €	135 300 €	**718 956 €**	**12 712 €**	27 850 €	822 880 €	67 857 €	163 981 €	99 084 €	**1 181 652 €**	**1 913 320 €**	**0 €**
Corse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**10 448 €**	-9 840 €	57 720 €	0 €	0 €	13 398 €	**61 278 €**	**71 726 €**	**0 €**
Grand-Est	368 895 €	89 599 €	241 966 €	116 556 €	207 900 €	**1 024 916 €**	**29 923 €**	83 218 €	1 518 850 €	-274 558 €	226 745 €	195 676 €	**1 749 931 €**	**2 804 770 €**	**0 €**
Hauts-de-France	312 642 €	0 €	437 177 €	77 200 €	108 900 €	**935 919 €**	**7 063 €**	57 768 €	2 197 430 €	-783 361 €	99 007 €	374 527 €	**1 945 371 €**	**2 888 353 €**	**0 €**
Ile-de-France	219 755 €	0 €	157 994 €	25 583 €	42 900 €	**446 232 €**	**10 049 €**	90 268 €	3 533 870 €	-1 757 949 €	447 845 €	303 797 €	**2 617 831 €**	**3 074 112 €**	**0 €**
Normandie	668 687 €	89 599 €	0 €	80 483 €	141 900 €	**980 669 €**	**12 291 €**	29 118 €	937 210 €	-410 087 €	626 350 €	112 794 €	**1 295 385 €**	**2 288 345 €**	**0 €**
Nouvelle-Aquitaine	346 776 €	312 320 €	592 742 €	189 991 €	353 100 €	**1 794 929 €**	**38 384 €**	-5 062 €	1 356 420 €	-353 928 €	465 860 €	232 755 €	**1 696 045 €**	**3 529 358 €**	**0 €**
Occitanie	550 926 €	368 775 €	635 163 €	229 733 €	432 300 €	**2 216 897 €**	**25 125 €**	-21 570 €	1 355 310 €	-356 252 €	233 775 €	357 390 €	**1 568 653 €**	**3 810 675 €**	**0 €**
Pays de la Loire	127 662 €	0 €	171 393 €	96 153 €	188 100 €	**583 308 €**	**9 348 €**	18 344 €	1 283 160 €	-330 158 €	70 278 €	140 214 €	**1 181 838 €**	**1 774 494 €**	**0 €**
Provence-Alpes-Côte d'Azur	446 955 €	44 800 €	0 €	45 309 €	85 800 €	**622 864 €**	**11 937 €**	-123 622 €	1 147 000 €	-712 405 €	983 175 €	176 358 €	**1 470 506 €**	**2 105 307 €**	**0 €**
Total métropole	**5 605 843 €**	**1 532 290 €**	**2 518 729 €**	**1 333 603 €**	**2 501 400 €**	**13 491 865 €**	**209 184 €**	**281 688 €**	**17 396 290 €**	**-5 974 886 €**	**4 466 383 €**	**2 644 122 €**	**18 813 597 €**	**32 514 646 €**	**0 €**
Guadeloupe	93 605 €	0 €	0 €	11 790 €	244 200 €	**349 595 €**	**0 €**	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**349 595 €**	**0 €**
Martinique	8 089 €	0 €	0 €	9 630 €	240 900 €	**258 619 €**	**0 €**	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**258 619 €**	**0 €**
Guyane	130 584 €	0 €	68 478 €	14 670 €	260 700 €	**474 432 €**	**0 €**	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**474 432 €**	**0 €**
Réunion	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Saint-Pierre-et-Miquelon	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Saint-Martin	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Saint-Barthélemy	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Mayotte	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Total Outre-mer	**232 278 €**	**0 €**	**68 478 €**	**36 090 €**	**745 800 €**	**1 082 646 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**1 082 646 €**	**0 €**
Total global	**5 838 121 €**	**1 532 290 €**	**2 587 207 €**	**1 369 693 €**	**3 247 200 €**	**14 574 511 €**	**209 184 €**	**281 688 €**	**17 396 290 €**	**-5 974 886 €**	**4 466 383 €**	**2 644 122 €**	**18 813 597 €**	**33 597 292 €**	**0 €**

Annexe n° 1
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (Accises sur les énergies - ex-TICPE et TSCA)

Tableau 1 - Les régions (détail)

REGIONS*	TRANCHE 2026															Total tranches 2005 à 2026
	Transfert de services résultant du transfert de la compétence de gestion des aides non-surfaciques du FEADER Rattrapage de la compensation pérenne 2025					Transfert de services résultant du transfert de la compétence de gestion des aides non-surfaciques du FEADER Compensation pérenne 2026						Formation professionnelle			Formations sanitaires	Total tranche 2026	
	Emplois devenus vacants intermédiaires entre le 01/09/2023 et le 31/12/2023	Emplois devenus vacants entre le 01/01/2024 et le 31/08/2024	Agents ayant fait usage de leur droit d'option pour la FPT au 01/01/2025	Protection sociale complémentaire	Total	Emplois devenus vacants intermédiaires entre le 01/09/2024 et le 31/12/2024	Emplois devenus vacants entre le 01/01/2025 et le 31/08/2025	Agents ayant fait usage de leur droit d'option pour la FPT au 01/01/2026	Rattrapage de compensation pour des agents ayant fait usage de leur droit d'option pour la FPT au 01/01/2025	Protection sociale complémentaire	Total	Ajustement du DAC RSFP 2021 résultant des décrets n°2021-521 et n°2021-522 du 29/04/2021 portant revalorisation de la rémunération des stagiaires de la formation professionnelles TICPE art. 41 LFI 2014	Compensation initiale de la RSFP 2022 - Décret n° 2022-477 du 4 avril 2022 portant revalorisation de la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle TICPE art. 41 de la LFI 2014	Total TICPE art. 41 de la LFI 2014	Ajustement du DAC résultant du décret n° 2016-1901 adossant les taux de bourses des formations sanitaires sur celles délivrées par l'enseignement supérieur		
Auvergne - Rhône-Alpes	128 660 €	300 206 €	0 €	840 €	**429 706 €**	0 €	137 483 €	0 €	0 €	792 €	**138 275 €**	**-581 416 €**	**4 199 675 €**	**3 618 259 €**	**1 230 457 €**	**5 416 697 €**	**381 803 912 €**
Bourgogne - Franche-Comté	0 €	48 768 €	0 €	84 €	**48 852 €**	44 007 €	88 014 €	84 085 €	0 €	1 320 €	**217 426 €**	**-61 613 €**	**2 824 848 €**	**2 763 235 €**	**579 319 €**	**3 608 832 €**	**171 404 441 €**
Bretagne	0 €	85 773 €	57 381 €	252 €	**143 406 €**	44 007 €	88 014 €	0 €	0 €	792 €	**132 813 €**	**-24 987 €**	**2 231 724 €**	**2 206 737 €**	**28 879 €**	**2 511 835 €**	**177 355 823 €**
Centre - Val de Loire	42 886 €	0 €	149 357 €	336 €	**192 579 €**	0 €	0 €	0 €	96 621 €	528 €	**97 149 €**	**-271 649 €**	**3 878 298 €**	**3 606 649 €**	**958 285 €**	**4 854 662 €**	**138 189 489 €**
Corse	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**-74 439 €**	**234 342 €**	**159 903 €**	**172 036 €**	**331 939 €**	**31 196 654 €**
Grand-Est	42 886 €	42 886 €	0 €	168 €	**85 940 €**	0 €	44 007 €	0 €	0 €	264 €	**44 271 €**	**-90 888 €**	**3 902 643 €**	**3 811 755 €**	**318 148 €**	**4 260 114 €**	**343 519 804 €**
Hauts-de-France	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	0 €	0 €	0 €	49 894 €	264 €	**50 158 €**	**1 652 940 €**	**18 157 579 €**	**19 810 519 €**	**2 368 689 €**	**22 229 366 €**	**392 100 885 €**
Ile-de-France	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**11 600 145 €**	**11 600 145 €**	**1 953 657 €**	**13 553 802 €**	**933 315 132 €**
Normandie	42 886 €	0 €	203 001 €	420 €	**246 307 €**	49 468 €	0 €	0 €	0 €	264 €	**49 732 €**	**-1 224 367 €**	**9 947 921 €**	**8 723 554 €**	**137 460 €**	**9 157 053 €**	**213 991 664 €**
Nouvelle-Aquitaine	0 €	82 080 €	0 €	168 €	**82 248 €**	0 €	88 014 €	0 €	0 €	528 €	**88 542 €**	**499 570 €**	**7 321 270 €**	**7 820 840 €**	**823 342 €**	**8 814 972 €**	**341 637 110 €**
Occitanie	42 886 €	300 206 €	0 €	672 €	**343 764 €**	88 014 €	186 951 €	0 €	0 €	1 584 €	**276 549 €**	**-973 806 €**	**5 905 014 €**	**4 931 208 €**	**1 143 545 €**	**6 695 066 €**	**290 636 093 €**
Pays de la Loire	0 €	128 660 €	58 447 €	336 €	**187 443 €**	44 007 €	271 260 €	0 €	42 539 €	2 112 €	**359 918 €**	**-1 043 606 €**	**2 634 975 €**	**1 591 369 €**	**-629 460 €**	**1 509 270 €**	**165 360 033 €**
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0 €	42 886 €	0 €	84 €	**42 970 €**	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**-621 691 €**	**2 540 159 €**	**1 918 468 €**	**5 670 625 €**	**7 632 063 €**	**226 594 952 €**
Total métropole	**300 204 €**	**1 031 465 €**	**468 186 €**	**3 360 €**	**1 803 215 €**	**269 503 €**	**903 743 €**	**84 085 €**	**189 054 €**	**8 448 €**	**1 454 833 €**	**-2 815 952 €**	**75 378 593 €**	**72 562 641 €**	**14 754 982 €**	**90 575 671 €**	**3 807 105 991 €**
Guadeloupe	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**16 236 €**	**1 024 815 €**	**1 041 051 €**	**0 €**	**1 041 051 €**	**5 724 858 €**
Martinique	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	0 €	0 €	76 262 €	0 €	264 €	**76 526 €**	**-3 166 130 €**	**711 876 €**	**-2 454 254 €**	**0 €**	**-2 377 728 €**	**2 494 066 €**
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**256 607 €**	**256 607 €**	**0 €**	**256 607 €**	**1 728 682 €**
Réunion	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**3 238 154 €**	**988 247 €**	**4 226 401 €**	**0 €**	**4 226 401 €**	**7 031 564 €**
Saint-Pierre-et-Miquelon	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**1 666 €**
Saint-Martin	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**53 493 €**
Saint-Barthélemy	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**3 826 €**
Mayotte	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**690 390 €**	**1 325 111 €**	**2 015 501 €**	**0 €**	**2 015 501 €**	**3 464 408 €**
Total Outre-mer	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**76 262 €**	**0 €**	**264 €**	**76 526 €**	**778 650 €**	**4 306 656 €**	**5 085 306 €**	**0 €**	**5 161 832 €**	**20 502 563 €**
Total global	**300 204 €**	**1 031 465 €**	**468 186 €**	**3 360 €**	**1 803 215 €**	**269 503 €**	**903 743 €**	**160 347 €**	**189 054 €**	**8 712 €**	**1 531 359 €**	**-2 037 302 €**	**79 685 249 €**	**77 647 947 €**	**14 754 982 €**	**95 737 503 €**	**3 827 608 554 €**

Annexe n° 1
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (accises sur les énergies - ex-TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (synthèse)

Compensation LRL (Accises surles énergies-ex-TICPE / TSCA)	
Tranche	Total
2005	136 686 719 €
2006	126 395 562 €
2007	1 013 252 455 €
2008	1 099 723 799 €
2009	322 476 888 €
2010	85 523 570 €
2011	17 869 250 €
2012	13 059 382 €
2013	4 296 897 €
2014	2 314 876 €
2015	623 678 €
2016	242 908 €
2017	302 452 €
2018	0 €
2019	0 €
2020	0 €
2021	15 826 419 €
2022	2 176 949 €
2023	3 373 777 €
2024	42 135 783 €
2025	16 651 819 €
2026	1 869 030 €
Total	**2 904 802 213 €**

Annexe n° 1

Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (accises sur les énergies - ex-TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHE 2005	TRANCHE 2006	TRANCHE 2007	TRANCHE 2008	TRANCHE 2009	TRANCHE 2010
Ain	866 429 €	7 993 €	12 303 991 €	10 838 027 €	4 156 447 €	1 604 529 €
Aisne	1 516 216 €	346 544 €	7 967 242 €	10 515 700 €	4 883 563 €	1 545 021 €
Allier	666 669 €	100 553 €	8 232 287 €	10 070 980 €	1 235 182 €	946 411 €
Alpes-de-Haute-Provence	653 078 €	58 465 €	3 474 500 €	6 424 787 €	3 872 814 €	794 729 €
Hautes-Alpes	284 101 €	74 203 €	3 813 493 €	4 127 441 €	2 056 757 €	1 103 445 €
Alpes-Maritimes	2 324 176 €	961 823 €	19 737 116 €	18 499 480 €	2 637 062 €	452 571 €
Ardèche	545 132 €	188 386 €	7 873 055 €	9 346 237 €	2 322 278 €	674 876 €
Ardennes	724 398 €	-145 316 €	6 600 368 €	9 671 146 €	739 464 €	528 444 €
Ariège	717 236 €	41 171 €	2 545 801 €	5 234 604 €	1 924 824 €	309 063 €
Aube	750 210 €	360 092 €	6 134 249 €	10 618 149 €	1 749 094 €	572 068 €
Aude	877 177 €	131 977 €	8 693 997 €	10 261 090 €	328 825 €	168 204 €
Aveyron	580 128 €	285 295 €	6 109 418 €	11 350 862 €	1 680 956 €	1 348 368 €
Bouches-du-Rhône	6 163 488 €	2 810 095 €	34 088 528 €	18 066 329 €	3 170 325 €	271 980 €
Calvados	1 646 374 €	593 460 €	11 001 224 €	8 853 809 €	6 242 636 €	2 957 098 €
Cantal	468 476 €	170 440 €	3 672 681 €	3 809 997 €	4 398 883 €	3 355 135 €
Charente	839 535 €	128 758 €	3 259 850 €	11 297 984 €	1 489 461 €	171 401 €
Charente-Maritime	1 264 670 €	204 333 €	10 666 558 €	13 182 429 €	1 911 877 €	752 186 €
Cher	957 401 €	213 163 €	6 232 718 €	8 349 564 €	1 052 757 €	906 022 €
Corrèze	569 924 €	146 013 €	6 251 785 €	10 912 377 €	2 108 962 €	649 230 €
Corse-du-Sud	431 508 €	0 €	219 821 €	4 274 759 €	467 899 €	396 831 €
Haute-Corse	463 790 €	0 €	217 354 €	4 673 376 €	300 504 €	141 908 €
Côte-d'Or	1 314 833 €	625 382 €	12 495 577 €	15 180 647 €	1 179 629 €	181 188 €
Côtes-d'Armor	1 127 285 €	217 312 €	9 571 342 €	12 624 167 €	1 547 091 €	227 807 €
Creuse	563 316 €	-46 027 €	1 661 053 €	4 914 714 €	3 800 650 €	692 521 €
Dordogne	859 406 €	262 950 €	7 262 221 €	9 514 578 €	2 449 142 €	808 784 €
Doubs	1 265 642 €	182 459 €	7 888 336 €	12 713 519 €	1 760 261 €	334 582 €
Drôme	1 007 017 €	652 093 €	8 145 323 €	12 250 602 €	867 489 €	115 900 €
Eure	856 937 €	-38 784 €	8 529 910 €	13 540 883 €	3 647 781 €	365 227 €
Eure-et-Loir	947 199 €	346 881 €	6 239 106 €	8 989 256 €	5 049 560 €	1 587 150 €
Finistère	1 749 063 €	636 491 €	11 073 310 €	13 166 926 €	1 790 465 €	438 387 €
Gard	1 873 387 €	454 418 €	13 953 338 €	11 506 269 €	1 083 212 €	472 932 €

Annexe n° 1
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (accises sur les énergies - ex-TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHE 2005	TRANCHE 2006	TRANCHE 2007	TRANCHE 2008	TRANCHE 2009	TRANCHE 2010
Haute-Garonne	2 269 987 €	387 390 €	24 516 855 €	16 381 761 €	1 260 954 €	858 077 €
Gers	487 185 €	-12 499 €	2 916 646 €	8 491 746 €	808 522 €	35 505 €
Gironde	3 123 992 €	1 846 410 €	14 260 934 €	23 262 752 €	6 907 876 €	305 281 €
Hérault	2 703 037 €	804 855 €	16 518 876 €	12 195 142 €	2 502 081 €	1 350 183 €
Ille-et-Vilaine	1 747 932 €	1 154 133 €	18 404 727 €	9 785 416 €	834 761 €	705 502 €
Indre	548 862 €	141 354 €	2 863 598 €	5 595 541 €	4 589 767 €	2 535 541 €
Indre-et-Loire	1 490 293 €	568 713 €	9 127 336 €	11 439 539 €	3 342 769 €	800 999 €
Isère	2 282 353 €	908 195 €	24 906 594 €	19 065 607 €	2 717 851 €	691 186 €
Jura	557 688 €	-31 664 €	7 124 027 €	6 435 431 €	3 295 289 €	2 017 104 €
Landes	665 099 €	239 841 €	5 405 397 €	11 631 717 €	1 750 993 €	696 074 €
Loir-et-Cher	910 690 €	247 381 €	4 403 659 €	7 962 107 €	2 448 637 €	730 825 €
Loire	1 452 911 €	1 055 747 €	13 389 735 €	11 802 005 €	2 722 080 €	311 533 €
Haute-Loire	343 595 €	203 886 €	3 015 140 €	10 599 253 €	1 946 819 €	560 311 €
Loire-Atlantique	2 283 414 €	412 848 €	21 059 247 €	15 780 900 €	1 409 237 €	1 053 597 €
Loiret	1 545 030 €	834 305 €	12 757 929 €	8 816 560 €	4 257 486 €	2 112 132 €
Lot	490 788 €	106 646 €	4 442 730 €	9 296 351 €	1 713 216 €	876 815 €
Lot-et-Garonne	673 549 €	129 986 €	3 985 830 €	5 814 334 €	2 894 951 €	903 630 €
Lozère	250 637 €	101 894 €	3 432 597 €	5 096 456 €	1 968 607 €	516 151 €
Maine-et-Loire	1 301 570 €	597 406 €	15 883 619 €	8 210 257 €	4 306 863 €	1 783 468 €
Manche	894 377 €	82 844 €	7 790 382 €	12 675 124 €	4 407 300 €	613 528 €
Marne	1 111 571 €	1 696 674 €	7 618 774 €	11 847 507 €	2 525 895 €	973 139 €
Haute-Marne	475 475 €	71 059 €	3 477 200 €	8 835 835 €	2 853 666 €	844 787 €
Mayenne	436 518 €	152 165 €	6 512 839 €	5 536 146 €	2 237 009 €	275 772 €
Meurthe-et-Moselle	2 129 766 €	510 555 €	12 639 032 €	12 308 146 €	961 430 €	433 511 €
Meuse	770 581 €	98 142 €	3 654 409 €	6 448 411 €	3 110 713 €	813 138 €
Morbihan	986 269 €	455 973 €	12 410 420 €	10 456 065 €	1 169 129 €	96 997 €
Moselle	1 770 086 €	1 331 835 €	10 777 220 €	17 210 931 €	10 390 076 €	1 731 869 €
Nièvre	747 417 €	-3 884 €	5 694 709 €	9 870 073 €	585 833 €	282 601 €
Nord	5 989 703 €	5 274 954 €	54 791 154 €	17 114 984 €	2 652 703 €	321 751 €
Oise	1 363 943 €	-173 979 €	14 882 084 €	10 560 530 €	2 708 989 €	1 549 234 €
Orne	732 588 €	422 730 €	6 430 261 €	9 315 665 €	1 949 632 €	319 153 €
Pas-de-Calais	3 599 602 €	1 551 418 €	33 453 729 €	16 335 667 €	4 559 480 €	1 132 584 €
Puy-de-Dôme	1 306 774 €	549 141 €	8 003 742 €	26 172 717 €	2 538 871 €	608 723 €
Pyrénées-Atlantiques	1 515 551 €	469 487 €	8 832 740 €	10 950 166 €	3 821 959 €	740 299 €

Annexe n° 1

Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (accises sur les énergies - ex-TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHE 2005	TRANCHE 2006	TRANCHE 2007	TRANCHE 2008	TRANCHE 2009	TRANCHE 2010
Hautes-Pyrénées	661 510 €	106 793 €	3 920 141 €	8 387 110 €	2 105 512 €	734 058 €
Pyrénées-Orientales	1 297 477 €	230 507 €	4 861 587 €	10 642 343 €	1 887 656 €	211 807 €
Bas-Rhin	1 721 277 €	1 580 852 €	19 930 648 €	11 796 393 €	2 348 871 €	518 956 €
Haut-Rhin	1 226 820 €	928 991 €	14 626 711 €	7 070 692 €	955 546 €	568 336 €
Rhône	3 136 913 €	5 964 337 €	22 511 729 €	17 788 310 €	6 055 953 €	366 757 €
Haute-Saône	475 202 €	-256 803 €	3 588 602 €	6 303 139 €	2 011 800 €	438 302 €
Saône-et-Loire	1 333 669 €	120 846 €	12 853 726 €	12 509 770 €	1 784 872 €	353 470 €
Sarthe	1 358 465 €	190 110 €	14 484 382 €	8 940 214 €	2 825 387 €	1 148 344 €
Savoie	799 417 €	706 889 €	12 918 911 €	13 610 515 €	2 797 361 €	1 114 124 €
Haute-Savoie	1 269 469 €	408 728 €	18 731 704 €	12 720 939 €	1 357 861 €	898 209 €
Paris	5 503 941 €	33 858 654 €	15 775 061 €	6 803 144 €	3 271 724 €	2 304 052 €
Seine-Maritime	3 022 200 €	-1 244 273 €	17 066 290 €	23 094 750 €	4 520 238 €	1 188 805 €
Seine-et-Marne	1 977 935 €	1 809 549 €	15 996 111 €	22 773 700 €	9 404 431 €	592 390 €
Yvelines	2 391 064 €	5 862 736 €	13 281 979 €	17 762 463 €	8 569 688 €	798 115 €
Deux-Sèvres	689 637 €	477 397 €	7 569 815 €	8 458 837 €	426 682 €	206 961 €
Somme	1 297 791 €	588 700 €	12 393 054 €	5 699 811 €	7 072 935 €	2 378 558 €
Tarn	725 983 €	13 956 €	5 421 109 €	10 957 953 €	1 048 251 €	190 966 €
Tarn-et-Garonne	569 156 €	-13 829 €	4 729 483 €	5 367 126 €	1 276 533 €	133 715 €
Var	1 822 800 €	229 583 €	14 589 272 €	16 816 278 €	3 458 842 €	267 280 €
Vaucluse	1 385 672 €	543 834 €	6 899 471 €	10 319 795 €	873 001 €	404 735 €
Vendée	787 121 €	505 571 €	11 952 055 €	9 964 696 €	1 672 704 €	994 113 €
Vienne	873 784 €	24 318 €	5 127 039 €	10 893 904 €	1 309 086 €	505 691 €
Haute-Vienne	1 304 130 €	528 743 €	2 825 136 €	10 542 915 €	1 593 283 €	190 341 €
Vosges	842 091 €	207 354 €	6 142 811 €	12 687 790 €	485 258 €	99 963 €
Yonne	704 496 €	-234 389 €	8 225 527 €	8 473 797 €	2 868 956 €	1 166 906 €
Territoire-de-Belfort	357 975 €	29 690 €	3 249 999 €	1 660 877 €	345 814 €	410 479 €
Essonne	2 359 021 €	1 757 841 €	22 853 943 €	12 014 547 €	3 049 274 €	651 600 €
Hauts-de-Seine	1 495 974 €	20 935 538 €	11 127 555 €	14 634 404 €	6 472 216 €	865 073 €
Seine-Saint-Denis	4 566 983 €	7 895 226 €	7 135 394 €	20 819 774 €	11 671 831 €	438 148 €
Val-de-Marne	2 361 953 €	4 866 924 €	10 847 596 €	14 753 605 €	7 875 456 €	1 753 246 €
Val-d'Oise	1 889 039 €	2 258 861 €	11 525 023 €	18 532 255 €	8 031 433 €	1 865 729 €
TOTAL METROPOLE	134 041 998 €	123 039 796 €	1 004 461 583 €	1 080 883 377 €	279 485 747 €	78 214 227 €
Guadeloupe	711 377 €	1 401 444 €	2 139 652 €	4 146 165 €	8 128 463 €	2 902 173 €
Martinique	505 710 €	968 435 €	1 748 851 €	7 390 370 €	3 259 145 €	608 555 €
Guyane	273 591 €	1 002 805 €	2 095 982 €	2 411 169 €	3 562 985 €	15 161 €
Réunion	1 154 044 €	-16 917 €	2 806 387 €	4 892 718 €	28 040 548 €	3 783 454 €
TOTAL OUTRE-MER	2 644 722 €	3 355 767 €	8 790 872 €	18 840 421 €	42 991 140 €	7 309 343 €
TOTAL GLOBAL	136 686 719 €	126 395 562 €	1 013 252 455 €	1 099 723 799 €	322 476 888 €	85 523 570 €

Annexe n° 1

Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (accises sur les énergies - ex-TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHE 2011											
	Personnels Equipement - Services transférés en 2008 (RD de Seine-Saint-Denis,RNIL et voies d'eau) (Personnels ayant opté au 16/11/2009 et action sociale, postes d'OPA vacants 2011, emplois disparus)	Personnels Equipement - Services transférés en 2009 (RNIL et voies d'eau)			Services des parcs de l'équipement transférés en 2010			Services des parcs de l'équipement transférés en 2011				
		Personnels ayant opté au 31/08/2010 (2ème campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2010	Postes devenus vacants en 2011	Personnels ayant opté au 31/08/2010 (1ère campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2010	Postes constatés vacants en 2011	Personnels non titulaires	Dépenses de fonctionnement	Charges de vacations	Vacants intermédiaires	Postes constatés vacants en 2011
Ain	0 €	0 €	0 €	0 €	70 632 €	530 €	18 267 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Aisne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 198 €	2 909 €	14 077 €	0 €
Allier	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	7 060 €	3 574 €	148 848 €	0 €
Alpes-de-Haute-Provence	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	6 837 €	2 405 €	81 293 €	0 €
Hautes-Alpes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 353 €	2 531 €	11 262 €	0 €
Alpes-Maritimes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 584 €	2 873 €	20 380 €	0 €
Ardèche	0 €	0 €	0 €	0 €	113 260 €	530 €	28 154 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Ardennes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	21 961 €	2 191 €	75 427 €	30 445 €
Ariège	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	51 636 €	6 136 €	2 155 €	56 022 €	0 €
Aube	0 €	0 €	0 €	0 €	181 128 €	1 326 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Aude	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 115 €	29 169 €	28 154 €
Aveyron	0 €	0 €	0 €	0 €	101 599 €	795 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Bouches-du-Rhône	0 €	0 €	0 €	0 €	216 799 €	1 591 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Calvados	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Cantal	0 €	0 €	0 €	0 €	166 277 €	1 061 €	66 468 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Charente	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 903 €	2 291 €	59 419 €	0 €
Charente-Maritime	84 124 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 994 €	121 035 €	0 €
Cher	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	5 644 €	2 459 €	51 003 €	0 €
Corrèze	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	5 781 €	3 098 €	0 €	30 445 €
Corse-du-Sud	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 367 €	1 812 €	0 €	0 €
Haute-Corse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 258 €	20 575 €	0 €
Côte-d'Or	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 614 €	25 664 €	29 169 €
Côtes-d'Armor	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 043 €	3 432 €	157 085 €	28 029 €
Creuse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 175 €	2 157 €	34 191 €	0 €
Dordogne	0 €	0 €	0 €	0 €	540 706 €	3 977 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Doubs	0 €	0 €	0 €	0 €	93 338 €	795 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Drôme	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 598 €	81 122 €	28 154 €
Eure	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 093 €	3 143 €	79 389 €	0 €
Eure-et-Loir	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 272 €	136 120 €	28 154 €
Finistère	0 €	0 €	0 €	0 €	208 056 €	1 326 €	28 154 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Gard	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 941 €	3 806 €	65 880 €	28 154 €

Annexe n° 1
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (accises sur les énergies - ex-TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHE 2011											
	Personnels Equipement - Services transférés en 2008 (RD de Seine-Saint-Denis,RNIL et voies d'eau) (Personnels ayant opté au 16/11/2009 et action sociale, postes d'OPA vacants 2011, emplois disparus)	Personnels Equipement - Services transférés en 2009 (RNIL et voies d'eau)			Services des parcs de l'équipement transférés en 2010			Services des parcs de l'équipement transférés en 2011				
		Personnels ayant opté au 31/08/2010 (2ème campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2010	Postes devenus vacants en 2011	Personnels ayant opté au 31/08/2010 (1ère campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2010	Postes constatés vacants en 2011	Personnels non titulaires	Dépenses de fonctionnement	Charges de vacations	Vacants intermédiaires	Postes constatés vacants en 2011
Haute-Garonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	6 464 €	7 040 €	111 587 €	58 599 €
Gers	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 030 €	3 112 €	30 406 €	0 €
Gironde	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	7 412 €	4 142 €	124 168 €	28 154 €
Hérault	0 €	0 €	0 €	0 €	37 179 €	265 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Ille-et-Vilaine	4 733 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	21 567 €	5 690 €	6 437 €	125 067 €	28 154 €
Indre	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	6 894 €	4 050 €	158 843 €	0 €
Indre-et-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 994 €	2 259 €	80 690 €	0 €
Isère	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 685 €	93 789 €	0 €
Jura	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 769 €	3 194 €	77 633 €	28 154 €
Landes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	12 009 €	2 791 €	0 €	30 445 €
Loir-et-Cher	0 €	0 €	0 €	0 €	235 135 €	1 856 €	50 677 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	167 921 €	1 326 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Haute-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	91 781 €	795 €	63 652 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Loire-Atlantique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	49 149 €	9 744 €	4 741 €	236 034 €	0 €
Loiret	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Lot	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 417 €	1 891 €	57 323 €	0 €
Lot-et-Garonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 741 €	2 156 €	60 627 €	0 €
Lozère	0 €	0 €	0 €	0 €	149 766 €	1 061 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Maine-et-Loire	0 €	145 967 €	1 107 €	25 664 €	0 €	0 €	0 €	0 €	6 093 €	2 160 €	15 578 €	0 €
Manche	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	10 085 €	3 229 €	111 019 €	0 €
Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	22 523 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Haute-Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	29 169 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Mayenne	41 198 €	0 €	0 €	0 €	93 522 €	530 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Meurthe-et-Moselle	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 638 €	2 320 €	15 058 €	0 €
Meuse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 973 €	2 329 €	74 387 €	0 €
Morbihan	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	6 258 €	1 970 €	18 082 €	0 €
Moselle	6 843 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	9 046 €	3 939 €	109 318 €	28 154 €
Nièvre	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 598 €	2 726 €	88 790 €	29 169 €
Nord	2 613 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 550 €	3 064 €	119 646 €	0 €
Oise	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	5 572 €	2 213 €	107 356 €	0 €
Orne	0 €	0 €	0 €	0 €	341 216 €	1 856 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Pas-de-Calais	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	8 524 €	4 962 €	104 733 €	86 753 €
Puy-de-Dôme	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	9 569 €	4 801 €	124 134 €	0 €
Pyrénées-Atlantiques	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	13 474 €	4 168 €	137 794 €	0 €

Annexe n° 1
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (accises sur les énergies - ex-TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHE 2011											
	Personnels Equipement - Services transférés en 2008 (RD de Seine-Saint-Denis,RNIL et voies d'eau) (Personnels ayant opté au 16/11/2009 et action sociale, postes d'OPA vacants 2011, emplois disparus)	Personnels Equipement - Services transférés en 2009 (RNIL et voies d'eau)			Services des parcs de l'équipement transférés en 2010			Services des parcs de l'équipement transférés en 2011				
		Personnels ayant opté au 31/08/2010 (2ème campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2010	Postes devenus vacants en 2011	Personnels ayant opté au 31/08/2010 (1ère campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2010	Postes constatés vacants en 2011	Personnels non titulaires	Dépenses de fonctionnement	Charges de vacations	Vacants intermédiaires	Postes constatés vacants en 2011
Hautes-Pyrénées	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 878 €	3 575 €	18 863 €	38 314 €
Pyrénées-Orientales	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 147 €	2 755 €	64 676 €	11 262 €
Bas-Rhin	0 €	0 €	0 €	0 €	160 292 €	905 €	28 154 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Haut-Rhin	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	362 €	2 037 €	25 314 €	0 €
Rhône	0 €	0 €	0 €	0 €	25 157 €	265 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Haute-Saône	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	9 755 €	2 576 €	97 278 €	0 €
Saône-et-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	30 552 €	265 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Sarthe	0 €	0 €	0 €	0 €	74 075 €	530 €	66 468 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Savoie	0 €	0 €	0 €	0 €	67 624 €	530 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Haute-Savoie	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	23 702 €	8 191 €	4 585 €	139 814 €	42 556 €
Paris	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Seine-Maritime	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 451 €	113 572 €	28 154 €
Seine-et-Marne	2 297 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	8 333 €	5 193 €	110 662 €	0 €
Yvelines	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 871 €	794 €	28 154 €	0 €
Deux-Sèvres	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 922 €	0 €	68 759 €
Somme	142 102 €	0 €	0 €	0 €	393 521 €	2 653 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Tarn	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	427 €	3 620 €	164 847 €	0 €
Tarn-et-Garonne	0 €	0 €	0 €	0 €	123 397 €	795 €	28 154 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Var	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	8 058 €	1 851 €	29 169 €	22 523 €
Vaucluse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 587 €	45 012 €	58 338 €
Vendée	0 €	0 €	0 €	0 €	267 683 €	1 591 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Vienne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 665 €	1 323 €	103 689 €	0 €
Haute-Vienne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 121 €	97 126 €	0 €
Vosges	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	42 699 €	1 537 €	3 634 €	14 306 €	38 314 €
Yonne	0 €	0 €	0 €	0 €	134 802 €	1 061 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Territoire-de-Belfort	0 €	0 €	0 €	0 €	67 027 €	530 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Essonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 414 €	0 €	0 €	0 €
Hauts-de-Seine	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	484 €	654 €	32 096 €	0 €
Seine-Saint-Denis	1 039 441 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	711 €	24 978 €	0 €
Val-de-Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	905 €	906 €	91 389 €	0 €
Val-d'Oise	0 €	0 €	0 €	0 €	122 737 €	795 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL METROPOLE	1 323 351 €	145 967 €	1 107 €	25 664 €	4 275 182 €	29 540 €	429 840 €	188 753 €	282 647 €	186 361 €	4 650 968 €	856 506 €
Guadeloupe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	492 €	15 485 €	0 €
Martinique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	280 €	24 180 €	0 €
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Réunion	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL OUTRE-MER	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	772 €	39 665 €	0 €
TOTAL GLOBAL	1 323 351 €	145 967 €	1 107 €	25 664 €	4 275 182 €	29 540 €	429 840 €	188 753 €	282 647 €	187 133 €	4 690 633 €	856 506 €

Annexe n° 1
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (accises sur les énergies - ex-TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHE 2011												
	Personnels des affaires sanitaires et sociales (RMI, loi LRL hors LAV et LAV)					Personnels de l'intérieur (FSL)	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2008 (Personnels ayant opté au 31/12/2009 et 1% formation, emplois disparus)	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2009 (personnels ayant opté au 31/08/2010, 1% formation et postes vacants 2011)	Personnels des services en charge des voies d'eau transférés en 2011	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2010			TRANCHE 2011
	Personnels ayant opté au 20/08/2010 (dernière campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 20 août 2010	1% formation des personnels ayant opté au 20/08/2010	Postes constatés vacants en 2011	Compensation des emplois disparus	Personnels ayant opté au 20/08/2010 (dernière campagne d'option), action sociale et 1% formation			Indemnités de service fait	Personnels ayant opté au 31/08/2010 (1ère campagne d'option)	1 % formation des personnels ayant opté au 31/08/2010	Postes devenus vacants en 2011	
Ain	0 €	0 €	0 €	0 €	18 971 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	108 400 €
Aisne	33 241 €	201 €	238 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	54 864 €
Allier	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	159 482 €
Alpes-de-Haute-Provence	36 458 €	201 €	211 €	0 €	2 656 €	0 €	2 101 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	132 163 €
Hautes-Alpes	39 681 €	201 €	236 €	0 €	11 383 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	66 648 €
Alpes-Maritimes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	24 837 €
Ardèche	0 €	0 €	0 €	0 €	2 101 €	0 €	2 915 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	146 961 €
Ardennes	0 €	0 €	0 €	0 €	22 765 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	152 789 €
Ariège	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	27 850 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	143 799 €
Aube	0 €	0 €	0 €	0 €	16 636 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	199 090 €
Aude	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	45 578 €	0 €	0 €	0 €	0 €	105 016 €
Aveyron	0 €	0 €	0 €	0 €	26 267 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	128 661 €
Bouches-du-Rhône	33 651 €	201 €	240 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	252 482 €
Calvados	56 960 €	201 €	332 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	57 492 €
Cantal	28 419 €	201 €	204 €	0 €	26 267 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	288 897 €
Charente	0 €	0 €	0 €	0 €	71 505 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	136 118 €
Charente-Maritime	0 €	0 €	0 €	0 €	75 561 €	0 €	0 €	36 964 €	0 €	0 €	0 €	0 €	322 678 €
Cher	0 €	0 €	0 €	0 €	37 942 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	97 048 €
Corrèze	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	39 324 €
Corse-du-Sud	229 411 €	1 207 €	1 615 €	0 €	33 010 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	271 422 €
Haute-Corse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	21 833 €
Côte-d'Or	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	58 447 €
Côtes-d'Armor	0 €	0 €	0 €	24 230 €	83 296 €	0 €	0 €	34 050 €	0 €	0 €	0 €	0 €	332 165 €
Creuse	91 591 €	604 €	577 €	0 €	14 222 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	147 516 €
Dordogne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	544 683 €
Doubs	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	94 133 €
Drôme	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 072 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	113 946 €
Eure	0 €	0 €	0 €	0 €	25 523 €	0 €	0 €	95 714 €	0 €	0 €	0 €	0 €	207 861 €
Eure-et-Loir	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	44 639 €	0 €	0 €	0 €	0 €	213 185 €
Finistère	29 798 €	201 €	213 €	0 €	111 299 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	379 048 €
Gard	0 €	0 €	0 €	0 €	73 548 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	175 329 €

Annexe n° 1
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (accises sur les énergies - ex-TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHE 2011												
	Personnels des affaires sanitaires et sociales (RMI, loi LRL hors LAV et LAV)					Personnels de l'intérieur (FSL)	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2008 (Personnels ayant opté au 31/12/2009 et 1% formation, emplois disparus)	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2009 (personnels ayant opté au 31/08/2010, 1% formation et postes vacants 2011)	Personnels des services en charge des voies d'eau transférés en 2011	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2010			TRANCHE 2011
	Personnels ayant opté au 20/08/2010 (dernière campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 20 août 2010	1% formation des personnels ayant opté au 20/08/2010	Postes constatés vacants en 2011	Compensation des emplois disparus	Personnels ayant opté au 20/08/2010 (dernière campagne d'option), action sociale et 1% formation			Indemnités de service fait	Personnels ayant opté au 31/08/2010 (1ère campagne d'option)	1 % formation des personnels ayant opté au 31/08/2010	Postes devenus vacants en 2011	
Haute-Garonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	183 690 €
Gers	0 €	0 €	0 €	0 €	18 971 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	55 519 €
Gironde	0 €	0 €	0 €	0 €	112 663 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	276 539 €
Hérault	0 €	0 €	0 €	0 €	109 008 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	146 452 €
Ille-et-Vilaine	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	64 654 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	256 302 €
Indre	0 €	0 €	0 €	0 €	45 967 €	0 €	56 182 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	271 936 €
Indre-et-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	48 213 €	0 €	0 €	0 €	0 €	136 156 €
Isère	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	33 325 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	130 799 €
Jura	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	29 083 €	0 €	0 €	0 €	0 €	141 833 €
Landes	0 €	0 €	0 €	0 €	15 469 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	60 714 €
Loir-et-Cher	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	12 494 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	300 162 €
Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	55 161 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	224 408 €
Haute-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	38 292 €	0 €	43 319 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	237 838 €
Loire-Atlantique	0 €	0 €	0 €	0 €	43 638 €	0 €	0 €	143 216 €	0 €	0 €	0 €	0 €	486 522 €
Loiret	36 790 €	201 €	214 €	0 €	62 427 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	99 633 €
Lot	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	60 631 €
Lot-et-Garonne	0 €	0 €	0 €	0 €	38 817 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	105 341 €
Lozère	0 €	0 €	0 €	0 €	26 267 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	177 094 €
Maine-et-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	196 569 €
Manche	28 419 €	201 €	204 €	0 €	28 280 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	181 437 €
Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	22 523 €
Haute-Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	29 169 €
Mayenne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 082 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	137 332 €
Meurthe-et-Moselle	0 €	0 €	0 €	0 €	11 383 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	30 399 €
Meuse	0 €	0 €	0 €	0 €	11 383 €	0 €	0 €	0 €	0 €	37 955 €	195 €	0 €	131 222 €
Morbihan	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 581 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	30 891 €
Moselle	153 872 €	805 €	1 064 €	0 €	79 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	313 120 €
Nièvre	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	45 358 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	168 641 €
Nord	0 €	0 €	0 €	0 €	91 935 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	221 808 €
Oise	0 €	0 €	0 €	0 €	108 863 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	224 004 €
Orne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	343 072 €
Pas-de-Calais	0 €	0 €	0 €	0 €	73 548 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	278 520 €
Puy-de-Dôme	0 €	0 €	0 €	0 €	52 665 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	191 169 €
Pyrénées-Atlantiques	0 €	0 €	0 €	28 771 €	65 930 €	0 €	0 €	116 034 €	0 €	0 €	0 €	0 €	366 171 €

Annexe n° 1
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (accises sur les énergies - ex-TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHE 2011												
	Personnels des affaires sanitaires et sociales (RMI, loi LRL hors LAV et LAV)					Personnels de l'intérieur (FSL)	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2008 (Personnels ayant opté au 31/12/2009 et 1% formation, emplois disparus)	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2009 (personnels ayant opté au 31/08/2010, 1% formation et postes vacants 2011)	Personnels des services en charge des voies d'eau transférés en 2011	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2010			TRANCHE 2011
	Personnels ayant opté au 20/08/2010 (dernière campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 20 août 2010	1% formation des personnels ayant opté au 20/08/2010	Postes constatés vacants en 2011	Compensation des emplois disparus	Personnels ayant opté au 20/08/2010 (dernière campagne d'option), action sociale et 1% formation			Indemnités de service fait	Personnels ayant opté au 31/08/2010 (1ère campagne d'option)	1 % formation des personnels ayant opté au 31/08/2010	Postes devenus vacants en 2011	
Hautes-Pyrénées	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	19 032 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	84 662 €
Pyrénées-Orientales	40 985 €	201 €	242 €	0 €	15 177 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	138 445 €
Bas-Rhin	0 €	0 €	0 €	0 €	18 387 €	0 €	0 €	0 €	7 489 €	0 €	0 €	0 €	215 227 €
Haut-Rhin	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	40 303 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	68 016 €
Rhône	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	90 424 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	115 846 €
Haute-Saône	0 €	0 €	0 €	0 €	30 354 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	139 963 €
Saône-et-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	24 427 €	0 €	0 €	0 €	0 €	55 244 €
Sarthe	64 913 €	402 €	377 €	0 €	49 294 €	0 €	36 523 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	292 582 €
Savoie	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 402 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	72 556 €
Haute-Savoie	0 €	0 €	0 €	0 €	25 684 €	0 €	5 546 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	250 077 €
Paris	0 €	0 €	0 €	0 €	25 735 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	25 735 €
Seine-Maritime	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	144 177 €
Seine-et-Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	37 942 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	164 427 €
Yvelines	0 €	0 €	0 €	0 €	80 157 €	0 €	20 824 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	133 800 €
Deux-Sèvres	64 709 €	402 €	420 €	0 €	12 608 €	0 €	0 €	0 €	0 €	35 288 €	205 €	0 €	184 313 €
Somme	83 561 €	604 €	601 €	0 €	49 294 €	0 €	2 417 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	674 753 €
Tarn	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	28 778 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	197 672 €
Tarn-et-Garonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	11 843 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	164 189 €
Var	0 €	0 €	0 €	0 €	184 424 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	246 025 €
Vaucluse	0 €	0 €	0 €	0 €	65 609 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	170 546 €
Vendée	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	141 929 €	0 €	0 €	0 €	0 €	411 203 €
Vienne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	52 436 €	0 €	0 €	0 €	0 €	159 113 €
Haute-Vienne	0 €	0 €	0 €	0 €	5 691 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	105 938 €
Vosges	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	34 383 €	134 873 €
Yonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	43 165 €	0 €	0 €	0 €	62 295 €	263 €	0 €	241 586 €
Territoire-de-Belfort	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	67 557 €
Essonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 414 €
Hauts-de-Seine	29 505 €	201 €	212 €	0 €	111 227 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	174 379 €
Seine-Saint-Denis	0 €	0 €	0 €	0 €	135 422 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 200 552 €
Val-de-Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	62 112 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	155 312 €
Val-d'Oise	39 624 €	201 €	232 €	0 €	43 341 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	206 929 €
TOTAL METROPOLE	1 121 589 €	6 438 €	7 432 €	53 001 €	2 616 149 €	43 165 €	557 025 €	812 284 €	7 489 €	135 538 €	663 €	34 383 €	17 791 043 €
Guadeloupe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	15 977 €
Martinique	37 282 €	201 €	287 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	62 231 €
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Réunion	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL OUTRE-MER	37 282 €	201 €	287 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	78 208 €
TOTAL GLOBAL	1 158 871 €	6 640 €	7 720 €	53 001 €	2 616 149 €	43 165 €	557 025 €	812 284 €	7 489 €	135 538 €	663 €	34 383 €	17 869 250 €

Annexe n° 1
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (accises sur les énergies - ex-TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHE 2012														
	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2009 (personnels ayant opté au 31/12/2010, 1% formation et emplois disparus)	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2010			Services des parcs de l'équipement transférés en 2010			Services des parcs de l'équipement transférés en 2011			Personnels Equipement - Services transférés en 2009 (RNIL et voies d'eau)			Personnels des services en charge des voies d'eau transférés en 2011 (voies d'eau Alsace)	TRANCHE 2012
		Personnels ayant opté au 31/08/2011 (2ème campagne d'option)	1 % formation des personnels ayant opté au 31/08/2011	Postes devenus vacants en 2012	Personnels ayant opté au 31/08/2011 (2ème campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2011	Postes devenus vacants en 2012	Personnels ayant opté au 31/08/2011 (1ère campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2011	Postes devenus vacants en 2012	Personnels ayant opté au 19/12/2010 (dernière campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 19/12/2010	Compensation des emplois disparus	Postes devenus vacants en 2012	
Ain	0 €	0 €	0 €	0 €	35 120 €	265 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	35 385 €
Aisne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Allier	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	135 161 €	1 062 €	0 €	0 €	0 €	42 838 €	0 €	179 061 €
Alpes-de-Haute-Provence	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	69 496 €	311 €	30 618 €	0 €	0 €	0 €	0 €	100 425 €
Hautes-Alpes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	76 958 €	530 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	77 488 €
Alpes-Maritimes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	262 209 €	1 858 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	264 067 €
Ardèche	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	29 203 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	29 203 €
Ardennes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Ariège	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	99 028 €	530 €	29 203 €	0 €	0 €	0 €	0 €	128 761 €
Aube	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Aude	7 467 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	110 694 €	796 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	118 957 €
Aveyron	0 €	0 €	0 €	0 €	142 606 €	796 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	143 402 €
Bouches-du-Rhône	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Calvados	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Cantal	0 €	0 €	0 €	0 €	92 906 €	796 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	93 702 €
Charente	8 481 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	8 481 €
Charente-Maritime	5 921 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	350 280 €	2 389 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	358 590 €
Cher	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	206 226 €	1 327 €	0 €	0 €	0 €	26 951 €	0 €	234 504 €
Corrèze	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	77 870 €	530 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	78 400 €
Corse-du-Sud	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	53 832 €	266 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	54 098 €
Haute-Corse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Côte-d'Or	0 €	67 903 €	341 €	0 €	0 €	0 €	0 €	440 184 €	2 654 €	0 €	0 €	0 €	49 504 €	0 €	560 586 €
Côtes-d'Armor	38 014 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	38 014 €
Creuse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	272 143 €	1 748 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	273 891 €
Dordogne	0 €	0 €	0 €	0 €	32 398 €	265 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	32 663 €
Doubs	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Drôme	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	135 301 €	796 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	136 097 €
Eure	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	29 203 €	0 €	0 €	0 €	0 €	29 203 €
Eure-et-Loir	20 338 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	52 384 €	266 €	54 325 €	0 €	0 €	0 €	0 €	127 313 €
Finistère	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Gard	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	252 951 €	1 592 €	0 €	0 €	0 €	89 732 €	0 €	344 275 €

Annexe n° 1
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (accises sur les énergies - ex-TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHE 2012														
	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2009 (personnels ayant opté au 31/12/2010, 1% formation et emplois disparus)	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2010			Services des parcs de l'équipement transférés en 2010			Services des parcs de l'équipement transférés en 2011			Personnels Equipement - Services transférés en 2009 (RNIL et voies d'eau)			Personnels des services en charge des voies d'eau transférés en 2011 (voies d'eau Alsace)	TRANCHE 2012
		Personnels ayant opté au 31/08/2011 (2ème campagne d'option)	1 % formation des personnels ayant opté au 31/08/2011	Postes devenus vacants en 2012	Personnels ayant opté au 31/08/2011 (2ème campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2011	Postes devenus vacants en 2012	Personnels ayant opté au 31/08/2011 (1ère campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2011	Postes devenus vacants en 2012	Personnels ayant opté au 19/12/2010 (dernière campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 19/12/2010	Compensation des emplois disparus	Postes devenus vacants en 2012	
Haute-Garonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	302 787 €	2 389 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	305 176 €
Gers	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	133 748 €	686 €	62 806 €	0 €	0 €	0 €	0 €	197 240 €
Gironde	7 402 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	217 025 €	1 592 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	226 019 €
Hérault	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Ille-et-Vilaine	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	48 018 €	266 €	89 024 €	0 €	0 €	0 €	0 €	137 308 €
Indre	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	67 663 €	640 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	68 303 €
Indre-et-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	201 646 €	1 327 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	202 973 €
Isère	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	322 011 €	1 904 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	323 915 €
Jura	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	52 220 €	266 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	52 486 €
Landes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	339 016 €	2 123 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	341 139 €
Loir-et-Cher	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	41 542 €	266 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	41 808 €
Haute-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	7 116 €	0 €	7 116 €
Loire-Atlantique	5 195 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	185 954 €	1 062 €	29 203 €	0 €	0 €	134 515 €	0 €	355 929 €
Loiret	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	29 203 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	29 203 €
Lot	20 153 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	181 371 €	1 171 €	31 403 €	0 €	0 €	0 €	0 €	234 098 €
Lot-et-Garonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	222 320 €	1 592 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	223 912 €
Lozère	0 €	0 €	0 €	0 €	33 625 €	265 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	33 890 €
Maine-et-Loire	0 €	83 525 €	355 €	0 €	0 €	0 €	0 €	173 048 €	1 327 €	0 €	302 842 €	2 569 €	22 798 €	0 €	586 464 €
Manche	0 €	113 412 €	491 €	0 €	0 €	0 €	0 €	57 680 €	266 €	29 203 €	0 €	0 €	0 €	0 €	201 052 €
Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	177 998 €	1 327 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	179 325 €
Haute-Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	29 203 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	29 203 €
Mayenne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Meurthe-et-Moselle	0 €	93 407 €	466 €	0 €	0 €	0 €	0 €	94 746 €	530 €	31 403 €	0 €	0 €	0 €	0 €	220 552 €
Meuse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	60 912 €	266 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	61 178 €
Morbihan	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	295 223 €	1 482 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	296 705 €
Moselle	41 915 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	75 138 €	530 €	30 618 €	0 €	0 €	0 €	0 €	148 201 €
Nièvre	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	162 014 €	1 327 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	163 341 €
Nord	0 €	80 892 €	457 €	0 €	0 €	0 €	0 €	59 898 €	266 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	141 513 €
Oise	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Orne	0 €	0 €	0 €	0 €	50 554 €	265 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	50 819 €
Pas-de-Calais	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	383 272 €	2 170 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	385 442 €
Puy-de-Dôme	0 €	84 311 €	355 €	0 €	0 €	0 €	0 €	378 254 €	2 123 €	14 602 €	0 €	0 €	0 €	0 €	479 645 €
Pyrénées-Atlantiques	42 043 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	405 298 €	2 919 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	450 260 €

Annexe n° 1
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (accises sur les énergies - ex-TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHE 2012														
	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2009 (personnels ayant opté au 31/12/2010, 1% formation et emplois disparus)	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2010			Services des parcs de l'équipement transférés en 2010			Services des parcs de l'équipement transférés en 2011			Personnels Equipement - Services transférés en 2009 (RNIL et voies d'eau)			Personnels des services en charge des voies d'eau transférés en 2011 (voies d'eau Alsace)	TRANCHE 2012
		Personnels ayant opté au 31/08/2011 (2ème campagne d'option)	1 % formation des personnels ayant opté au 31/08/2011	Postes devenus vacants en 2012	Personnels ayant opté au 31/08/2011 (2ème campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2011	Postes devenus vacants en 2012	Personnels ayant opté au 31/08/2011 (1ère campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2011	Postes devenus vacants en 2012	Personnels ayant opté au 19/12/2010 (dernière campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 19/12/2010	Compensation des emplois disparus	Postes devenus vacants en 2012	
Hautes-Pyrénées	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	184 000 €	1 327 €	29 203 €	0 €	0 €	0 €	0 €	214 530 €
Pyrénées-Orientales	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	81 609 €	530 €	29 203 €	0 €	0 €	0 €	0 €	111 342 €
Bas-Rhin	0 €	0 €	0 €	0 €	44 243 €	266 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	30 022 €	74 531 €
Haut-Rhin	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	75 255 €	530 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	75 785 €
Rhône	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	29 203 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	29 203 €
Haute-Saône	12 121 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	97 190 €	796 €	0 €	0 €	0 €	14 884 €	0 €	124 991 €
Saône-et-Loire	46 372 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	46 372 €
Sarthe	0 €	0 €	0 €	0 €	70 098 €	531 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	20 294 €	0 €	90 923 €
Savoie	0 €	0 €	0 €	0 €	77 748 €	531 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	78 279 €
Haute-Savoie	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	224 529 €	1 748 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	226 277 €
Paris	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Seine-Maritime	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Seine-et-Marne	81 836 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	428 405 €	2 654 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	512 895 €
Yvelines	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	95 766 €	530 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	96 296 €
Deux-Sèvres	0 €	66 355 €	340 €	0 €	0 €	0 €	0 €	70 747 €	530 €	17 522 €	0 €	0 €	0 €	0 €	155 494 €
Somme	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Tarn	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	258 048 €	1 858 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	259 906 €
Tarn-et-Garonne	0 €	0 €	0 €	0 €	56 679 €	265 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	56 944 €
Var	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	262 759 €	1 482 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	264 241 €
Vaucluse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	183 999 €	1 062 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	185 061 €
Vendée	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Vienne	4 362 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 362 €
Haute-Vienne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	89 487 €	530 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	90 017 €
Vosges	0 €	0 €	0 €	36 873 €	0 €	0 €	0 €	330 253 €	2 123 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	369 249 €
Yonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Territoire-de-Belfort	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Essonne	5 619 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	5 619 €
Hauts-de-Seine	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	138 838 €	686 €	23 362 €	0 €	0 €	0 €	0 €	162 886 €
Seine-Saint-Denis	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	66 651 €	530 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	67 181 €
Val-de-Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	29 203 €	0 €	0 €	0 €	0 €	29 203 €
Val-d'Oise	0 €	0 €	0 €	0 €	106 483 €	531 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	107 014 €
TOTAL METROPOLE	347 239 €	589 805 €	2 805 €	36 873 €	962 000 €	6 369 €	116 812 €	9 601 511 €	61 799 €	590 104 €	302 842 €	2 569 €	408 632 €	30 022 €	13 059 382 €
Guadeloupe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Martinique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Réunion	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL OUTRE-MER	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL GLOBAL	347 239 €	589 805 €	2 805 €	36 873 €	962 000 €	6 369 €	116 812 €	9 601 511 €	61 799 €	590 104 €	302 842 €	2 569 €	408 632 €	30 022 €	13 059 382 €

Annexe n° 1
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (accises sur les énergies - ex-TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHE 2013								TRANCHE 2013	TRANCHE 2014		TRANCHE 2014	TRANCHE 2015		TRANCHE 2015
	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2010			Services des parcs de l'équipement transférés en 2010		Services des parcs de l'équipement transférés en 2011				Services des parcs de l'équipement transférés en 2011			Services des parcs de l'équipement transférés en 2010	Services des parcs de l'équipement transférés en 2011	
	Personnels détachés d'office (dernière campagne d'option)	1% formation	Compensation des emplois disparus	Personnels ayant opté au 31/12/2011 (dernière campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/12/2011	Personnels ayant opté au 31/08/2012 (2ème campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2012	Postes devenus vacants en 2013		Personnels ayant opté au 31/12/2012 (dernière campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/12/2012		Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 1ère campagne de droit d'option	Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 1ère campagne de droit d'option	
Ain	0 €	0 €	0 €	181 016 €	1 078 €	0 €	0 €	0 €	182 094 €	0 €	0 €	0 €	*5 897 €*	0 €	5 897 €
Aisne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	332 573 €	2 156 €	0 €	334 729 €	30 146 €	275 €	30 421 €	0 €	1 966 €	1 966 €
Allier	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 293 €	2 293 €
Alpes-de-Haute-Provence	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	69 421 €	650 €	0 €	70 071 €	41 683 €	275 €	41 958 €	0 €	7 208 €	7 208 €
Hautes-Alpes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	58 244 €	269 €	31 438 €	89 951 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 259 €	4 259 €
Alpes-Maritimes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	7 208 €	7 208 €
Ardèche	0 €	0 €	0 €	35 943 €	269 €	0 €	0 €	0 €	36 212 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Ardennes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	220 622 €	1 375 €	221 997 €	0 €	8 518 €	8 518 €
Ariège	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	99 416 €	550 €	99 966 €	0 €	1 966 €	1 966 €
Aube	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	655 €	0 €	655 €
Aude	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	72 408 €	275 €	72 683 €	0 €	5 242 €	5 242 €
Aveyron	0 €	0 €	0 €	47 770 €	269 €	0 €	0 €	0 €	48 039 €	0 €	0 €	0 €	6 880 €	0 €	6 880 €
Bouches-du-Rhône	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	16 709 €	0 €	16 709 €
Calvados	0 €	0 €	0 €	199 018 €	1 347 €	0 €	0 €	0 €	200 365 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Cantal	0 €	0 €	27 400 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	27 400 €	0 €	0 €	0 €	7 208 €	0 €	7 208 €
Charente	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	227 395 €	1 347 €	0 €	228 742 €	0 €	0 €	0 €	0 €	5 897 €	5 897 €
Charente-Maritime	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	30 209 €	30 209 €	0 €	0 €	0 €	0 €	16 381 €	16 381 €
Cher	0 €	0 €	9 414 €	0 €	0 €	37 881 €	269 €	0 €	47 564 €	0 €	0 €	0 €	0 €	5 242 €	5 242 €
Corrèze	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	35 046 €	269 €	0 €	35 315 €	223 417 €	1 101 €	224 518 €	0 €	2 621 €	2 621 €
Corse-du-Sud	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	74 088 €	427 €	0 €	74 515 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 966 €	1 966 €
Haute-Corse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	30 618 €	30 618 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Côte-d'Or	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	32 710 €	269 €	0 €	32 979 €	0 €	0 €	0 €	0 €	13 105 €	13 105 €
Côtes-d'Armor	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	39 601 €	158 €	0 €	39 759 €	31 679 €	275 €	31 954 €	0 €	1 638 €	1 638 €
Creuse	0 €	0 €	30 490 €	0 €	0 €	0 €	0 €	30 618 €	61 108 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 931 €	3 931 €
Dordogne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	13 760 €	0 €	13 760 €
Doubs	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	8 191 €	0 €	8 191 €
Drôme	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	9 829 €	9 829 €
Eure	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	151 565 €	966 €	30 209 €	182 740 €	0 €	0 €	0 €	0 €	10 374 €	10 374 €
Eure-et-Loir	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	157 091 €	1 101 €	158 192 €	0 €	0 €	0 €
Finistère	0 €	0 €	0 €	72 669 €	539 €	0 €	0 €	0 €	73 208 €	0 €	0 €	0 €	5 897 €	0 €	5 897 €
Gard	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	132 640 €	539 €	27 063 €	160 242 €	50 582 €	275 €	50 857 €	0 €	12 122 €	12 122 €

Annexe n° 1
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (accises sur les énergies - ex-TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHE 2013									TRANCHE 2014			TRANCHE 2015		
	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2010			Services des parcs de l'équipement transférés en 2010		Services des parcs de l'équipement transférés en 2011			TRANCHE 2013	Services des parcs de l'équipement transférés en 2011		TRANCHE 2014	Services des parcs de l'équipement transférés en 2010	Services des parcs de l'équipement transférés en 2011	TRANCHE 2015
	Personnels détachés d'office (dernière campagne d'option)	1% formation	Compensation des emplois disparus	Personnels ayant opté au 31/12/2011 (dernière campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/12/2011	Personnels ayant opté au 31/08/2012 (2ème campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2012	Postes devenus vacants en 2013		Personnels ayant opté au 31/12/2012 (dernière campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/12/2012		Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 1ère campagne de droit d'option	Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 1ère campagne de droit d'option	
Haute-Garonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	77 436 €	158 €	0 €	77 594 €	0 €	0 €	0 €	0 €	30 141 €	30 141 €
Gers	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	30 209 €	30 209 €	50 249 €	275 €	50 524 €	0 €	12 122 €	12 122 €
Gironde	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	35 916 €	275 €	36 191 €	0 €	11 139 €	11 139 €
Hérault	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	9 829 €	0 €	9 829 €
Ille-et-Vilaine	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	73 121 €	539 €	30 618 €	104 278 €	200 016 €	1 101 €	201 117 €	0 €	17 691 €	17 691 €
Indre	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	36 664 €	269 €	30 209 €	67 142 €	34 182 €	275 €	34 457 €	0 €	11 467 €	11 467 €
Indre-et-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	103 656 €	275 €	103 931 €	0 €	2 949 €	2 949 €
Isère	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	12 122 €	12 122 €
Jura	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	197 738 €	1 375 €	199 113 €	0 €	4 587 €	4 587 €
Landes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	10 811 €	10 811 €
Loir-et-Cher	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	11 794 €	0 €	11 794 €
Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 259 €	0 €	4 259 €
Haute-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	9 501 €	0 €	9 501 €
Loire-Atlantique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	30 209 €	30 209 €	0 €	0 €	0 €	0 €	11 139 €	11 139 €
Loiret	0 €	0 €	3 251 €	121 605 €	539 €	0 €	0 €	0 €	125 395 €	0 €	0 €	0 €	1 310 €	0 €	1 310 €
Lot	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	983 €	983 €
Lot-et-Garonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	5 897 €	5 897 €
Lozère	0 €	0 €	0 €	48 648 €	269 €	0 €	0 €	0 €	48 917 €	0 €	0 €	0 €	1 966 €	0 €	1 966 €
Maine-et-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	6 552 €	6 552 €
Manche	115 503 €	508 €	95 303 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	211 314 €	0 €	0 €	0 €	0 €	8 518 €	8 518 €
Marne	0 €	0 €	9 101 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	9 101 €	0 €	0 €	0 €	5 242 €	0 €	5 242 €
Haute-Marne	0 €	0 €	0 €	96 048 €	539 €	0 €	0 €	0 €	96 587 €	0 €	0 €	0 €	655 €	0 €	655 €
Mayenne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 914 €	0 €	4 914 €
Meurthe-et-Moselle	0 €	0 €	10 916 €	0 €	0 €	40 118 €	381 €	30 209 €	81 624 €	78 375 €	550 €	78 925 €	0 €	1 966 €	1 966 €
Meuse	0 €	0 €	38 513 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	38 513 €	122 072 €	825 €	122 897 €	0 €	5 570 €	5 570 €
Morbihan	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	328 €	328 €
Moselle	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	43 038 €	275 €	43 313 €	0 €	5 897 €	5 897 €
Nièvre	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	6 880 €	6 880 €
Nord	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	36 051 €	269 €	30 209 €	66 529 €	52 203 €	275 €	52 478 €	0 €	6 225 €	6 225 €
Oise	0 €	0 €	16 844 €	0 €	0 €	38 036 €	269 €	30 209 €	85 358 €	46 622 €	275 €	46 897 €	0 €	9 829 €	9 829 €
Orne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 966 €	0 €	1 966 €
Pas-de-Calais	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	72 351 €	539 €	0 €	72 890 €	37 171 €	275 €	37 446 €	0 €	11 467 €	11 467 €
Puy-de-Dôme	45 239 €	209 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	45 448 €	0 €	0 €	0 €	0 €	22 933 €	22 933 €
Pyrénées-Atlantiques	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	58 132 €	269 €	0 €	58 401 €	0 €	0 €	0 €	0 €	14 415 €	14 415 €

Annexe n° 1
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (accises sur les énergies - ex-TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHE 2013								TRANCHE 2013	TRANCHE 2014		TRANCHE 2014	TRANCHE 2015		TRANCHE 2015
	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2010			Services des parcs de l'équipement transférés en 2010		Services des parcs de l'équipement transférés en 2011				Services des parcs de l'équipement transférés en 2011			Services des parcs de l'équipement transférés en 2010	Services des parcs de l'équipement transférés en 2011	
	Personnels détachés d'office (dernière campagne d'option)	1% formation	Compensation des emplois disparus	Personnels ayant opté au 31/12/2011 (dernière campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/12/2011	Personnels ayant opté au 31/08/2012 (2ème campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2012	Postes devenus vacants en 2013		Personnels ayant opté au 31/12/2012 (dernière campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/12/2012		Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 1ère campagne de droit d'option	Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 1ère campagne de droit d'option	
Hautes-Pyrénées	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	74 309 €	539 €	0 €	74 848 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 259 €	4 259 €
Pyrénées-Orientales	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	33 858 €	275 €	34 133 €	0 €	11 794 €	11 794 €
Bas-Rhin	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	328 €	0 €	328 €
Haut-Rhin	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	30 618 €	30 618 €	0 €	0 €	0 €	0 €	655 €	655 €
Rhône	0 €	0 €	0 €	32 127 €	381 €	0 €	0 €	0 €	32 508 €	0 €	0 €	0 €	15 071 €	0 €	15 071 €
Haute-Saône	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	28 256 €	269 €	0 €	28 525 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 966 €	1 966 €
Saône-et-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	328 €	0 €	328 €
Sarthe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 638 €	0 €	1 638 €
Savoie	0 €	0 €	0 €	80 561 €	539 €	0 €	0 €	0 €	81 100 €	0 €	0 €	0 €	14 743 €	0 €	14 743 €
Haute-Savoie	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	69 702 €	69 702 €	38 910 €	275 €	39 185 €	0 €	14 415 €	14 415 €
Paris	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Seine-Maritime	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	81 182 €	427 €	39 493 €	121 102 €	41 059 €	275 €	41 334 €	0 €	4 259 €	4 259 €
Seine-et-Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	5 897 €	5 897 €
Yvelines	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Deux-Sèvres	35 670 €	165 €	32 149 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	67 984 €	0 €	0 €	0 €	0 €	9 173 €	9 173 €
Somme	0 €	0 €	0 €	61 467 €	269 €	0 €	0 €	0 €	61 736 €	0 €	0 €	0 €	13 105 €	0 €	13 105 €
Tarn	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	30 618 €	30 618 €	0 €	0 €	0 €	0 €	9 173 €	9 173 €
Tarn-et-Garonne	0 €	0 €	0 €	40 431 €	269 €	0 €	0 €	0 €	40 700 €	0 €	0 €	0 €	4 259 €	0 €	4 259 €
Var	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 914 €	4 914 €
Vaucluse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 931 €	3 931 €
Vendée	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 621 €	0 €	2 621 €
Vienne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	655 €	655 €
Haute-Vienne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	68 574 €	275 €	68 849 €	0 €	5 897 €	5 897 €
Vosges	0 €	0 €	18 750 €	0 €	0 €	38 385 €	269 €	0 €	57 404 €	0 €	0 €	0 €	0 €	9 501 €	9 501 €
Yonne	0 €	0 €	4 730 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 730 €	0 €	0 €	0 €	10 484 €	0 €	10 484 €
Territoire-de-Belfort	0 €	0 €	0 €	97 150 €	539 €	0 €	0 €	0 €	97 689 €	0 €	0 €	0 €	2 949 €	0 €	2 949 €
Essonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Hauts-de-Seine	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	30 209 €	30 209 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Seine-Saint-Denis	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	179 628 €	808 €	0 €	180 436 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Val-de-Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	76 249 €	275 €	76 524 €	0 €	0 €	0 €
Val-d'Oise	0 €	0 €	0 €	51 350 €	269 €	0 €	0 €	0 €	51 619 €	0 €	0 €	0 €	1 638 €	0 €	1 638 €
TOTAL METROPOLE	196 412 €	882 €	296 861 €	1 165 803 €	7 115 €	2 024 831 €	12 326 €	592 667 €	4 296 897 €	2 186 927 €	12 933 €	2 199 860 €	183 795 €	439 884 €	623 678 €
Guadeloupe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	114 466 €	550 €	115 016 €	0 €	0 €	0 €
Martinique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Réunion	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL OUTRE-MER	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	114 466 €	550 €	115 016 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL GLOBAL	196 412 €	882 €	296 861 €	1 165 803 €	7 115 €	2 024 831 €	12 326 €	592 667 €	4 296 897 €	2 301 393 €	13 483 €	2 314 876 €	183 795 €	439 884 €	623 678 €

Annexe n° 1
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (accises sur les énergies - ex-TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHE 2016			TRANCHE 2017					Tranche 2018	TRANCHE 2019	Tranche 2020	Tranche 2021
	Services des parcs de l'équipement transférés en 2010	Services des parcs de l'équipement transférés en 2011		Services des parcs de l'équipement transférés en 2010		Services des parcs de l'équipement transférés en 2011						
	Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 2ème campagne de droit d'option	Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 2ème campagne de droit d'option	TRANCHE 2016	Compensation des dépenses d'action sociale des OPA des PARCS ayant opté pour l'intégration au 1er janvier 2017	Compensation des dépenses d'action sociale des OPA des PARCS à l'extinction des droits d'option	Compensation des dépenses d'action sociale des OPA des PARCS ayant opté pour l'intégration au 1er janvier 2017	Compensation des dépenses d'action socialedes OPA des PARCS à l'extinction des droits d'option	TRANCHE 2017	TRANCHE 2018	TRANCHE 2019	TRANCHE 2020	Transfert du réseau routier à la CEA - DAC provisionnel des charges de fonctionnement et d'investissement
Ain	7 581 €	0 €	**7 581 €**	4 302 €	993 €	0 €	0 €	**5 295 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Aisne	0 €	7 581 €	**7 581 €**	0 €	0 €	3 640 €	662 €	**4 302 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Allier	0 €	8 899 €	**8 899 €**	0 €	0 €	1 655 €	331 €	**1 985 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Alpes-de-Haute-Provence	0 €	989 €	**989 €**	0 €	0 €	1 655 €	662 €	**2 316 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Hautes-Alpes	0 €	0 €	**0 €**	0 €	0 €	993 €	5 956 €	**6 949 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Alpes-Maritimes	0 €	3 625 €	**3 625 €**	0 €	0 €	1 324 €	1 655 €	**2 978 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Ardèche	4 285 €	0 €	**4 285 €**	3 971 €	3 971 €	0 €	0 €	**7 942 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Ardennes	0 €	330 €	**330 €**	0 €	0 €	0 €	662 €	**662 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Ariège	0 €	2 307 €	**2 307 €**	0 €	0 €	3 640 €	662 €	**4 302 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Aube	330 €	0 €	**330 €**	2 647 €	3 971 €	0 €	0 €	**6 618 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Aude	0 €	4 614 €	**4 614 €**	0 €	0 €	993 €	993 €	**1 985 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Aveyron	989 €	0 €	**989 €**	331 €	331 €	0 €	0 €	**662 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Bouches-du-Rhône	330 €	0 €	**330 €**	331 €	331 €	0 €	0 €	**662 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Calvados	3 625 €	0 €	**3 625 €**	1 655 €	2 316 €	0 €	0 €	**3 971 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Cantal	8 240 €	0 €	**8 240 €**	662 €	0 €	0 €	0 €	**662 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Charente	0 €	1 648 €	**1 648 €**	0 €	0 €	0 €	662 €	**662 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Charente-Maritime	0 €	5 273 €	**5 273 €**	0 €	0 €	1 324 €	0 €	**1 324 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Cher	0 €	1 648 €	**1 648 €**	0 €	0 €	3 971 €	331 €	**4 302 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Corrèze	0 €	5 603 €	**5 603 €**	0 €	0 €	6 949 €	662 €	**7 611 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Corse-du-Sud	0 €	3 625 €	**3 625 €**	0 €	0 €	662 €	2 647 €	**3 309 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Haute-Corse	0 €	1 648 €	**1 648 €**	0 €	0 €	662 €	2 316 €	**2 978 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Côte-d'Or	0 €	1 318 €	**1 318 €**	0 €	0 €	1 324 €	662 €	**1 985 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Côtes-d'Armor	0 €	4 285 €	**4 285 €**	0 €	0 €	10 589 €	331 €	**10 920 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Creuse	0 €	3 296 €	**3 296 €**	0 €	0 €	1 324 €	662 €	**1 985 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Dordogne	659 €	0 €	**659 €**	0 €	331 €	0 €	0 €	**331 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Doubs	989 €	0 €	**989 €**	0 €	331 €	0 €	0 €	**331 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Drôme	0 €	989 €	**989 €**	0 €	0 €	331 €	331 €	**662 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Eure	0 €	1 318 €	**1 318 €**	0 €	0 €	2 647 €	331 €	**2 978 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Eure-et-Loir	0 €	4 944 €	**4 944 €**	0 €	0 €	2 978 €	3 309 €	**6 287 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Finistère	2 637 €	0 €	**2 637 €**	1 324 €	993 €	0 €	0 €	**2 316 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Gard	0 €	2 307 €	**2 307 €**	0 €	0 €	331 €	993 €	**1 324 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**

Annexe n° 1
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (accises sur les énergies - ex-TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHE 2016			TRANCHE 2017					Tranche 2018	TRANCHE 2019	Tranche 2020	Tranche 2021
	Services des parcs de l'équipement transférés en 2010	Services des parcs de l'équipement transférés en 2011		Services des parcs de l'équipement transférés en 2010		Services des parcs de l'équipement transférés en 2011						
	Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 2ème campagne de droit d'option	Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 2ème campagne de droit d'option	TRANCHE 2016	Compensation des dépenses d'action sociale des OPA des PARCS ayant opté pour l'intégration au 1er janvier 2017	Compensation des dépenses d'action sociale des OPA des PARCS à l'extinction des droits d'option	Compensation des dépenses d'action sociale des OPA des PARCS ayant opté pour l'intégration au 1er janvier 2017	Compensation des dépenses d'action socialedes OPA des PARCS à l'extinction des droits d'option	TRANCHE 2017	TRANCHE 2018	TRANCHE 2019	TRANCHE 2020	Transfert du réseau routier à la CEA - DAC provisionnel des charges de fonctionnement et d'investissement
Haute-Garonne	0 €	2 637 €	**2 637 €**	0 €	0 €	1 655 €	331 €	**1 985 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Gers	0 €	1 978 €	**1 978 €**	0 €	0 €	662 €	0 €	**662 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Gironde	0 €	5 273 €	**5 273 €**	0 €	0 €	1 985 €	0 €	**1 985 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Hérault	2 637 €	0 €	**2 637 €**	1 985 €	0 €	0 €	0 €	**1 985 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Ille-et-Vilaine	0 €	5 273 €	**5 273 €**	0 €	0 €	3 309 €	4 302 €	**7 611 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Indre	0 €	1 648 €	**1 648 €**	0 €	0 €	3 971 €	662 €	**4 633 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Indre-et-Loire	0 €	659 €	**659 €**	0 €	0 €	2 647 €	1 985 €	**4 633 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Isère	0 €	1 648 €	**1 648 €**	0 €	0 €	331 €	0 €	**331 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Jura	0 €	8 240 €	**8 240 €**	0 €	0 €	1 985 €	331 €	**2 316 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Landes	0 €	989 €	**989 €**	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Loir-et-Cher	3 625 €	0 €	**3 625 €**	993 €	1 324 €	0 €	0 €	**2 316 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Loire	6 592 €	0 €	**6 592 €**	2 978 €	1 324 €	0 €	0 €	**4 302 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Haute-Loire	330 €	0 €	**330 €**	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Loire-Atlantique	0 €	6 921 €	**6 921 €**	0 €	0 €	662 €	331 €	**993 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Loiret	330 €	1 648 €	**1 978 €**	1 985 €	331 €	0 €	0 €	**2 316 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Lot	0 €	2 637 €	**2 637 €**	0 €	0 €	331 €	1 655 €	**1 985 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Lot-et-Garonne	0 €	659 €	**659 €**	0 €	0 €	331 €	1 324 €	**1 655 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Lozère	330 €	0 €	**330 €**	662 €	662 €	0 €	0 €	**1 324 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Maine-et-Loire	0 €	2 966 €	**2 966 €**	0 €	0 €	662 €	331 €	**993 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Manche	0 €	659 €	**659 €**	0 €	0 €	3 640 €	993 €	**4 633 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Marne	4 285 €	0 €	**4 285 €**	3 971 €	6 287 €	0 €	0 €	**10 258 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Haute-Marne	1 978 €	0 €	**1 978 €**	6 618 €	2 647 €	0 €	0 €	**9 265 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Mayenne	2 307 €	0 €	**2 307 €**	0 €	993 €	0 €	0 €	**993 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Meurthe-et-Moselle	0 €	989 €	**989 €**	0 €	0 €	7 942 €	1 324 €	**9 265 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Meuse	0 €	1 648 €	**1 648 €**	0 €	0 €	331 €	2 316 €	**2 647 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Morbihan	0 €	2 637 €	**2 637 €**	0 €	0 €	3 971 €	662 €	**4 633 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Moselle	0 €	3 296 €	**3 296 €**	0 €	0 €	3 640 €	3 309 €	**6 949 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Nièvre	0 €	659 €	**659 €**	0 €	0 €	1 324 €	0 €	**1 324 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Nord	0 €	989 €	**989 €**	0 €	0 €	0 €	993 €	**993 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Oise	0 €	0 €	**0 €**	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Orne	0 €	0 €	**0 €**	6 618 €	0 €	0 €	0 €	**6 618 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Pas-de-Calais	0 €	5 273 €	**5 273 €**	0 €	0 €	662 €	1 655 €	**2 316 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Puy-de-Dôme	0 €	659 €	**659 €**	0 €	0 €	993 €	0 €	**993 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Pyrénées-Atlantiques	0 €	1 648 €	**1 648 €**	0 €	0 €	662 €	662 €	**1 324 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**

Annexe n° 1
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (accises sur les énergies - ex-TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHE 2016			TRANCHE 2017					Tranche 2018	TRANCHE 2019	Tranche 2020	Tranche 2021
	Services des parcs de l'équipement transférés en 2010	Services des parcs de l'équipement transférés en 2011		Services des parcs de l'équipement transférés en 2010		Services des parcs de l'équipement transférés en 2011						
	Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 2ème campagne de droit d'option	Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 2ème campagne de droit d'option	TRANCHE 2016	Compensation des dépenses d'action sociale des OPA des PARCS ayant opté pour l'intégration au 1er janvier 2017	Compensation des dépenses d'action sociale des OPA des PARCS à l'extinction des droits d'option	Compensation des dépenses d'action sociale des OPA des PARCS ayant opté pour l'intégration au 1er janvier 2017	Compensation des dépenses d'action socialedes OPA des PARCS à l'extinction des droits d'option	TRANCHE 2017	TRANCHE 2018	TRANCHE 2019	TRANCHE 2020	Transfert du réseau routier à la CEA - DAC provisionnel des charges de fonctionnement et d'investissement
Hautes-Pyrénées	0 €	1 978 €	**1 978 €**	0 €	0 €	5 956 €	2 978 €	**8 935 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Pyrénées-Orientales	0 €	659 €	**659 €**	0 €	0 €	993 €	993 €	**1 985 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Bas-Rhin	989 €	0 €	**989 €**	3 640 €	8 604 €	0 €	0 €	**12 244 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**15 826 419 €**
Haut-Rhin	0 €	2 637 €	**2 637 €**	0 €	0 €	1 655 €	5 625 €	**7 280 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	
Rhône	2 307 €	0 €	**2 307 €**	1 985 €	0 €	0 €	0 €	**1 985 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Haute-Saône	0 €	6 921 €	**6 921 €**	0 €	0 €	1 324 €	0 €	**1 324 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Saône-et-Loire	330 €	0 €	**330 €**	662 €	662 €	0 €	0 €	**1 324 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Sarthe	3 625 €	0 €	**3 625 €**	0 €	10 920 €	0 €	0 €	**10 920 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Savoie	3 625 €	0 €	**3 625 €**	1 324 €	0 €	0 €	0 €	**1 324 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Haute-Savoie	0 €	330 €	**330 €**	0 €	0 €	1 324 €	331 €	**1 655 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Paris	0 €	0 €	**0 €**	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Seine-Maritime	0 €	1 978 €	**1 978 €**	0 €	0 €	2 647 €	0 €	**2 647 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Seine-et-Marne	0 €	2 966 €	**2 966 €**	0 €	0 €	3 971 €	5 956 €	**9 927 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Yvelines	0 €	0 €	**0 €**	0 €	0 €	331 €	662 €	**993 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Deux-Sèvres	0 €	1 318 €	**1 318 €**	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Somme	1 648 €	0 €	**1 648 €**	0 €	331 €	0 €	0 €	**331 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Tarn	0 €	1 648 €	**1 648 €**	0 €	0 €	1 324 €	331 €	**1 655 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Tarn-et-Garonne	2 966 €	0 €	**2 966 €**	331 €	1 324 €	0 €	0 €	**1 655 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Var	0 €	989 €	**989 €**	0 €	0 €	2 978 €	0 €	**2 978 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Vaucluse	0 €	659 €	**659 €**	0 €	0 €	1 324 €	662 €	**1 985 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Vendée	8 240 €	0 €	**8 240 €**	4 964 €	5 625 €	0 €	0 €	**10 589 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Vienne	0 €	330 €	**330 €**	0 €	0 €	1 985 €	662 €	**2 647 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Haute-Vienne	0 €	2 966 €	**2 966 €**	0 €	0 €	2 316 €	331 €	**2 647 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Vosges	0 €	3 625 €	**3 625 €**	0 €	0 €	1 985 €	993 €	**2 978 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Yonne	6 592 €	0 €	**6 592 €**	331 €	662 €	0 €	0 €	**993 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Territoire-de-Belfort	1 318 €	0 €	**1 318 €**	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Essonne	0 €	0 €	**0 €**	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Hauts-de-Seine	0 €	0 €	**0 €**	0 €	0 €	331 €	0 €	**331 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Seine-Saint-Denis	0 €	659 €	**659 €**	0 €	0 €	662 €	0 €	**662 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Val-de-Marne	0 €	0 €	**0 €**	0 €	0 €	993 €	0 €	**993 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Val-d'Oise	1 648 €	0 €	**1 648 €**	0 €	3 640 €	0 €	0 €	**3 640 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
TOTAL METROPOLE	**85 364 €**	**157 544 €**	**242 908 €**	**54 269 €**	**58 902 €**	**120 782 €**	**67 506 €**	**301 459 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**15 826 419 €**
Guadeloupe	0 €	0 €	**0 €**	0 €	0 €	0 €	993 €	**993 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Martinique	0 €	0 €	**0 €**	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Guyane	0 €	0 €	**0 €**	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Réunion	0 €	0 €	**0 €**	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
TOTAL OUTRE-MER	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**993 €**	**993 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
TOTAL GLOBAL	**85 364 €**	**157 544 €**	**242 908 €**	**54 269 €**	**58 902 €**	**120 782 €**	**68 498 €**	**302 452 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**15 826 419 €**

Annexe n° 1
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (accises sur les énergies - ex-TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	Tranche 2022										
	Transfert du réseau routier à la CEA - DAC définitif des charges de fonctionnement et d'investissement - Ajustement	Transfert du réseau routier à la CEA - Transfert de service									Total tranche 2022
		Fractions d'emplois	Emplois vacants intermédiaires (entre le 01/01/2021 et le 31/12/2021)	Indemnités de service fait	Ouvriers des parcs et ateliers	Vacations	"Sac à dos"	Formation	Médecine de prévention	Action sociale collective	
Ain	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Aisne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Allier	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Alpes-de-Haute-Provence	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Hautes-Alpes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Alpes-Maritimes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Ardèche	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Ardennes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Ariège	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Aube	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Aude	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Aveyron	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Bouches-du-Rhône	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Calvados	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Cantal	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Charente	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Charente-Maritime	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Cher	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Corrèze	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Corse-du-Sud	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Haute-Corse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Côte-d'Or	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Côtes-d'Armor	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Creuse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Dordogne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Doubs	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Drôme	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Eure	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Eure-et-Loir	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Finistère	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Gard	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**

Annexe n° 1
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (accises sur les énergies - ex-TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	Tranche 2022										
	Transfert du réseau routier à la CEA - DAC définitif des charges de fonctionnement et d'investissement - Ajustement	Transfert du réseau routier à la CEA - Transfert de service									Total tranche 2022
		Fractions d'emplois	Emplois vacants intermédiaires (entre le 01/01/2021 et le 31/12/2021)	Indemnités de service fait	Ouvriers des parcs et ateliers	Vacations	"Sac à dos"	Formation	Médecine de prévention	Action sociale collective	
Haute-Garonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Gers	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Gironde	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Hérault	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Ille-et-Vilaine	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Indre	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Indre-et-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Isère	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Jura	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Landes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Loir-et-Cher	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Haute-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Loire-Atlantique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Loiret	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Lot	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Lot-et-Garonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Lozère	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Maine-et-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Manche	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Haute-Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Mayenne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Meurthe-et-Moselle	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Meuse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Morbihan	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Moselle	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Nièvre	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Nord	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Oise	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Orne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Pas-de-Calais	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Puy-de-Dôme	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Pyrénées-Atlantiques	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**

Annexe n° 1
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (accises sur les énergies - ex-TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	Tranche 2022										
	Transfert du réseau routier à la CEA - DAC définitif des charges de fonctionnement et d'investissement - Ajustement	Transfert du réseau routier à la CEA - Transfert de service									Total tranche 2022
		Fractions d'emplois	Emplois vacants intermédiaires (entre le 01/01/2021 et le 31/12/2021)	Indemnités de service fait	Ouvriers des parcs et ateliers	Vacations	"Sac à dos"	Formation	Médecine de prévention	Action sociale collective	
Hautes-Pyrénées	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Pyrénées-Orientales	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Bas-Rhin Haut-Rhin	-2 023 €	306 973 €	533 066 €	652 395 €	256 003 €	100 638 €	261 276 €	47 584 €	7 639 €	13 398 €	**2 176 949 €**
Rhône	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Haute-Saône	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Saône-et-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Sarthe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Savoie	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Haute-Savoie	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Paris	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Seine-Maritime	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Seine-et-Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Yvelines	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Deux-Sèvres	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Somme	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Tarn	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Tarn-et-Garonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Var	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Vaucluse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Vendée	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Vienne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Haute-Vienne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Vosges	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Yonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Territoire-de-Belfort	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Essonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Hauts-de-Seine	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Seine-Saint-Denis	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Val-de-Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Val-d'Oise	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
TOTAL METROPOLE	**-2 023 €**	**306 973 €**	**533 066 €**	**652 395 €**	**256 003 €**	**100 638 €**	**261 276 €**	**47 584 €**	**7 639 €**	**13 398 €**	**2 176 949 €**
Guadeloupe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Martinique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Réunion	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
TOTAL OUTRE-MER	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
TOTAL GLOBAL	**-2 023 €**	**306 973 €**	**533 066 €**	**652 395 €**	**256 003 €**	**100 638 €**	**261 276 €**	**47 584 €**	**7 639 €**	**13 398 €**	**2 176 949 €**

Annexe n° 1
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (accises sur les énergies - ex-TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	Tranche 2023				
	Transfert routes CEA				Total tranche 2023
	Emplois vacants intermédiaires (entre le 01/01/2021 et le 31/12/2021) Correctif	Emplois devenus vacants (entre le 01/01/2022 et le 31/08/2022)	Personnels ayant opté au 31/08/2022	Jours inscrits au CET	
Ain	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Aisne	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Allier	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Alpes-de-Haute-Provence	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Hautes-Alpes	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Alpes-Maritimes	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Ardèche	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Ardennes	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Ariège	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Aube	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Aude	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Aveyron	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Bouches-du-Rhône	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Calvados	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Cantal	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Charente	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Charente-Maritime	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Cher	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Corrèze	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Corse-du-Sud	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Haute-Corse	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Côte-d'Or	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Côtes-d'Armor	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Creuse	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Dordogne	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Doubs	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Drôme	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Eure	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Eure-et-Loir	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Finistère	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Gard	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**

Annexe n° 1
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (accises sur les énergies - ex-TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	Tranche 2023				
	Transfert routes CEA				Total tranche 2023
	Emplois vacants intermédiaires (entre le 01/01/2021 et le 31/12/2021) Correctif	Emplois devenus vacants (entre le 01/01/2022 et le 31/08/2022)	Personnels ayant opté au 31/08/2022	Jours inscrits au CET	
Haute-Garonne	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Gers	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Gironde	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Hérault	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Ille-et-Vilaine	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Indre	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Indre-et-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Isère	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Jura	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Landes	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Loir-et-Cher	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Haute-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Loire-Atlantique	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Loiret	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Lot	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Lot-et-Garonne	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Lozère	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Maine-et-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Manche	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Haute-Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Mayenne	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Meurthe-et-Moselle	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Meuse	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Morbihan	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Moselle	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Nièvre	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Nord	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Oise	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Orne	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Pas-de-Calais	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Puy-de-Dôme	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Pyrénées-Atlantiques	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**

Annexe n° 1
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (accises sur les énergies - ex-TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	Tranche 2023				
	Transfert routes CEA				Total tranche 2023
	Emplois vacants intermédiaires (entre le 01/01/2021 et le 31/12/2021) Correctif	Emplois devenus vacants (entre le 01/01/2022 et le 31/08/2022)	Personnels ayant opté au 31/08/2022	Jours inscrits au CET	
Hautes-Pyrénées	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Pyrénées-Orientales	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Bas-Rhin	32 147 €	449 578 €	2 656 447 €	235 605 €	**3 373 777 €**
Haut-Rhin					
Rhône	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Haute-Saône	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Saône-et-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Sarthe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Savoie	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Haute-Savoie	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Paris	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Seine-Maritime	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Seine-et-Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Yvelines	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Deux-Sèvres	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Somme	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Tarn	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Tarn-et-Garonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Var	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Vaucluse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Vendée	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Vienne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Haute-Vienne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Vosges	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Yonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Territoire-de-Belfort	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Essonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Hauts-de-Seine	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Seine-Saint-Denis	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Val-de-Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Val-d'Oise	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL METROPOLE	**32 147 €**	**449 578 €**	**2 656 447 €**	**235 605 €**	**3 373 777 €**
Guadeloupe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Martinique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Réunion	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL OUTRE-MER	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL GLOBAL	**32 147 €**	**449 578 €**	**2 656 447 €**	**235 605 €**	**3 373 777 €**

Annexe n° 1
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (accises sur les énergies - ex-TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHE 2024											
	Transfert FEADER						Transfert routes CEA				DAC provisionnel routes 3DS (investissement + fonctionnement)	Total tranche 2024
	Fractions d'emploi	Emplois devenus vacants intermédiaires entre le 01/01/2023 et le 31/08/2023	Agents non titulaires	Compensation financière des dépenses de fonctionnement associées aux services (sac à dos)	Vacations	Total	Emplois vacants intermédiaires entre le 01/01/2021 et le 31/12/2021	Emplois devenus vacants entre le 01/09/2022 et le 31/08/2023	Personnels ayant opté au 31/08/2023	Total		
Ain	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Aisne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Allier	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Alpes-de-Haute-Provence	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Hautes-Alpes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Alpes-Maritimes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Ardèche	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Ardennes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Ariège	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Aube	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Aude	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Aveyron	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**2 316 686 €**	**2 316 686 €**
Bouches-du-Rhône	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Calvados	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Cantal	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Charente	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Charente-Maritime	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Cher	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Corrèze	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Corse-du-Sud	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Haute-Corse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Côte-d'Or	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**2 107 039 €**	**2 107 039 €**
Côtes-d'Armor	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Creuse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Dordogne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Doubs	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Drôme	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Eure	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Eure-et-Loir	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Finistère	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Gard	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**

Annexe n° 1
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (accises sur les énergies - ex-TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHE 2024											
	Transfert FEADER						Transfert routes CEA				DAC provisionnel routes 3DS (investissement + fonctionnement)	Total tranche 2024
	Fractions d'emploi	Emplois devenus vacants intermédiaires entre le 01/01/2023 et le 31/08/2023	Agents non titulaires	Compensation financière des dépenses de fonctionnement associées aux services (sac à dos)	Vacations	Total	Emplois vacants intermédiaires entre le 01/01/2021 et le 31/12/2021	Emplois devenus vacants entre le 01/09/2022 et le 31/08/2023	Personnels ayant opté au 31/08/2023	Total		
Haute-Garonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**1 327 792 €**	**1 327 792 €**
Gers	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**9 117 013 €**	**9 117 013 €**
Gironde	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Hérault	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Ille-et-Vilaine	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Indre	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Indre-et-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Isère	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**1 492 531 €**	**1 492 531 €**
Jura	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Landes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Loir-et-Cher	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Haute-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Loire-Atlantique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Loiret	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Lot	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**555 016 €**	**555 016 €**
Lot-et-Garonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Lozère	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Maine-et-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**416 406 €**	**416 406 €**
Manche	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Haute-Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**3 633 443 €**	**3 633 443 €**
Mayenne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**3 267 144 €**	**3 267 144 €**
Meurthe-et-Moselle	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Meuse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Morbihan	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Moselle	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**4 025 340 €**	**4 025 340 €**
Nièvre	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Nord	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Oise	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Orne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Pas-de-Calais	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Puy-de-Dôme	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Pyrénées-Atlantiques	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**

Annexe n° 1
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (accises sur les énergies - ex-TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHE 2024											
	Transfert FEADER						Transfert routes CEA				DAC provisionnel routes 3DS (investissement + fonctionnement)	Total tranche 2024
	Fractions d'emploi	Emplois devenus vacants intermédiaires entre le 01/01/2023 et le 31/08/2023	Agents non titulaires	Compensation financière des dépenses de fonctionnement associées aux services (sac à dos)	Vacations	Total	Emplois vacants intermédiaires entre le 01/01/2021 et le 31/12/2021	Emplois devenus vacants entre le 01/09/2022 et le 31/08/2023	Personnels ayant opté au 31/08/2023	Total		
Hautes-Pyrénées	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Pyrénées-Orientales	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**4 890 133 €**	**4 890 133 €**
Bas-Rhin	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	16 988 €	207 237 €	351 308 €	**575 533 €**	**0 €**	**575 533 €**
Haut-Rhin												
Rhône	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**1 084 615 €**	**1 084 615 €**
Haute-Saône	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Saône-et-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Sarthe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Savoie	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Haute-Savoie	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Paris	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Seine-Maritime	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Seine-et-Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**4 946 900 €**	**4 946 900 €**
Yvelines	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Deux-Sèvres	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Somme	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Tarn	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Tarn-et-Garonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Var	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Vaucluse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**1 865 781 €**	**1 865 781 €**
Vendée	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Vienne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Haute-Vienne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Vosges	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Yonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Territoire-de-Belfort	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Essonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Hauts-de-Seine	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Seine-Saint-Denis	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Val-de-Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Val-d'Oise	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
TOTAL METROPOLE	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**16 988 €**	**207 237 €**	**351 308 €**	**575 533 €**	**41 045 839 €**	**41 621 372 €**
Guadeloupe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Martinique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Réunion	**426 691 €**	**0 €**	**0 €**	**34 920 €**	**52 800 €**	**514 411 €**	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**514 411 €**
TOTAL OUTRE-MER	**426 691 €**	**0 €**	**0 €**	**34 920 €**	**52 800 €**	**514 411 €**	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**514 411 €**
TOTAL GLOBAL	**426 691 €**	**0 €**	**0 €**	**34 920 €**	**52 800 €**	**514 411 €**	**16 988 €**	**207 237 €**	**351 308 €**	**575 533 €**	**41 045 839 €**	**42 135 783 €**

Annexe n° 1
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (accises sur les énergies - ex-TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	Transfert routes CEA						Transfert des routes 3DS - DAC définitif des charges de fonctionnement et d'investissement - Ajustement
	Emplois devenus vacants entre le 01/09/2023 et 15/10/2023	Personnels ayant opté entre le 01/09/2023 et le 15/10/2023	Personnels détachés d'office après le 15/10/2023	Compensation des emplois disparus	Jours inscrits au CET *correction LFI 2023*	Total	
Ain	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Aisne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Allier	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Alpes-de-Haute-Provence	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Hautes-Alpes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Alpes-Maritimes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Ardèche	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Ardennes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Ariège	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Aube	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Aude	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Aveyron	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**93 632 €**
Bouches-du-Rhône	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Calvados	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Cantal	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Charente	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Charente-Maritime	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Cher	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Corrèze	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Corse-du-Sud	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Haute-Corse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Côte-d'Or	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**-37 680 €**
Côtes-d'Armor	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Creuse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Dordogne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Doubs	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Drôme	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Eure	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Eure-et-Loir	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Finistère	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Gard	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**

Annexe n° 1
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (accises sur les énergies - ex-TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	Transfert routes CEA						Transfert des routes 3DS - DAC définitif des charges de fonctionnement et d'investissement - Ajustement
	Emplois devenus vacants entre le 01/09/2023 et 15/10/2023	Personnels ayant opté entre le 01/09/2023 et le 15/10/2023	Personnels détachés d'office après le 15/10/2023	Compensation des emplois disparus	Jours inscrits au CET *correction LFI 2023*	Total	
Haute-Garonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**36 387 €**
Gers	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**290 650 €**
Gironde	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Hérault	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Ille-et-Vilaine	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Indre	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Indre-et-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Isère	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**46 864 €**
Jura	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Landes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Loir-et-Cher	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Haute-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Loire-Atlantique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Loiret	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Lot	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**14 200 €**
Lot-et-Garonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Lozère	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Maine-et-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**12 120 €**
Manche	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Haute-Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**118 659 €**
Mayenne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**23 995 €**
Meurthe-et-Moselle	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Meuse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Morbihan	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Moselle	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**239 785 €**
Nièvre	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Nord	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Oise	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Orne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Pas-de-Calais	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Puy-de-Dôme	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Pyrénées-Atlantiques	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**

Annexe n° 1
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (accises sur les énergies - ex-TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	Transfert routes CEA						Transfert des routes 3DS - DAC définitif des charges de fonctionnement et d'investissement - Ajustement
	Emplois devenus vacants entre le 01/09/2023 et 15/10/2023	Personnels ayant opté entre le 01/09/2023 et le 15/10/2023	Personnels détachés d'office après le 15/10/2023	Compensation des emplois disparus	Jours inscrits au CET *correction LFI 2023*	Total	
Hautes-Pyrénées	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Pyrénées-Orientales	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**200 567 €**
Bas-Rhin	89 844 €	279 290 €	1 113 372 €	63 422 €	-235 605 €	**1 310 323 €**	**0 €**
Haut-Rhin							
Rhône	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**99 321 €**
Haute-Saône	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Saône-et-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Sarthe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Savoie	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Haute-Savoie	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Paris	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Seine-Maritime	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Seine-et-Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**-134 117 €**
Yvelines	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Deux-Sèvres	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Somme	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Tarn	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Tarn-et-Garonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Var	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Vaucluse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**4 656 €**
Vendée	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Vienne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Haute-Vienne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Vosges	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Yonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Territoire-de-Belfort	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Essonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Hauts-de-Seine	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Seine-Saint-Denis	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Val-de-Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Val-d'Oise	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
TOTAL METROPOLE	**89 844 €**	**279 290 €**	**1 113 372 €**	**63 422 €**	**-235 605 €**	**1 310 323 €**	**1 009 039 €**
Guadeloupe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Martinique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Réunion	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
TOTAL OUTRE-MER	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
TOTAL GLOBAL	**89 844 €**	**279 290 €**	**1 113 372 €**	**63 422 €**	**-235 605 €**	**1 310 323 €**	**1 009 039 €**

Annexe n° 1
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (accises sur les énergies - ex-TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHE 2025									
	Transfert des routes 3DS - Transfert de services									Total tranche 2025
	Fractions d'emplois	Emplois devenus vacants intermédiaires entre le 01/01/2024 et le 31/08/2024	Personnels ayant opté pour l'intégration à la FPT entre le 15/06/2024 et le 31/08/2024	Personnels ayant opté pour une mise en détachement entre le 15/06/2024 et le 31/08/2024	Indemnités de service fait	Vacations	"Sac à dos"	Protection sociale complémentaire	Total	
Ain	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Aisne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Allier	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Alpes-de-Haute-Provence	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Hautes-Alpes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Alpes-Maritimes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Ardèche	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Ardennes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Ariège	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Aube	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Aude	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Aveyron	473 825 €	34 185 €	0 €	0 €	81 428 €	35 197 €	142 998 €	3 538 €	**771 171 €**	**864 803 €**
Bouches-du-Rhône	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Calvados	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Cantal	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Charente	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Charente-Maritime	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Cher	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Corrèze	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Corse-du-Sud	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Haute-Corse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Côte-d'Or	236 316 €	108 630 €	74 055 €	0 €	171 447 €	10 688 €	104 413 €	2 930 €	**708 479 €**	**670 799 €**
Côtes-d'Armor	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Creuse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Dordogne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Doubs	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Drôme	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Eure	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Eure-et-Loir	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Finistère	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Gard	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**

Annexe n° 1
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (accises sur les énergies - ex-TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHE 2025									
	Transfert des routes 3DS - Transfert de services									Total tranche 2025
	Fractions d'emplois	Emplois devenus vacants intermédiaires entre le 01/01/2024 et le 31/08/2024	Personnels ayant opté pour l'intégration à la FPT entre le 15/06/2024 et le 31/08/2024	Personnels ayant opté pour une mise en détachement entre le 15/06/2024 et le 31/08/2024	Indemnités de service fait	Vacations	"Sac à dos"	Protection sociale complémentaire	Total	
Haute-Garonne	267 246 €	0 €	42 366 €	0 €	51 155 €	9 311 €	90 362 €	2 112 €	**462 552 €**	**498 939 €**
Gers	931 999 €	34 185 €	699 655 €	56 320 €	358 012 €	33 964 €	627 765 €	10 718 €	**2 752 618 €**	**3 043 268 €**
Gironde	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Hérault	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Ille-et-Vilaine	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Indre	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Indre-et-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Isère	449 235 €	0 €	80 340 €	0 €	122 350 €	56 292 €	109 761 €	3 564 €	**821 542 €**	**868 406 €**
Jura	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Landes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Loir-et-Cher	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Haute-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Loire-Atlantique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Loiret	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Lot	147 491 €	0 €	0 €	0 €	46 112 €	3 330 €	41 265 €	1 082 €	**239 280 €**	**253 480 €**
Lot-et-Garonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Lozère	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Maine-et-Loire	100 179 €	0 €	0 €	0 €	20 931 €	0 €	31 352 €	713 €	**153 175 €**	**165 295 €**
Manche	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Haute-Marne	604 456 €	74 445 €	0 €	36 716 €	174 943 €	51 351 €	209 939 €	4 937 €	**1 156 787 €**	**1 275 446 €**
Mayenne	679 767 €	0 €	0 €	0 €	162 684 €	0 €	202 744 €	4 805 €	**1 050 000 €**	**1 073 995 €**
Meurthe-et-Moselle	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Meuse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Morbihan	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Moselle	842 229 €	40 260 €	0 €	0 €	160 553 €	73 773 €	182 035 €	5 993 €	**1 304 843 €**	**1 544 628 €**
Nièvre	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Nord	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Oise	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Orne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Pas-de-Calais	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Puy-de-Dôme	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Pyrénées-Atlantiques	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**

Annexe n° 1
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (accises sur les énergies - ex-TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHE 2025									
	Transfert des routes 3DS - Transfert de services									Total tranche 2025
	Fractions d'emplois	Emplois devenus vacants intermédiaires entre le 01/01/2024 et le 31/08/2024	Personnels ayant opté pour l'intégration à la FPT entre le 15/06/2024 et le 31/08/2024	Personnels ayant opté pour une mise en détachement entre le 15/06/2024 et le 31/08/2024	Indemnités de service fait	Vacations	"Sac à dos"	Protection sociale complémentaire	Total	
Hautes-Pyrénées	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Pyrénées-Orientales	817 801 €	102 555 €	778 707 €	47 085 €	159 259 €	44 465 €	265 029 €	11 378 €	**2 226 279 €**	**2 426 846 €**
Bas-Rhin	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**1 310 323 €**
Haut-Rhin										
Rhône	359 382 €	0 €	38 208 €	0 €	82 112 €	4 502 €	74 945 €	2 825 €	**561 974 €**	**661 295 €**
Haute-Saône	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Saône-et-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Sarthe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Savoie	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Haute-Savoie	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Paris	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Seine-Maritime	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Seine-et-Marne	678 545 €	136 740 €	0 €	0 €	143 090 €	0 €	298 245 €	5 623 €	**1 262 243 €**	**1 128 126 €**
Yvelines	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Deux-Sèvres	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Somme	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Tarn	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Tarn-et-Garonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Var	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Vaucluse	396 626 €	0 €	153 716 €	38 514 €	148 896 €	0 €	119 828 €	3 934 €	**861 514 €**	**866 170 €**
Vendée	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Vienne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Haute-Vienne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Vosges	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Yonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Territoire-de-Belfort	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Essonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Hauts-de-Seine	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Seine-Saint-Denis	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Val-de-Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Val-d'Oise	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
TOTAL METROPOLE	**6 985 097 €**	**531 000 €**	**1 867 047 €**	**178 635 €**	**1 882 972 €**	**322 873 €**	**2 500 681 €**	**64 152 €**	**14 332 457 €**	**16 651 819 €**
Guadeloupe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Martinique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
Réunion	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**
TOTAL OUTRE-MER	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL GLOBAL	**6 985 097 €**	**531 000 €**	**1 867 047 €**	**178 635 €**	**1 882 972 €**	**322 873 €**	**2 500 681 €**	**64 152 €**	**14 332 457 €**	**16 651 819 €**

Annexe n° 1
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (accises sur les énergies - ex-TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHE 2026							TOTAL tranches 2005 à 2026
	Transfert des routes 3DS - Transfert de services						Total tranche 2026	
	Emplois vacants intermédiaires entre le 01/01/2024 et le 31/10/2024	Emplois devenus vacants entre le 01/11/2024 et le 31/08/2025	Personnels ayant fait usage de leur droit d'option pour la FPT entre 01/09/2024 et le 31/08/2025 pour l'intégrer au 01/01/2026	Personnels ayant opté entre 01/09/2024 et le 31/08/2025 pour une mise en détachement au 01/01/2026	Protection sociale complémentaire	Total		
Ain	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**30 122 066 €**
Aisne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**27 208 148 €**
Allier	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**21 603 803 €**
Alpes-de-Haute-Provence	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**15 633 503 €**
Hautes-Alpes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**11 704 734 €**
Alpes-Maritimes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**44 914 942 €**
Ardèche	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**21 174 567 €**
Ardennes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**18 502 800 €**
Ariège	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**11 153 799 €**
Aube	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**20 390 554 €**
Aude	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**20 769 767 €**
Aveyron	35 011 €	35 011 €	0 €	0 €	1 320 €	**71 342 €**	**71 342 €**	**24 936 490 €**
Bouches-du-Rhône	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**64 840 927 €**
Calvados	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**31 560 055 €**
Cantal	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**16 301 721 €**
Charente	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**17 568 537 €**
Charente-Maritime	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**28 716 507 €**
Cher	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**18 101 933 €**
Corrèze	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**21 031 683 €**
Corse-du-Sud	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**6 199 753 €**
Haute-Corse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**5 854 010 €**
Côte-d'Or	35 011 €	35 011 €	0 €	0 €	2 640 €	**72 662 €**	**72 662 €**	**34 496 177 €**
Côtes-d'Armor	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**25 773 738 €**
Creuse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**12 077 954 €**
Dordogne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**21 749 179 €**
Doubs	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**24 248 443 €**
Drôme	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**23 299 947 €**
Eure	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**27 336 429 €**
Eure-et-Loir	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**23 669 073 €**
Finistère	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**29 317 748 €**
Gard	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**30 090 011 €**

Annexe n° 1
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (accises sur les énergies - ex-TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHE 2026							TOTAL tranches 2005 à 2026
	Transfert des routes 3DS - Transfert de services						Total tranche 2026	
	Emplois vacants intermédiaires entre le 01/01/2024 et le 31/10/2024	Emplois devenus vacants entre le 01/11/2024 et le 31/08/2025	Personnels ayant fait usage de leur droit d'option pour la FPT entre 01/09/2024 et le 31/08/2025 pour l'intégrer au 01/01/2026	Personnels ayant opté entre 01/09/2024 et le 31/08/2025 pour une mise en détachement au 01/01/2026	Protection sociale complémentaire	Total		
Haute-Garonne	0 €	0 €	0 €	48 290 €	264 €	**48 554 €**	**48 554 €**	**48 151 532 €**
Gers	41 101 €	111 123 €	278 585 €	157 376 €	4 752 €	**592 937 €**	**592 937 €**	**25 828 575 €**
Gironde	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**50 264 392 €**
Hérault	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**36 235 079 €**
Ille-et-Vilaine	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**33 362 051 €**
Indre	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**16 734 248 €**
Indre-et-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**27 220 949 €**
Isère	0 €	70 022 €	0 €	0 €	1 584 €	**71 606 €**	**71 606 €**	**53 473 143 €**
Jura	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**19 806 450 €**
Landes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**20 802 773 €**
Loir-et-Cher	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**17 021 197 €**
Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**31 015 378 €**
Haute-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**16 923 789 €**
Loire-Atlantique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**42 890 956 €**
Loiret	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**30 583 277 €**
Lot	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**18 035 376 €**
Lot-et-Garonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**14 739 744 €**
Lozère	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**11 629 862 €**
Maine-et-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**33 458 428 €**
Manche	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**27 071 169 €**
Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**26 004 294 €**
Haute-Marne	35 011 €	140 044 €	0 €	0 €	2 904 €	**177 959 €**	**177 959 €**	**21 811 726 €**
Mayenne	0 €	0 €	0 €	0 €	528 €	**528 €**	**528 €**	**19 637 664 €**
Meurthe-et-Moselle	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**29 406 159 €**
Meuse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**15 259 068 €**
Morbihan	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**25 910 045 €**
Moselle	35 011 €	140 044 €	0 €	40 860 €	3 696 €	**219 611 €**	**219 611 €**	**49 522 372 €**
Nièvre	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**17 517 593 €**
Nord	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**86 635 782 €**
Oise	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**31 256 890 €**
Orne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**19 572 505 €**
Pas-de-Calais	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**61 425 834 €**
Puy-de-Dôme	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**39 920 816 €**
Pyrénées-Atlantiques	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**27 222 421 €**

Annexe n° 1
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (accises sur les énergies - ex-TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHE 2026							TOTAL tranches 2005 à 2026
	Transfert des routes 3DS - Transfert de services						Total tranche 2026	
	Emplois vacants intermédiaires entre le 01/01/2024 et le 31/10/2024	Emplois devenus vacants entre le 01/11/2024 et le 31/08/2025	Personnels ayant fait usage de leur droit d'option pour la FPT entre 01/09/2024 et le 31/08/2025 pour l'intégrer au 01/01/2026	Personnels ayant opté entre 01/09/2024 et le 31/08/2025 pour une mise en détachement au 01/01/2026	Protection sociale complémentaire	Total		
Hautes-Pyrénées	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**16 304 336 €**
Pyrénées-Orientales	0 €	41 101 €	263 305 €	0 €	3 960 €	**308 366 €**	**308 366 €**	**27 055 080 €**
Bas-Rhin	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**87 025 403 €**
Haut-Rhin	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	
Rhône	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**57 766 829 €**
Haute-Saône	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**12 863 931 €**
Saône-et-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**29 059 949 €**
Sarthe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**29 346 590 €**
Savoie	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**32 198 845 €**
Haute-Savoie	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**35 988 551 €**
Paris	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**67 542 311 €**
Seine-Maritime	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**47 963 507 €**
Seine-et-Marne	105 033 €	70 022 €	0 €	0 €	3 168 €	**178 223 €**	**178 223 €**	**59 503 478 €**
Yvelines	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**48 897 132 €**
Deux-Sèvres	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**18 247 613 €**
Somme	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**30 182 422 €**
Tarn	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**18 858 890 €**
Tarn-et-Garonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**12 332 897 €**
Var	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**37 703 201 €**
Vaucluse	0 €	70 022 €	0 €	56 428 €	792 €	**127 242 €**	**127 242 €**	**23 647 883 €**
Vendée	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**26 308 913 €**
Vienne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**18 900 930 €**
Haute-Vienne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**17 260 863 €**
Vosges	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**21 042 897 €**
Yonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**21 469 677 €**
Territoire-de-Belfort	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**6 224 346 €**
Essonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**42 693 260 €**
Hauts-de-Seine	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**55 898 566 €**
Seine-Saint-Denis	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**53 976 846 €**
Val-de-Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**42 720 811 €**
Val-d'Oise	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**44 474 828 €**
TOTAL METROPOLE	**286 178 €**	**712 400 €**	**541 890 €**	**302 954 €**	**25 608 €**	**1 869 030 €**	**1 869 030 €**	**2 820 161 320 €**
Guadeloupe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**19 561 261 €**
Martinique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**14 543 297 €**
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**9 361 691 €**
Réunion	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	**41 174 644 €**
TOTAL OUTRE-MER	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**84 640 893 €**
TOTAL GLOBAL	**286 178 €**	**712 400 €**	**541 890 €**	**302 954 €**	**25 608 €**	**1 869 030 €**	**1 869 030 €**	**2 904 802 213 €**

Annexe n° 1

Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (Accises sur les énergies - ex-TICPE et TSCA)

Tableau 3 - Mayotte (art 39 LFI 2012)

		TRANCHE 2018					TRANCHE 2019		TRANCHE 2020		
	Total 2012-2017	Protection maternelle et infantile	Formation professionnelle Loi du 5 mars 2014	DAC provisionnel revalorisation des bourses au niveau universitaires (décret 28/12/2016)	Droit à compensation des charges nouvelles résultant de l'arrêté du 18/05/2017 - diplôme d'Etat LMD infirmier - revalorisant les indemnités de stages	Total tranche 2018	Recentralisation RSA	Total tranche 2019	Dispositif NACRE Loi NOTRe	Formation professionnelle Loi du 5 mars 2014	Total tranche 2020
Département de Mayotte	**26 141 935 €**	14 530 672 €	917 431 €	27 396 €	13 900 €	**15 489 399 €**	-15 315 670 €	**-15 315 670 €**	29 035 €	25 212 €	**54 247 €**

Annexe n° 1

Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (Accises sur les énergies - ex-TICPE et TSCA)

Tableau 3 - Mayotte (art 39 LFI 2012)

TRANCHE 2021	TRANCHE 2022			TRANCHE 2023	TRANCHE 2024		TRANCHE 2025	TRANCHE 2026		Total 2012-2026
Total tranche 2021	DAC des charges nouvelles résultant de l'arrêté du 18/05/2017 - diplôme d'Etat LMD infirmier - revalorisant les indemnités de stages Ajustement définitif	DAC provisionnel des charges nouvelles résultant de l'arrêté du 16/12/2020 revalorisant les indemnités de stage de certaines formations de santé	Total tranche 2022	Total tranche 2023	Ajustement du DAC définitif des charges nouvelles résultant de l'arrêté du 16/12/2020 relatif aux indemnités de stage de certaines professions de santé	Total tranche 2024	Total tranche 2025	Ajustement du DAC résultant du décret n° 2016-1901 adossant les taux de bourses des formations sanitaires sur celles délivrées par l'enseignement supérieur	Total tranche 2026	
0 €	1 505 €	14 180 €	**15 685 €**	**0 €**	-2 020 €	**-2 020 €**	**0 €**	**172 824 €**	**172 824 €**	**26 556 399 €**

Annexe n° 1
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (accises sur les énergies - ex-TICPE et TSCA)

Tableau 4 - Au titre du RMI et du RSA

Départements			RMI	RSA	TOTAL
001	01	AIN	16 186 604 €	3 279 410 €	**19 466 014 €**
002	02	AISNE	29 944 045 €	10 868 942 €	**40 812 987 €**
003	03	ALLIER	22 430 417 €	4 961 542 €	**27 391 959 €**
004	04	ALPES DE HAUTE PROVENCE	9 264 387 €	1 810 083 €	**11 074 470 €**
005	05	HAUTES ALPES	4 482 022 €	896 326 €	**5 378 348 €**
006	06	ALPES MARITIMES	75 680 032 €	11 639 328 €	**87 319 360 €**
007	07	ARDECHE	16 552 847 €	2 848 237 €	**19 401 084 €**
008	08	ARDENNES	25 530 554 €	5 412 656 €	**30 943 210 €**
010	10	AUBE	20 059 098 €	5 410 440 €	**25 469 538 €**
011	11	AUDE	42 402 489 €	7 517 827 €	**49 920 316 €**
012	12	AVEYRON	8 909 593 €	1 443 089 €	**10 352 682 €**
013	13	BOUCHES DU RHONE	314 297 172 €	41 288 168 €	**355 585 340 €**
014	14	CALVADOS	40 871 813 €	7 459 402 €	**48 331 215 €**
015	15	CANTAL	6 326 127 €	640 325 €	**6 966 452 €**
016	16	CHARENTE	27 150 627 €	5 636 614 €	**32 787 241 €**
017	17	CHARENTE MARITIME	46 359 099 €	7 605 496 €	**53 964 595 €**
018	18	CHER	25 178 565 €	4 348 244 €	**29 526 809 €**
019	19	CORREZE	8 948 489 €	1 771 735 €	**10 720 224 €**
021	21	COTE D'OR	23 101 792 €	4 090 762 €	**27 192 554 €**
022	22	COTES D'ARMOR	23 821 738 €	4 559 069 €	**28 380 807 €**
023	23	CREUSE	6 833 923 €	897 268 €	**7 731 191 €**
024	24	DORDOGNE	28 810 283 €	4 314 291 €	**33 124 574 €**
025	25	DOUBS	25 148 025 €	5 517 724 €	**30 665 749 €**
026	26	DROME	31 816 621 €	5 281 521 €	**37 098 142 €**
027	27	EURE	28 142 049 €	7 745 714 €	**35 887 763 €**
028	28	EURE ET LOIR	18 560 307 €	4 310 801 €	**22 871 108 €**
029	29	FINISTERE	44 628 764 €	5 119 457 €	**49 748 221 €**
20A	20A	COLLECTIVITE DE CORSE	29 991 601 €	3 080 143 €	**33 071 744 €**
030	30	GARD	86 598 731 €	13 045 786 €	**99 644 517 €**
031	31	HAUTE GARONNE	110 402 958 €	12 486 505 €	**122 889 463 €**
032	32	GERS	7 937 845 €	1 456 619 €	**9 394 464 €**
033	33	GIRONDE	103 266 816 €	14 506 802 €	**117 773 618 €**
034	34	HERAULT	128 688 913 €	16 419 212 €	**145 108 125 €**
035	35	ILLE ET VILAINE	33 703 018 €	6 633 716 €	**40 336 734 €**
036	36	INDRE	10 236 811 €	2 500 765 €	**12 737 576 €**
037	37	INDRE ET LOIRE	34 485 440 €	5 766 358 €	**40 251 798 €**
038	38	ISERE	51 310 500 €	9 720 152 €	**61 030 652 €**
039	39	JURA	7 790 096 €	1 933 767 €	**9 723 863 €**
040	40	LANDES	20 745 095 €	3 409 004 €	**24 154 099 €**
041	41	LOIR ET CHER	16 821 078 €	3 264 927 €	**20 086 005 €**
042	42	LOIRE	38 495 836 €	5 981 780 €	**44 477 616 €**
043	43	HAUTE LOIRE	6 139 601 €	1 391 839 €	**7 531 440 €**
044	44	LOIRE ATLANTIQUE	70 032 404 €	11 136 104 €	**81 168 508 €**
045	45	LOIRET	29 831 234 €	6 356 910 €	**36 188 144 €**
046	46	LOT	9 458 804 €	1 316 719 €	**10 775 523 €**
047	47	LOT ET GARONNE	23 307 064 €	4 117 951 €	**27 425 015 €**
048	48	LOZERE	2 841 122 €	310 973 €	**3 152 095 €**
049	49	MAINE ET LOIRE	38 699 647 €	7 609 148 €	**46 308 795 €**
050	50	MANCHE	19 254 256 €	3 680 680 €	**22 934 936 €**
051	51	MARNE	31 736 247 €	7 618 334 €	**39 354 581 €**
052	52	HAUTE MARNE	9 641 735 €	2 396 179 €	**12 037 914 €**
053	53	MAYENNE	8 103 935 €	2 198 585 €	**10 302 520 €**

Annexe n° 1

Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (accises sur les énergies - ex-TICPE et TSCA)

Tableau 4 - Au titre du RMI et du RSA

Départements			RMI	RSA	TOTAL
054	54	MEURTHE ET MOSELLE	52 856 992 €	8 883 439 €	**61 740 431 €**
055	55	MEUSE	11 491 644 €	2 861 056 €	**14 352 700 €**
056	56	MORBIHAN	30 554 004 €	5 104 249 €	**35 658 253 €**
057	57	MOSELLE	48 784 958 €	12 184 913 €	**60 969 871 €**
058	58	NIEVRE	14 126 222 €	2 909 200 €	**17 035 422 €**
059	59	NORD	267 905 477 €	65 705 704 €	**333 611 181 €**
060	60	OISE	39 291 968 €	11 332 349 €	**50 624 317 €**
061	61	ORNE	17 186 078 €	3 416 648 €	**20 602 726 €**
062	62	PAS DE CALAIS	143 371 049 €	40 178 202 €	**183 549 251 €**
063	63	PUY DE DOME	37 714 539 €	5 427 447 €	**43 141 986 €**
064	64	PYRENEES ATLANTIQUES	41 603 012 €	5 048 142 €	**46 651 154 €**
065	65	HAUTES PYRENEES	14 825 346 €	2 301 682 €	**17 127 028 €**
67A	67A	COLLECTIVITE EUROPEENNE D'ALSACE	85 191 544 €	20 791 637 €	**105 983 181 €**
069	69	RHONE	13 096 341 €	1 677 419 €	**14 773 760 €**
691	691	METROPOLE DE LYON	92 772 198 €	11 882 545 €	**104 654 743 €**
070	70	HAUTE SAONE	9 452 302 €	2 628 134 €	**12 080 436 €**
071	71	SAONE ET LOIRE	21 918 496 €	4 585 608 €	**26 504 104 €**
072	72	SARTHE	28 871 344 €	7 145 400 €	**36 016 744 €**
073	73	SAVOIE	14 045 826 €	2 219 973 €	**16 265 799 €**
074	74	HAUTE SAVOIE	22 767 295 €	3 252 976 €	**26 020 271 €**
075	75	PARIS	234 345 639 €	12 244 370 €	**246 590 009 €**
076	76	SEINE MARITIME	102 852 182 €	21 284 647 €	**124 136 829 €**
077	77	SEINE ET MARNE	46 697 060 €	16 402 042 €	**63 099 102 €**
078	78	YVELINES	44 747 755 €	7 914 137 €	**52 661 892 €**
079	79	DEUX SEVRES	14 485 718 €	3 698 888 €	**18 184 606 €**
080	80	SOMME	41 587 201 €	10 455 345 €	**52 042 546 €**
081	81	TARN	25 000 637 €	4 127 690 €	**29 128 327 €**
082	82	TARN ET GARONNE	17 180 812 €	3 270 299 €	**20 451 111 €**
083	83	VAR	91 471 316 €	10 503 512 €	**101 974 828 €**
084	84	VAUCLUSE	49 192 077 €	9 100 811 €	**58 292 888 €**
085	85	VENDEE	16 959 937 €	4 171 953 €	**21 131 890 €**
086	86	VIENNE	28 063 443 €	6 586 202 €	**34 649 645 €**
087	87	HAUTE VIENNE	20 357 902 €	4 614 349 €	**24 972 251 €**
088	88	VOSGES	18 197 078 €	5 224 824 €	**23 421 902 €**
089	89	YONNE	16 742 310 €	4 635 300 €	**21 377 610 €**
090	90	TERRITOIRE DE BELFORT	8 186 970 €	1 952 740 €	**10 139 710 €**
091	91	ESSONNE	60 921 662 €	12 020 204 €	**72 941 866 €**
092	92	HAUTS DE SEINE	89 654 852 €	9 826 161 €	**99 481 013 €**
094	94	VAL DE MARNE	98 416 182 €	15 082 896 €	**113 499 078 €**
095	95	VAL D'OISE	67 847 478 €	15 111 853 €	**82 959 331 €**
101	971	GUADELOUPE	147 954 250 €	29 392 881 €	**177 347 131 €**
103	972	MARTINIQUE	140 009 331 €	25 033 335 €	**165 042 666 €**
105	975	SAINT-PIERRE ET MIQUELON	109 569 €	9 307 €	**118 876 €**
TOTAUX			**4 289 766 265 €**	**767 213 896 €**	**5 056 980 161 €**

Montant des droits à compensation au titre du RMI et du RSA des départements exerçant au 1er janvier 2026 la compétence en matière de gestion et de financement du RSA.

Annexe n° 2

Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne 2026 attribués sous forme de dotation générale de décentralisation (DGD)

Tableau n° 1 - Les régions métropolitaines

Sous-action	0119-05-01 DGD des régions de droit commun	TOTAL
Motif	-	
Référence	-	
Auvergne - Rhône-Alpes	0 €	**0 €**
Bourgogne - Franche-Comté	0 €	**0 €**
Bretagne	0 €	**0 €**
Centre - Val-de-Loire	0 €	**0 €**
Corse	0 €	**0 €**
Grand-Est	0 €	**0 €**
Hauts-de-France	0 €	**0 €**
Ile-de-France	0 €	**0 €**
Normandie	0 €	**0 €**
Nouvelle Aquitaine	0 €	**0 €**
Occitanie	0 €	**0 €**
Pays de la Loire	0 €	**0 €**
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0 €	**0 €**
TOTAL	**0 €**	**0 €**

Annexe n° 2

Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne attribués sous forme de dotation générale de décentralisation (DGD)

Tableau 2 - Les régions d'outre-mer

REGIONS	Total tranche 2005	Total tranche 2006	Total Tranche 2007	Total Tranche 2008	Total Tranche 2009	Total Tranche 2010	TRANCHE 2011									Total Tranche 2011
							Réforme LMD infirmier (2ème tranche)	Personnels des services des RNIL transférés en 2009			Services des parcs de l'Equipement transférés en 2011					
								Personnels titulaires ayant opté au 31/08/2010 (2ème campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2010	Postes devenus vacants en 2011	Charges de vacations	Agents non titulaires	Vacants intermédiaires	Postes vacants 2011	Dépenses de fonctionnement	
Guadeloupe	**2 642 328 €**	**1 598 460 €**	**9 243 706 €**	**4 458 893 €**	**10 377 732 €**	**4 495 498 €**	13 123 €	0 €	0 €	0 €	1 501 €	0 €	12 951 €	0 €	4 408 €	**31 983 €**
Martinique	**3 522 946 €**	**1 946 279 €**	**5 896 209 €**	**9 772 163 €**	**4 594 060 €**	**6 709 809 €**	9 999 €	0 €	0 €	0 €	2 676 €	48 298 €	64 925 €	58 599 €	0 €	**184 497 €**
Guyane	**1 112 038 €**	**1 192 864 €**	**847 736 €**	**2 021 727 €**	**955 363 €**	**112 536 €**	7 330 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**7 330 €**
Réunion	**6 407 451 €**	**2 787 017 €**	**-205 220 €**	**2 449 404 €**	**39 199 311 €**	**3 512 526 €**	23 880 €	1 147 797 €	2 411 €	468 424 €	2 848 €	0 €	56 656 €	66 468 €	8 770 €	**1 777 254 €**
St Pierre et Miquelon	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**

TOTAL	**13 684 762 €**	**7 524 620 €**	**15 782 432 €**	**18 702 188 €**	**55 126 466 €**	**14 830 368 €**	**54 332 €**	**1 147 797 €**	**2 411 €**	**468 424 €**	**7 025 €**	**48 298 €**	**134 532 €**	**125 067 €**	**13 178 €**	**2 001 064 €**

Annexe n° 2

Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne attribués sous forme de dotation générale de décentralisation (DGD)

Tableau 2 - Les régions d'outre-mer

REGIONS	TRANCHE 2012								Total Tranche 2012	TRANCHE 2013							Total Tranche 2013
	Réforme LMD infirmier (3ème tranche)	Réforme de l'AFGSU (2ème tranche)	Personnels des services des RNIL transférés en 2009				Services des parcs de l'Equipement transférés en 2011			Services des parcs de l'Equipement transférés en 2011			Réforme LMD infirmier (4ème tranche)	Réforme LMD infirmier (ajustement de la compensation car prise en compte des demandeurs d'emploi - toutes tranches)	Réforme de l'AFGSU (3ème tranche)	Réforme LMD infirmier anesthésiste (1ère tranche)	
			Emplois disparus	Personnels ayant opté au 19/12/2010 (3ème et dernière campagne d'option)	Dépenses d'action sociales des personnels ayant opté au 19/12/2010	Postes devenus vacants en 2012	Personnels ayant opté au 31/08/2011 (1ère campagne d'option)	Dépenses d'action sociales des personnels ayant opté au 31/08/2011		Personnels ayant opté au 31/08/2012 (2ème campagne d'option)	Dépenses d'action sociales des personnels ayant opté au 31/08/2012	Postes vacants 2013					
Guadeloupe	5 824 €	-7 129 €	0 €	0 €	0 €	0 €	93 492 €	530 €	**92 717 €**	0 €	*-223 €*	0 €	-4 750 €	*4 996 €*	0 €	9 346 €	**9 369 €**
Martinique	4 539 €	-4 908 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**-369 €**	0 €	0 €	30 618 €	-4 730 €	*4 141 €*	0 €	0 €	**30 029 €**
Guyane	3 447 €	-2 922 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**525 €**	0 €	0 €	0 €	-4 776 €	*2 898 €*	0 €	0 €	**-1 878 €**
Réunion	10 648 €	-12 738 €	25 778 €	8 682 060 €	17 109 €	30 618 €	80 213 €	266 €	**8 833 954 €**	0 €	0 €	0 €	-9 198 €	*13 063 €*	0 €	9 346 €	**13 211 €**
St Pierre et Miquelon	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	0 €	0 €	0 €	0 €	*0 €*	0 €	0 €	**0 €**
TOTAL	**24 458 €**	**-27 696 €**	**25 778 €**	**8 682 060 €**	**17 109 €**	**30 618 €**	**173 705 €**	**796 €**	**8 926 828 €**	**0 €**	**-223 €**	**30 618 €**	**-23 454 €**	***25 097 €***	**0 €**	**18 692 €**	**50 731 €**

Annexe n° 2

Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne attribués sous forme de dotation générale de décentralisation (DGD)

Tableau 2 - Les régions d'outre-mer

REGIONS	TRANCHE 2014					TRANCHE 2015				TRANCHE 2016			TRANCHE 2017			
	Services des parcs de l'Equipement transférés en 2011		Réforme AFGSU sages-femmes	Réforme LMD infirmier anesthésiste (2ème tranche)	Total Tranche 2014	Services des parcs de l'Equipement transférés en 2011	Transfer t de compétences de la loi "Form pro" du 5 mars 2014	Réforme LMD infirmier anesthésiste (3ème tranche)	Total Tranche 2015	Services des parcs de l'Equipement transférés en 2011	Réforme LMD masseur-kiné (1ère tranche)	Total Tranche 2016	Réforme LMD masseur-kiné (2ème tranche)	Services des parcs de l'Equipement transférés en 2011		Total Tranche 2017
	Personnels ayant opté au 31/12/2012 (dernière campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 31/12/2012				Dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 1ère campagne de droit d'option (à/c du 1er janvier 2015)	Dépenses de fonctionnement			Dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 2ème campagne de droit d'option (à/c du 1er janvier 2016)				Dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 3ème campagne de droit d'option (à/c du 1er janvier 2017)	Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA à l'extinction des droits d'option	
Guadeloupe	228 300 €	*1 214 €*	0 €	7 657 €	**237 171 €**	0 €	*1 815 513 €*	-4 789 €	**1 810 724 €**	659 €		**659 €**	0 €	4 633 €	1 655 €	**6 287 €**
Martinique	257 944 €	1 101 €	4 837 €	0 €	**263 882 €**	0 €	*1 305 393 €*	0 €	**1 305 393 €**	*989 €*	10 103 €	**11 092 €**	14 205 €	6 618 €	2 316 €	**23 140 €**
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	0 €	2 938 355 €	0 €	**2 938 355 €**	*0 €*		**0 €**	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Réunion	308 731 €	1 375 €	5 885 €	7 657 €	**323 648 €**	*3 276 €*	*2 861 776 €*	-4 789 €	**2 860 263 €**	*989 €*	*10 103 €*	**11 092 €**	14 205 €	0 €	8 604 €	**22 809 €**
St Pierre et Miquelon	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	0 €	*53 967 €*	0 €	**53 967 €**	*0 €*		**0 €**	0 €	0 €	0 €	**0 €**
TOTAL	**794 976 €**	**3 689 €**	**10 722 €**	**15 314 €**	**824 701 €**	***3 276 €***	**8 975 003 €**	**-9 578 €**	**8 968 701 €**	*2 637 €*	*20 206 €*	**22 843 €**	**28 410 €**	**11 251 €**	**12 575 €**	**52 236 €**

Annexe n° 2

Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne attribués sous forme de dotation générale de décentralisation (DGD)

Tableau 2 - Les régions d'outre-mer

REGIONS	TRANCHE 2018						Total Tranche 2018	TRANCHE 2019	Total Tranche 2019	Total Tranche 2020	Total Tranche 2021	Tranche 2022			Total tranche 2022	Total Tranche 2023
	Réforme LMD masseur-kiné (3ème tranche)	DAC des charges nouvelles résultant de l'arrêté du 18/05/2017 - diplôme d'Etat LMD infirmier - revalorisant les indemnités de stages	DAC provision nel revalorisation des bourses au niveau universitiares (décret 28/12/2016)	DAC transfert de service loi form pro 5 mars 2014	Services des parcs de l'Equipement transférés en 2011			Réforme LMD masseur-kiné (4ème tranche)				DAC des charges nouvelles résultant de l'arrêté du 18/05/2017 - diplôme d'Etat LMD infirmier - revalorisant les indemnités de stages Ajustement définitif	DAC provisionnel des charges nouvelles résultant de l'arrêté du 16/12/2020 revalorisant les indemnités de stage de certaines formations de santé	DAC provisionnel des charges nouvelles résultant du décret n°2016-74 du 29/01/2016 instituant le DEAES		
					Ajustement compensation des dépenses d'action sociale T2 des OPA des PARCS à l'extinction des droits d'option	Ajustement compensation des dépenses d'action sociale HT2 des OPA des PARCS à l'extinction des droits d'option										
Guadeloupe	0 €	57 229 €	54 124 €	45 422 €	0 €	0 €	**156 775 €**	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**-18 161 €**	**54 120 €**	**14 096 €**	**50 055 €**	**0 €**
Martinique	15 858 €	41 730 €	85 530 €	47 424 €	-214 €	-117 €	**190 211 €**	32 159 €	**32 159 €**	**0 €**	**0 €**	**-7 292 €**	**60 382 €**	**30 878 €**	**83 968 €**	**0 €**
Guyane	0 €	26 329 €	4 009 €	35 174 €	0 €	0 €	**65 512 €**		**0 €**	**0 €**	**0 €**	**29 631 €**	**26 750 €**	**0 €**	**56 381 €**	**0 €**
Réunion	15 858 €	98 011 €	260 598 €	47 355 €	0 €	0 €	**421 822 €**	32 159 €	**32 159 €**	**0 €**	**0 €**	**-9 361 €**	**124 904 €**	**22 151 €**	**137 694 €**	**0 €**
St Pierre et Miquelon	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
TOTAL	**31 716 €**	**223 299 €**	**404 261 €**	**175 375 €**	**-214 €**	**-117 €**	**834 320 €**	**64 318 €**	**64 318 €**	**0 €**	**0 €**	**-5 183 €**	**266 156 €**	**67 125 €**	**328 098 €**	**0 €**

Annexe n° 2

Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne attribués sous forme de dotation générale de décentralisation (DGD)

Tableau 2 - Les régions d'outre-mer

REGIONS	Tranche 2024 (formations sanitaires et sociales)						Total tranche 2024	Total tranche 2025	Tranche 2026	Total Tranche 2026	Total TRANCHES 2005-2026
	Arrêté du 16 décembre 2020 relatif aux indemnités de stage versées aux étudiants inscrits dans les instituts de formation de certaines professions de santé	Arrêté du 13 avril 2023 fixant les taux des bourses d'enseignement supérieur du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche pour l'année universitaire 2023-2024 et application du décret n° 2016-1901 du 28 décembre 2016	Arrêté du 2 septembre 2015 relatif au diplôme d'Etat de masseur-kinésithérapeute	Arrêté du 27 mars 2023 relatif aux droits d'inscription dans les instituts de formation en masso-kinésithérapie	Décret n° 2016-74 du 29 janvier 2016 relatif au diplôme d'Etat d'accompagnant éducatif et social et modifiant le code de l'action sociale et des familles	Décret n° 2021-1133 du 30 août 2021 relatif au diplôme d'Etat d'accompagnant éducatif et social			Ajustement des compensations provisionnelles (LFI 2018 et 2024) résultant du décret n° 2016-1901 du 28 décembre 2016 procédant à l'alignement des taux et barèmes de bourses des formations sanitaires sur celles de l'enseignement supérieur pour la période 2017-2026		
Guadeloupe	-3 780 €	49 950 €	0 €	0 €	7 831 €	47 673 €	101 674 €	0 €	246 995 €	246 995 €	35 561 026 €
Martinique	5 116 €	0 €	1 887 €	41 106 €	-7 607 €	35 832 €	76 334 €	0 €	139 071 €	139 071 €	34 780 872 €
Guyane	5 780 €	36 260 €	0 €	0 €	0 €	312 €	42 352 €	0 €	27 763 €	27 763 €	9 378 603 €
Réunion	1 756 €	179 080 €	13 018 €	41 548 €	-224 €	33 963 €	269 141 €	0 €	320 498 €	320 498 €	69 174 034 €
St Pierre et Miquelon	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	53 967 €
TOTAL	8 872 €	265 290 €	14 905 €	82 654 €	0 €	117 780 €	489 501 €	0 €	734 327 €	734 327 €	148 948 502 €

Annexe n° 2

Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne 2026 attribués sous forme de dotation globale de compensation (DGC)

Tableau n° 3 - Les collectivités ultramarines relevant des articles 73 et 74 de la Constitution

Sous-action	0122-04-02 DGC de Nouvelle-Calédonie	0122-04-04 DGC de Polynésie française	0122-04-06 DGD de Saint-Martin			TOTAL
Motif	Articles 55 et 55-1 de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle -Calédonie	Article 59 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française	Article L.O. 6371-5 du code général des collectivités territoriales Indexation annuelle de la DGC	Article L.O. 6371-5 du code général des collectivités territoriales Ajustement de la compensation pérenne de la RSFP 2021	Article L.O. 6371-5 du code général des collectivités territoriales Compensation pérenne de la RSFP 2022	
Référence	Projet annuel de performance 2025	Gestion	Gestion	Amdt Sénat n° II-1952	Amdt Sénat n° II-1952	
Nouvelle-Calédonie *	762 741 €	0 €	0 €	0 €	0 €	762 741 €
Polynésie française	0 €	14 479 €	0 €	0 €	0 €	14 479 €
Saint-Martin	0 €	0 €	1 956 €	14 247 €	208 468 €	224 671 €
TOTAL	**762 741 €**	**14 479 €**	**1 956 €**	**14 247 €**	**208 468 €**	**1 001 891 €**

**** Montant estimé 2026*** ***** Montant qui sera déterminé une fois la DGF notifiée.***

Annexe n° 2

Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne 2026 attribués sous forme de dotation générale de décentralisation (DGD)

Tableau n° 4 - Les départements

Sous-action	119-04-01 DGD Départements de droit commun	TOTAL
Motif	-	
Référence	-	
Ain	0 €	0 €
Aisne	0 €	0 €
Allier	0 €	0 €
Alpes-de-Hte-Provence	0 €	0 €
Hautes-Alpes	0 €	0 €
Alpes-Maritimes	0 €	0 €
Ardèche	0 €	0 €
Ardennes	0 €	0 €
Ariège	0 €	0 €
Aube	0 €	0 €
Aude	0 €	0 €
Aveyron	0 €	0 €
Bouches-du-Rhône	0 €	0 €
Calvados	0 €	0 €
Cantal	0 €	0 €
Charente	0 €	0 €
Charente-Maritime	0 €	0 €
Cher	0 €	0 €
Corrèze	0 €	0 €
Corse-du-Sud	0 €	0 €
Haute-Corse	0 €	0 €
Côte-d'Or	0 €	0 €
Côtes-d'Armor	0 €	0 €
Creuse	0 €	0 €
Dordogne	0 €	0 €
Doubs	0 €	0 €
Drôme	0 €	0 €
Eure	0 €	0 €
Eure-et-Loir	0 €	0 €
Finistère	0 €	0 €
Gard	0 €	0 €
Haute-Garonne	0 €	0 €
Gers	0 €	0 €
Gironde	0 €	0 €
Hérault	0 €	0 €

Sous-action	119-04-01 DGD Départements de droit commun	TOTAL
Motif	-	
Référence	-	
Ille-et-Vilaine	0 €	0 €
Indre	0 €	0 €
Indre-et-Loire	0 €	0 €
Isère	0 €	0 €
Jura	0 €	0 €
Landes	0 €	0 €
Loir-et-Cher	0 €	0 €
Loire	0 €	0 €
Haute-Loire	0 €	0 €
Loire-Atlantique	0 €	0 €
Loiret	0 €	0 €
Lot	0 €	0 €
Lot-et-Garonne	0 €	0 €
Lozère	0 €	0 €
Maine-et-Loire	0 €	0 €
Manche	0 €	0 €
Marne	0 €	0 €
Haute-Marne	0 €	0 €
Mayenne	0 €	0 €
Meurthe-et-Moselle	0 €	0 €
Meuse	0 €	0 €
Morbihan	0 €	0 €
Moselle	0 €	0 €
Nièvre	0 €	0 €
Nord	0 €	0 €
Oise	0 €	0 €
Orne	0 €	0 €
Pas-de-Calais	0 €	0 €
Puy-de-Dôme	0 €	0 €
Pyrénées-Atlantiques	0 €	0 €
Hautes-Pyrénées	0 €	0 €
Pyrénées-Orientales	0 €	0 €
Bas-Rhin	0 €	0 €
Haut-Rhin	0 €	0 €
Rhône	0 €	0 €

Sous-action	119-04-01 DGD Départements de droit commun	TOTAL
Motif	-	
Référence	-	
Haute-Saône	0 €	0 €
Saône-et-Loire	0 €	0 €
Sarthe	0 €	0 €
Savoie	0 €	0 €
Haute-Savoie	0 €	0 €
Paris	0 €	0 €
Seine-Maritime	0 €	0 €
Seine-et-Marne	0 €	0 €
Yvelines	0 €	0 €
Deux-Sèvres	0 €	0 €
Somme	0 €	0 €
Tarn	0 €	0 €
Tan-et-Garonne	0 €	0 €
Var	0 €	0 €
Vaucluse	0 €	0 €
Vendée	0 €	0 €
Vienne	0 €	0 €
Haute-Vienne	0 €	0 €
Vosges	0 €	0 €
Yonne	0 €	0 €
Territoire-de-Belfort	0 €	0 €
Essonne	0 €	0 €
Hauts-de-Seine	0 €	0 €
Seine-Saint-Denis	0 €	0 €
Val-de-Marne	0 €	0 €
Val-d'Oise	0 €	0 €
TOTAL METROPOLE	**0 €**	**0 €**
Guadeloupe	0 €	0 €
Martinique	0 €	0 €
Guyane	0 €	0 €
Réunion	0 €	0 €
TOTAL OUTRE-MER	**0 €**	**0 €**
TOTAL	**0 €**	**0 €**

Annexe n° 2

Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne 2026 attribués sous forme de dotation générale de décentralisation (DGD)

Tableau n° 5 - Les communes, leurs groupements et autres

Sous-action	0119-02-11 Concours Instruction obligatoire à 3 ans	0119-02-02 Concours voirie	TOTAL
Motif	Transfert en base des crédits du programme 230 "Vie de l'élève" vers le programme 119	Transfert du réseau routier 3DS - Compensation du transfert de services	
Référence	Programme annuel de performance 2026	Amdt Sénat n° II-1952	
Métropole de Lyon	0 €	0 €	**0 €**
Dijon Métropole	0 €	109 257 €	**109 257 €**
Communes et groupements concernés	48 423 581,74 €	0 €	**48 423 582 €**
TOTAL	**48 423 581,74 €**	**109 257 €**	**48 532 839 €**

Annexe n° 3

Tableau récapitulatif des montants de compensation non pérenne attribués sous forme de fiscalité transférée en 2026 (Accises sur les énergies - ex-TIPCE)

Tableau n° 1 - Les régions*

REGIONS	FEADER - Transfert de services				Formation professionnelle	Formations sanitaires et sociales				TOTAL - Compensation non pérenne 2026 versée par voie d'accises sur les énergies
	Valorisation au prorata temporis du temps de vacance des emplois devenus vacants intermédiaires entre le 01/09/2024 et le 31/12/2024	Valorisation au prorata temporis du temps de vacance des emplois devenus devenus vacants entre le 01/01/2025 et le 31/08/2025	Rattrapage de compensation au titre d'agents ayant fait usage de leur droit d'option entre le 01/09/2023 et le 31/08/2024 pour une entrée en vigueur au 01/01/25	Total	Ajustement non pérenne de la RSFP 2021 - Calcul du DAC définitif résultant des décrets n°2021-521 et n°2021-522 du 29/04/2021 portant revalorisation de la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle	Ajustement et compensation définitive de l'aide prévue par le décret n° 2021-138 du 10 février 2021 portant majoration exceptionnelle du montant de l'aide accordée sous forme de bourse d'études par le conseil régional aux élèves et étudiants des formations sanitaires et sociales, dite aide Covid	Ajustement et compensation définitive de l'aide prévue par le décret n° 2021-1623 du 11 décembre 2021 relatif à l'aide exceptionnelle prévue à l'article 13 de la loi n° 2021-1549 du 1er décembre 2021 de finances rectificative pour 2021, dite indemnité inflation	Compensation non pérenne du DAC résultant du décret n° 2016-1901 adossant les taux de bourses des formations sanitaires sur celles délivrées par l'enseignement supérieur	Total	
AUVERGNE-RHONE ALPES	0 €	86 141 €	0 €	86 141 €	-2 325 664 €	16 650 €	56 200 €	15 056 057 €	15 128 907 €	12 889 384 €
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE	55 009 €	88 014 €	0 €	143 023 €	-246 452 €	-5 100 €	-50 500 €	6 656 800 €	6 601 200 €	6 497 771 €
BRETAGNE	55 009 €	58 676 €	0 €	113 685 €	-99 948 €	-16 800 €	-88 200 €	2 628 717 €	2 523 717 €	2 537 454 €
CENTRE VAL DE LOIRE	0 €	0 €	96 621 €	96 621 €	-1 086 596 €	-22 050 €	-35 800 €	9 976 622 €	9 918 772 €	8 928 797 €
CORSE	0 €	0 €	0 €	0 €	-297 756 €	2 700 €	4 000 €	1 430 657 €	1 437 357 €	1 139 601 €
GRAND-EST	0 €	40 340 €	0 €	40 340 €	-363 552 €	-8 250 €	-4 500 €	7 430 654 €	7 417 904 €	7 094 692 €
HAUTS-DE-FRANCE	0 €	0 €	49 894 €	49 894 €	6 611 760 €	-269 550 €	-688 100 €	24 165 278 €	23 207 628 €	29 869 282 €
ILE-DE-FRANCE	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	436 500 €	159 600 €	26 176 807 €	26 772 907 €	26 772 907 €
NORMANDIE	49 468 €	0 €	0 €	49 468 €	-4 897 468 €	28 800 €	-85 400 €	4 212 699 €	4 156 099 €	-691 901 €
NOUVELLE AQUITAINE	0 €	58 676 €	0 €	58 676 €	1 998 280 €	-16 500 €	303 200 €	10 718 884 €	11 005 584 €	13 062 540 €
OCCITANIE	113 685 €	156 703 €	0 €	270 388 €	-3 895 224 €	-18 150 €	-4 800 €	13 367 171 €	13 344 221 €	9 719 385 €
PAYS DE LA LOIRE	84 347 €	203 288 €	42 539 €	330 174 €	-4 174 424 €	2 250 €	-92 100 €	985 077 €	895 227 €	-2 949 023 €
PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	0 €	0 €	0 €	0 €	-2 486 764 €	-44 400 €	178 800 €	44 744 662 €	44 879 062 €	42 392 298 €
TOTAL métropole	*357 518 €*	*691 838 €*	*189 054 €*	*1 238 410 €*	*-11 263 808 €*	*86 100 €*	*-347 600 €*	*167 550 085 €*	*167 288 585 €*	*157 263 187 €*
GUADELOUPE	0 €	0 €	0 €	0 €	64 944 €	10 200 €	-212 100 €	0 €	-201 900 €	-136 956 €
MARTINIQUE	0 €	0 €	0 €	0 €	-12 664 520 €	-12 300 €	-17 300 €	0 €	-29 600 €	-12 694 120 €
GUYANE	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-9 150 €	2 100 €	0 €	-7 050 €	-7 050 €
LA REUNION	0 €	0 €	0 €	0 €	12 952 616 €	-14 850 €	15 100 €	0 €	250 €	12 952 866 €
SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
SAINT-MARTIN	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
SAINT-BARTHELEMY	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
MAYOTTE	0 €	0 €	0 €	0 €	2 761 560 €	25 350 €	83 700 €	1 358 412 €	1 467 462 €	4 229 022 €
Total Outre-mer	*0 €*	*0 €*	*0 €*	*0 €*	*3 114 600 €*	*-750 €*	*-128 500 €*	*1 358 412 €*	*1 229 162 €*	*4 343 762 €*
Total global	357 518 €	691 838 €	189 054 €	1 238 410 €	-8 149 208 €	85 350 €	-476 100 €	168 908 497 €	168 517 747 €	161 606 949 €

*Régions et collectivités territoriales à statut particulier exerçant des compétences régionales.

Annexe n° 3

Tableau récapitulatif des montants de compensation non pérenne attribués sous forme de fiscalité transférée en 2026 (Accises sur les énergies - *ex-TICPE* et TSCA)

Tableau n° 2 - Les départements

DEPARTEMENTS	Transfert du réseau routier national 3DS - Transfert de service				FEADER - Transfert de services	Total
	Valorisation au prorata temporis du temps de vacance des emplois vacants intermédiaires entre le 01/09/2024 et le 31/10/2024	Valorisation au *prorata temporis* du temps de vacance des emplois devenus vacants entre le 01/10/2024 et le 31/08/2025	Valorisation des journées acquises et de l'alimentation des CET	Total	Compensation non pérenne 2026	
Aveyron	43 764 €	17 506 €	16 224 €	**77 494 €**		**77 494 €**
Côte-d'Or	43 764 €	18 192 €	11 861 €	**73 817 €**		**73 817 €**
Haute-Garonne	0 €	0 €	5 280 €	**5 280 €**		**5 280 €**
Gers	51 376 €	98 438 €	74 172 €	**223 986 €**		**223 986 €**
Isère	0 €	52 517 €	20 584 €	**73 101 €**		**73 101 €**
Lot	0 €	0 €	0 €	**0 €**		**0 €**
Maine-et-Loire	0 €	0 €	0 €	**0 €**		**0 €**
Haute-Marne	46 681 €	90 445 €	7 542 €	**144 668 €**		**144 668 €**
Mayenne	0 €	0 €	760 €	**760 €**		**760 €**
Moselle	46 681 €	99 198 €	7 736 €	**153 615 €**		**153 615 €**
Pyrénées-Orientales	0 €	27 083 €	100 391 €	**127 474 €**		**127 474 €**
Rhône	0 €	0 €	435 €	**435 €**		**435 €**
Seine-et-Marne	140 044 €	53 203 €	14 244 €	**207 491 €**		**207 491 €**
Vaucluse	0 €	67 104 €	15 414 €	**82 518 €**		**82 518 €**
La Réunion					**0 €**	**0 €**
Total	**372 310 €**	**523 686 €**	**274 643 €**	**1 170 639 €**	**0 €**	**1 170 639 €**

Annexe n° 4

Tableaux récapitulatifs des montants de compensation non pérenne attribués sous forme de dotation générale de décentralisation (DGD) en 2026

Tableau n° 1 - Les régions métropolitaines

Sous-action	-
Motif	**-**
Référence	**-**
AUVERGNE RHONE-ALPES	0 €
BOURGOGNE FRANCHE-COMTE	0 €
BRETAGNE	0 €
CENTRE - VAL DE LOIRE	0 €
CORSE	0 €
GRAND-EST	0 €
HAUTS-DE-FRANCE	0 €
ILE-DE-FRANCE	0 €
NORMANDIE	0 €
NOUVELLE AQUITAINE	0 €
OCCITANIE	0 €
PAYS DE LA LOIRE	0 €
PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	0 €
TOTAL	**0 €**

Annexe n° 4

Tableaux récapitulatifs des montants de compensation non pérenne en 2026 attribués sous forme de dotation générale de décentralisation (DGD)

Tableau n° 2 - Les régions et CTU ultramarines

Sous-action	0119-05-01 DGD des régions de droit commun		TOTAL
Motif	Régularisation au titre de l'écart entre les DAC provisionnel et définitif des charges résultant du décret n° 2016-1901 relatif aux bourses accordées aux étudiants inscrits dans les instituts et écoles de formation de certaines profession de santé pour la période 2017-2026	DAC au titre de l'arrêté l'arrêté du 23 août 2023 modifiant l'arrêté du 13 avril 2023 fixant les taux des bourses d'enseignement supérieur du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche pour l'année universitaire 2023-2024	
Référence	Amdt Sénat n° II-1952	Amdt Sénat n° II-1952	
Guadeloupe	1 825 760 €	33 000 €	1 858 760 €
Guyane	356 398 €	40 500 €	396 898 €
Martinique	824 517 €	63 300 €	887 817 €
Réunion	2 920 789 €	138 600 €	3 059 389 €
TOTAL	**5 927 464 €**	**275 400 €**	**6 202 864 €**

Annexe n° 4

Tableaux récapitulatifs des montants de compensation non pérenne attribués sous forme de dotation globale de compensation (DGC) en 2026

Tableau n° 3 - Les collectivités ultramarines relevant des articles 73 et 74 de la Constitution

Sous-action	0122-04-02 DGC de Nouvelle-Calédonie	0122-04-04 DGC de Polynésie française	0122-04-06 DGD de Saint-Martin		TOTAL
Motif	Articles 55 et 55-1 de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle -Calédonie	Article 59 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française	Article L.O. 6371-5 du code général des collectivités territoriales Ajustement de la compensation non pérenne de la RSFP 2021	Article L.O. 6371-5 du code général des collectivités territoriales Compensation non pérenne de la RSFP 2022	
Référence	-	-	Amdt Sénat n° II-1952	Amdt Sénat n° II-1952	
Nouvelle-Calédonie	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Polynésie française	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Saint-Martin	0 €	0 €	56 988 €	338 988 €	395 976 €
TOTAL	**0 €**	**0 €**	**56 988 €**	**338 988 €**	**395 976 €**

Annexe n° 4

Tableaux récapitulatifs des montants de compensation non pérenne en 2026 attribués sous forme de dotation générale de décentralisation (DGD)

Tableau n° 4 - Les départements*

Sous-action	119-04-01 DGD Départements de droit commun
Motif	Mise en oeuvre des articles 6 et 7 de la loi du 11 octobre 1986
Référence	Amdt Sénat n° II-1952
Ain	0 €
Aisne	0 €
Allier	0 €
Alpes-de-Haute-Provence	0 €
Hautes-Alpes	0 €
Alpes-Maritimes	0 €
Ardèche	0 €
Ardennes	0 €
Ariège	0 €
Aube	0 €
Aude	0 €
Aveyron	0 €
Bouches-du-Rhône	0 €
Calvados	0 €
Cantal	0 €
Charente	0 €
Charente-Maritime	0 €
Cher	0 €
Corrèze	0 €
Corse-du-Sud	0 €
Haute-Corse	0 €
Côte-d'Or	0 €
Côtes-d'Armor	0 €
Creuse	0 €
Dordogne	0 €
Doubs	0 €
Drôme	0 €
Eure	0 €
Eure-et-Loir	0 €
Finistère	0 €
Gard	0 €
Haute-Garonne	0 €
Gers	0 €
Gironde	0 €
Hérault	0 €

Sous-action	119-04-01 DGD Départements de droit commun
Motif	Mise en oeuvre des articles 6 et 7 de la loi du 11 octobre 1985
Référence	Amdt Sénat n° II-1952
Ille-et-Vilaine	0 €
Indre	0 €
Indre-et-Loire	0 €
Isère	0 €
Jura	0 €
Landes	0 €
Loir-et-Cher	0 €
Loire	0 €
Haute-Loire	0 €
Loire-Atlantique	0 €
Loiret	0 €
Lot	0 €
Lot-et-Garonne	0 €
Lozère	0 €
Maine-et-Loire	0 €
Manche	0 €
Marne	0 €
Haute-Marne	0 €
Mayenne	0 €
Meurthe-et-Moselle	0 €
Meuse	0 €
Morbihan	0 €
Moselle	0 €
Nièvre	0 €
Nord	0 €
Oise	0 €
Orne	0 €
Pas-de-Calais	0 €
Puy-de-Dôme	0 €
Pyrénées-Atlantiques	0 €
Hautes-Pyrénées	0 €
Pyrénées-Orientales	0 €
Bas-Rhin	0 €
Haut-Rhin	0 €
Rhône	0 €

Sous-action	119-04-01 DGD Départements de droit commun
Motif	Mise en oeuvre des articles 6 et 7 de la loi du 11 octobre 1985
Référence	Amdt Sénat n° II-1952
Haute-Saône	0 €
Saône-et-Loire	0 €
Sarthe	0 €
Savoie	0 €
Haute-Savoie	0 €
Paris	0 €
Seine-Maritime	0 €
Seine-et-Marne	0 €
Yvelines	0 €
Deux-Sèvres	0 €
Somme	0 €
Tarn	0 €
Tan-et-Garonne	0 €
Var	0 €
Vaucluse	0 €
Vendée	0 €
Vienne	0 €
Haute-Vienne	0 €
Vosges	0 €
Yonne	0 €
Territoire-de-Belfort	0 €
Essonne	0 €
Hauts-de-Seine	0 €
Seine-Saint-Denis	26 052 €
Val-de-Marne	62 992 €
Val-d'Oise	0 €
TOTAL METROPOLE	**89 044 €**
Guadeloupe	-27 156 €
Martinique	0 €
Guyane	0 €
Réunion	0 €
TOTAL OUTRE-MER	**-27 156 €**
TOTAL	**61 888 €**

*Départements et collectivités à statut particulier exerçant des compétences départementales

Annexe n° 4

Tableaux récapitulatifs des montants de compensation non pérenne en 2026 attribués sous forme de dotation générale de décentralisation (DGD)

Tableau n° 4 - Les communes, leurs groupements et autres

Sous-action	**0119-02-02 Concours voirie**	**TOTAL**
Motif	**Transfert du réseau routier 3DS - Compensation du transfert de services**	
Référence	**Amdt Sénat n° II-1952**	
Métropole de Lyon	0 €	0 €
Dijon Métropole	144 296 €	144 296 €
TOTAL	**144 296 €**	**144 296 €**

Annexe n° 5

Tableau récapitulatif des montants de compensation pérenne et non pérennes sous forme de fiscalité transférée (accises sur les énergies) et de prélèvement sur recettes (PSR) versés aux régions dans le cadre des réformes de l'apprentissage et du financement de la formation professionnelle au titre de l'année 2026

REGIONS	Financement de l'apprentissage		Financement de la formation professionnelle	
	Versement pérenne sous forme de PSR I. et III. de l'article 76 de la LFI 2020	Versement pérenne d'une part du produit de l'accise sur les énergies I. de l'article 76 de la LFI 2020	Versement pérenne d'une part du produit de l'accise sur les énergies Article 41 de la LFI 2014	Versement non pérenne d'une part d'accise sur les énergies II. de l'article 133 de la LFI pour 2026
Auvergne-Rhône-Alpes	14 369 701 €	21 736 610 €	107 122 085 €	-2 325 664 €
Bourgogne-Franche-Comté	5 703 617 €	8 398 923 €	50 612 638 €	-246 452 €
Bretagne	5 454 832 €	8 302 754 €	43 355 380 €	-99 948 €
Centre-Val de Loire	4 799 097 €	0 €	42 270 376 €	-1 086 596 €
Corse	703 986 €	904 080 €	5 457 023 €	-297 756 €
Grand-Est	13 037 784 €	22 792 610 €	90 798 012 €	-363 552 €
Hauts-de-France	4 064 636 €	2 820 443 €	171 486 360 €	6 611 760 €
Ile-de-France	9 238 093 €	6 202 131 €	159 183 920 €	0 €
Normandie	5 088 441 €	6 047 773 €	95 685 297 €	-4 897 468 €
Nouvelle-Aquitaine	5 481 805 €	679 761 €	104 583 755 €	1 998 280 €
Occitanie	13 276 673 €	21 331 288 €	105 044 413 €	-3 895 224 €
Pays de la Loire	11 116 171 €	0 €	45 094 628 €	-4 174 424 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur	18 621 291 €	34 241 410 €	93 201 861 €	-2 486 764 €
Guadeloupe	2 571 462 €	5 272 136 €	12 644 620 €	64 944 €
Martinique	5 593 473 €	11 950 538 €	14 013 564 €	-12 664 520 €
Guyane	428 282 €	0 €	3 914 085 €	0 €
La Réunion	3 009 741 €	6 205 803 €	35 456 493 €	12 952 616 €
Mayotte	0 €	0 €	11 389 585 €	2 761 560 €
Total global	**122 559 085 €**	**156 886 260 €**	**1 191 314 095 €**	**-8 149 208 €**

Annexe n° 6 :
Tableau récapitulatif des décrets de transfert de services

Le partage définitif des services, par décret en Conseil d'État

Les décrets ayant fait l'objet d'une publication sont énumérés dans le tableau suivant :

Services transférés par ministère décentralisateur	Numéro et date du décret	Date de publication du décret au JO	Date d'entrée en vigueur
Services transférés au 1er janvier 2006			
Services participant aux missions d'accueil, de restauration, d'hébergement et d'entretien général technique dans les collèges et les lycées et services gestionnaires des personnels TOS (ministère de l'éducation nationale)	Décret n° 2005-1631 du 26 décembre 2005	27 décembre 2005	1er janvier 2006
Services transférés au 1er janvier 2007			
Services exerçant les compétences en matière de routes départementales (ministère de l'équipement)	Décret n° 2006-1341 du 6 novembre 2006	7 novembre 2006	1er janvier 2007
Services exerçant les compétences en matière de routes nationales (ministère de l'équipement)	Décret n° 2006-1342 du 6 novembre 2006	7 novembre 2006	1er janvier 2007
Services exerçant les compétences en matière de fonds de solidarité pour le logement (ministère de l'équipement)	Décret n° 2006-1343 du 6 novembre 2006	7 novembre 2006	1er janvier 2007
Services exerçant les compétences dans les ports départementaux maritimes (ministère de l'équipement)	Décret n° 2006-1344 du 6 novembre 2006	7 novembre 2006	1er janvier 2007
Services participant aux missions d'accueil, de restauration, d'hébergement et d'entretien général technique dans les lycées agricoles et services gestionnaires des personnels TOS des lycées agricoles (ministère de l'agriculture)	Décret n° 2006-1756 du 23 décembre 2006	30 décembre 2006	1er janvier 2007
Services transférés au 1er février 2007			
Services régionaux de l'inventaire général du patrimoine culturel (ministère de la culture)	Décret n° 2007-20 du 4 janvier 2007	6 janvier 2007	1er février 2007
Services transférés au 1er septembre 2007			
Services participant aux missions d'accueil, de restauration, d'hébergement et d'entretien général technique dans les lycées professionnels maritimes (ministère de l'équipement)	Décret n° 2007-778 du 10 mai 2007	11 mai 2007	1er septembre 2007
Services transférés au 1er janvier 2008			
Services exerçant les compétences en matière de routes nationales (portions résiduelles) et transfert des services au département de la Seine-Saint-Denis exerçant les compétences en matière de routes départementales	Décret n° 2007-1614 du 15 novembre 2007	17 novembre 2007	1er janvier 2008

Services transférés par ministère décentralisateur	Numéro et date du décret	Date de publication du décret au JO	Date d'entrée en vigueur
(ministère de l'équipement)			
Services exerçant les compétences dans le domaine des aérodromes (ministère de l'équipement)	Décret n° 2007-1615 du 15 novembre 2007	17 novembre 2007	1er janvier 2008
Services exerçant les compétences dans le domaine des ports d'intérêt national (ministère de l'équipement)	Décret n° 2007-1616 du 15 novembre 2007	17 novembre 2007	1er janvier 2008
Services exerçant les compétences dans le domaine des ports maritimes transférés en application de la loi du 22 juillet 1983 (ministère de l'équipement)	Décret n° 2007-1617 du 15 novembre 2007	17 novembre 2007	1er janvier 2008
Services exerçant les compétences dans le domaine des voies d'eau – 5 départements (ministère de l'équipement)	Décret n° 2007-1618 du 15 novembre 2007	17 novembre 2007	1er janvier 2008
Services assurant la conduite des opérations en matière d'aménagement foncier – 1ère vague de transfert (ministère de l'agriculture)	Décret n° 2007-1946 du 26 décembre 2007	1er janvier 2008	1er janvier 2008
Services transférés au 1er janvier 2009			
Services exerçant les compétences à l'égard du RMI, des FAJ, des CLIC, des CODERPA, des FSL, des fonds d'aide eau et énergie, de la lutte anti-vectorielle et des bourses et formations sanitaires et sociales (ministère de l'intérieur et ministère en charge des affaires sociales)	Décret n° 2008-791 du 20 août 2008	21 août 2008	1er janvier 2009
Services exerçant les compétences dans le domaine des voies d'eau au profit de 3 départements (ministère de l'équipement)	Décret n° 2008-1377 du 19 décembre 2008	24 décembre 2008	1er janvier 2009
Services exerçant les compétences dans le domaine des ports maritimes transférés en application de la loi du 22 juillet 1983 au profit de la Communauté d'agglomération de Morlaix (ministère de l'équipement)	Décret n° 2008-1378 du 19 décembre 2008	24 décembre 2008	1er janvier 2009
Services exerçant les compétences en matière de routes nationales – Transfert au département de la Guyane et à la région Réunion et transfert de portions résiduelles de routes nationales à 10 départements (ministère de l'équipement)	Décret n° 2008-1379 du 19 décembre 2008	24 décembre 2008	1er janvier 2009
Services exerçant les compétences à l'égard du RMI, des FAJ, des CLIC, des CODERPA, des FSL, des fonds d'aide eau et énergie, de la lutte anti-vectorielle et des bourses et formations sanitaires et sociales – Modification du décret du 20 août 2008 (ministère de l'intérieur et ministère en charge des affaires sociales)	Décret n° 2008-1450 du 22 décembre 2008	31 décembre 2008	1er janvier 2009

Services transférés par ministère décentralisateur	Numéro et date du décret	Date de publication du décret au JO	Date d'entrée en vigueur
Services assurant la conduite des opérations en matière d'aménagement foncier – 2ème vague de transfert (ministère de l'agriculture)	Décret n° 2008-1552 du 31 décembre 2008	1er janvier 2009	1er janvier 2009
Services transférés au 1er septembre 2009			
Services déconcentrés participant à l'exercice des compétences transférées au STIF en matière de plan de déplacements urbains, d'organisation et de fonctionnement des transports scolaires et de remboursement des frais de déplacement des élèves et des étudiants handicapés (MEDDTL, ministères de l'intérieur et de l'éducation nationale)	Décret n° 2009-954 du 29 juillet 2009	2 août 2009	1er septembre 2009
Services transférés au 1er janvier 2010			
Services déconcentrés participant à l'exercice des compétences dans le domaine des voies d'eau dont la propriété a été transférée à la région Bretagne au 1er janvier 2008 et participant à l'exercice des compétences sur le domaine public fluvial du port de Saint-Laurent-du-Maroni dont la propriété a été transférée à la communauté de communes de l'Ouest guyanais au 1er janvier 2009 (MEDDTL)	Décret n°2009-1622 du 23 décembre 2009	26 décembre 2009	1er janvier 2010
Services assurant la conduite des opérations en matière d'aménagement foncier – 3ème vague de transfert (ministère de l'agriculture)	Décret n°2009-1669 du 29 décembre 2009	30 décembre 2009	1er janvier 2010
Services chargés de la délivrance des autorisations préalables au changement d'usage des locaux destinés à l'habitation (ministère de l'intérieur et MEDDTL)	Décret n°2009-1726 du 30 décembre 2009	31 décembre 2009	1er janvier 2010
Services transférés au 1er janvier 2011			
Services déconcentrés participant à l'exercice des compétences dans le domaine des voies d'eau dont la propriété a été transférée à la région Alsace, au département du Bas-Rhin et à la Communauté urbaine de Strasbourg (ministère de l'agriculture)	Décret n°2010-1756 du 30 décembre 2010	31 décembre 2010	1er janvier 2011
Services transférés au 1er janvier 2012			
Services déconcentrés en charge du domaine public fluvial non navigable de la Vire et du canal de Vire-Taute dont la propriété a été transférée au syndicat pour le développement du Saint-Lois (ministère de l'écologie)	Décret n°2011-2017 du 29 décembre 2011	30 décembre 2011	1er janvier 2012
Services transférés au 1er janvier 2014			
Services déconcentrés en charge du domaine public fluvial du Var dont la propriété a été transférée au département des Alpes-Maritimes (ministère de l'écologie)	Décret n°2013-1206 du 23 décembre 2013	24 décembre 2013	1er janvier 2014

Services transférés par ministère décentralisateur	Numéro et date du décret	Date de publication du décret au JO	Date d'entrée en vigueur
Services transférés au 1er janvier 2015			
Services déconcentrés du domaine public fluvial de la Sèvre Niortaise, du Mignon et des Autizes (ministère de l'écologie)	Décret n° 2014-1558 du 22 décembre 2014	24 décembre 2014	1er janvier 2015
Services transférés au 1er juillet 2015 ou au 1er janvier 2016			
Services déconcentrés participant aux missions de l'autorité de gestion des programmes européens financés au titre du fonds social européen ou du fonds européen de développement régional ou du fonds européen agricole pour le développement rural (ministères de l'intérieur, de l'écologie, de l'agriculture, du travail, de l'économie, de la culture et services du premier ministre)	Décret n° 2015-783 du 29 juin 2015	30 juin 2015	1er juillet 2015 pour les services mis à disposition avant le 1er avril 2015 sinon 1er janvier de l'année suivant la mise à disposition
Services transférés au 1er janvier 2017			
Services déconcentrés participant à l'exercice de la compétence des centres de ressources, d'expertises et de performances sportives (ministère des sports)	Décrets n° 2016-1055 du 1er août 2016 et n°2016-1803 du 20 décembre 2016	3 août et 22 décembre 2016	1er janvier 2017
Services déconcentrés participant à l'exercice des compétences en matière de formation professionnelle transférés par la loi n°2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale (ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, ministère de la justice)	Décret n°2016-1678 du 26 décembre 2016	28 décembre 2016	1er janvier 2017
Services transférés au 1er janvier 2020			
Services participant à l'exercice des missions des DRONISEP en matière de diffusion de la documentation et d'élaboration des publications à portée régionale relatives à l'orientation scolaire et professionnelle des élèves et des étudiants transférées par la loi n°2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel	Décret n° 2019-1552 du 30 décembre 2019	31 décembre 2019	1er janvier 2020
Services transférés au 1er janvier 2022			
Services de la direction interdépartementale des routes de l'Est et de la DREAL Grand Est participant à l'entretien, à l'exploitation et à la gestion du domaine public routier national transféré à la Collectivité européenne d'Alsace et à l'Eurométropole de Strasbourg en application de la loi n° 2019-816 du 2 août 2019 relative aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace	Décret n° 2021-1346 du 15 octobre 2021	16 octobre 2021	17 octobre 2021

Services transférés par ministère décentralisateur	Numéro et date du décret	Date de publication du décret au JO	Date d'entrée en vigueur
Services de l'Etat et de Voies navigables de France qui participent à l'exercice des compétences d'aménagement, de gestion et d'entretien du domaine public fluvial de la partie du bassin de la Dordogne dont la propriété a été transférée à EPIDOR le 1er janvier 2021.	Décret n° 2021-1586 du 6 décembre 2021	8 décembre 2021	1er janvier 2022
Services transférés au 1er janvier 2024			
Services participant à l'exercice des transfert définitif aux régions ou au département de La Réunion des services ou parties de services de l'Etat qui sont chargés de la gestion des aides non surfaciques financées par le fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER)	Décret n° 2023-1406 du 30 décembre 2023	31 décembre 2023	1er janvier 2024
Services transférés au 1er novembre 2024			
Services et parties de service des directions interdépartementales des routes (DIR) et des directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) exerçant les compétences de l'Etat en matière de gestion et d'entretien de la voirie nationale non concédée	Décret n° 2024-544 du 13 juin 2024	15 juin 2024	1er novembre 2024